Les Echos

LUNDI 9 SEPTEMBRE 2024

Aéronautique Airbus s'active pour résoudre le casse-tête de l'intégration des batteries dans les avions // P. 20

Média Le réseau X d'Elon Musk confronté à la méfiance des annonceurs // P. 24

Au travail

Ludovic Marin/AFP et Gilles Rolle/RÉA

- Michel Barnier a effectué un déplacement dès samedi à l'hôpital Necker à Paris, et enchaîné les consultations pour former un gouvernement.
- Le Rassemblement national maintient la pression.
- Des législatives à sa nomination, récit des 60 jours qui ont changé le cours du macronisme.

// PAGES 2-3, 31, NOTRE ENQUÊTE PAGE 14 ET L'ÉDITORIAL D'ÉTIENNE LEFEBVRE PAGE 15

Paris espère bénéficier du riche héritage des JO

SPORT Alors que les Jeux Paralympiques viennent de se terminer, l'heure est au bilan tant sociétal qu'économique et sportif. Avec 75 médailles, dont 19 d'or, pour les Paralympiques, et 64 médailles, dont 16 en or, pour les JO, la France a su relever les défis et éblouir le monde. Quel héritage garderons-nous de cet événement hors norme qui a fait vibrer le cœur des Français ? Logements, infrastructures, sport, l'objectif est désormais de respecter les promesses prises par Paris lors de sa candidature. Anne Hidalgo et Emmanuel Macron espèrent, quant à eux, prolonger cette « *parenthèse enchantée* ». // PAGES 18-19

La vasque a attiré près de 15.000 spectateurs chaque soir à son envol.

Hahn Lionel/KMSP/AFP

analyses

En Ukraine, clarté russe et ambiguïtés occidentales

Par **Dominique Moïsi**

L'intensification récente des bombardements russes sur les villes ukrainiennes constitue très probablement la réponse de Moscou à l'humiliation que Kiev lui a fait subir. Les attaques toujours plus violentes sur des villes comme Poltava (plus de cinquante morts et trois cents blessés) et Lviv ont pour objectif de casser le moral retrouvé des Ukrainiens. Face à ce processus d'escalade, les alliés de l'Ukraine doivent clarifier et unifier leurs positions et faire preuve d'une totale unité et solidarité face à Moscou. Tel n'est pas tout à fait le cas, hélas.
// PAGE 10

Volkswagen, « das Problem » *par* **Jean-Marc Vittori**

Les trois plaies de l'économie française *par* **Pascal Perri**

100 millions de touristes en France… et après ? *par* **Emmanuel Combe**

Environnement orbital : une situation hors de contrôle ? *par* **Yann Verdo**

// PAGES 10 À 13

M 00104 - 909 - F: 3,60 €

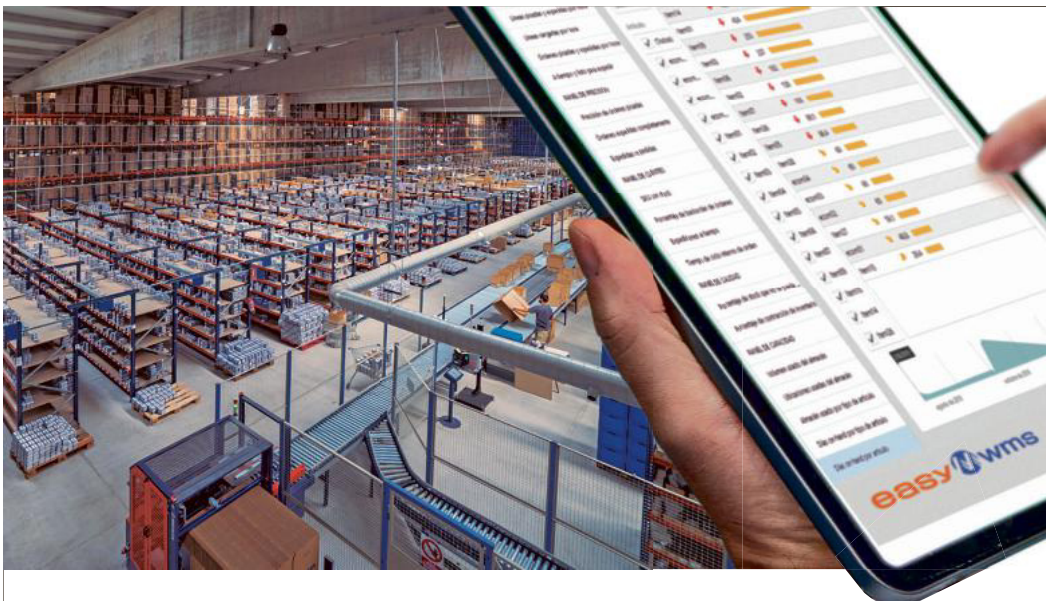
ISSN0153.4831 NUMÉRO 24291
117e ANNÉE 36 PAGES

Antilles-Réunion 4,70 €. Belgique 4,20 €. Espagne 5,10 €. Luxembourg 4,40 €. Maroc 44 DH. Suisse 6,60 FS. Tunisie 9,8 TND.

Les mesures chocs de Donald Trump pour réduire l'inflation

ÉLECTION AMÉRICAINE Pomper plus de pétrole et de gaz, baisser les impôts et déréguler. Voilà dans les grandes lignes le programme de Donald Trump pour réduire l'inflation aux Etats-Unis. Le candidat républicain attaque sa rivale Kamala Harris sur le sujet des hausses de prix, qui ont fortement touché les ménages américains ces quatre dernières années. Trump entend « *accroître massivement l'offre domestique d'énergie* » et « *mettre fin au New Deal vert* », qu'il qualifie de « *nouvelle arnaque verte* ». Enfin, il veut baisser l'impôt sur les sociétés de 21 % à 15 % « *uniquement pour les entreprises qui fabriquent leurs produits en Amérique* ». // PAGE 7

Après les chiffres sur l'emploi, Wall Street termine en forte baisse

BOURSE Les deux grands indices boursiers américains, le S&P 500 et le Nasdaq, ont enregistré leur pire semaine en plus d'un an. Le premier a perdu 4,3 % au cours de la semaine passée tandis que le Nasdaq à forte coloration technologique a sombré de 5,8 %. Le ralentissement du marché du travail a ravivé les inquiétudes des investisseurs sur les perspectives économiques outre-Atlantique, latentes depuis début août. Les fonds investis dans les actions américaines ont enregistré des sorties nettes la semaine dernière. Une première depuis juin. En Europe aussi, les marchés se sont retournés après les mauvais chiffres de créations d'emplois. // PAGE 29

FRANCE

LVMH

ARTISAN DE TOUTES
LES VICTOIRES

FRANCE

Michel Barnier engagé dans des consulta intensives, le RN le place sous surveillanc

- Le nouveau Premier ministre a effectué son premier déplacement ce week-end à l'hôpital Necker.
- Il a également poursuivi ses consultations pour la constitution de son gouvernement.

POLITIQUE

Grégoire Poussielgue

Marine Le Pen n'est pas *« la DRH d'Emmanuel Macron »*, comme elle l'a déclaré dimanche depuis Hénin-Beaumont, ce qui lui permet d'affirmer qu'elle n'a pas passé de « deal » avec le président de la République sur le choix de Michel Barnier, son cinquième Premier ministre depuis 2017. Elle n'en avait pas moins mis son veto à la nomination de Xavier Bertrand et détient, avec ses 126 députés du Rassemblement national (RN) et les 16 d'Eric Ciotti, la clé de son licenciement.

Nommé jeudi après deux mois de soubresauts à l'Elysée, le nouveau Premier ministre est *« sous surveillance »* du RN, qui n'a pas manqué, au cours du week-end, de le lui rappeler à plusieurs reprises. *« A compter de ce jour M. Barnier est un Premier ministre sous surveillance »*, a lancé en premier Jordan Bardella depuis la foire de Châlons-en-Champagne. *« Nous souhaitons qu'il y ait un gouvernement, et ce gouvernement sera évidemment sous surveillance. Nous avons posé nos exigences et nous ne les changerons pas »*, a enchaîné Marine Le Pen dans les colonnes de « La Tribune Dimanche ».

Des « lignes rouges »

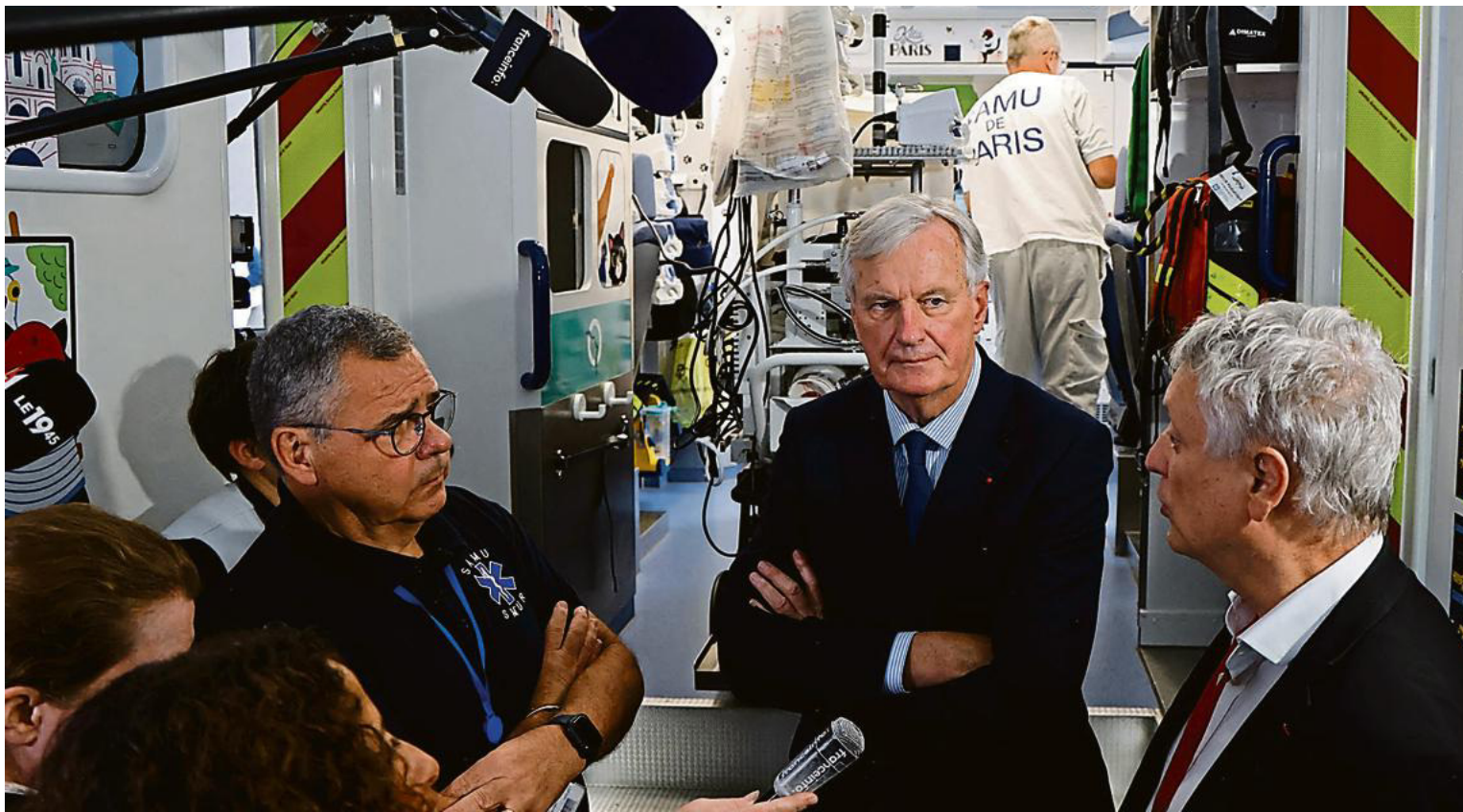
Le RN est prêt à danser la valse avec Michel Barnier, tout en agitant constamment la perspective de s'associer à la gauche pour voter une motion de censure contre son futur gouvernement. La seule certitude dont bénéficie le nouveau Premier ministre est de ne pas être censuré immédiatement, dès l'ouverture de la prochaine session parlementaire (début octobre, s'il n'y a pas de session extraordinaire). Maintenant la pression, le RN attend avec impatience son discours de politique générale et promet de ne pas lui accorder de *« blanc-seing »*. *« Que les choses soient là encore très claires : si au fil des semaines, les Français devaient à nouveau encore être oubliés ou maltraités, nous n'hésiterons pas à censurer le gouvernement »*, a ajouté depuis Hénin-Beaumont la cheffe de file des députés RN.

Le RN a rappelé quelques-unes de ses priorités au nouveau locataire de Matignon. Outre ses revendications habituelles sur l'immigration, Marine Le Pen et Jordan Bardella sont remontés au créneau ce week-end sur la proportionnelle – pour Marine Le Pen, c'est une *« évidence »* qu'il y aura de nouvelles législatives dans un an – ou le recours au référendum. Quant au budget ou la réforme des retraites, que Michel Barnier s'est engagé à *« améliorer »* vendredi sur TF1, le RN confirme que ce seront les deux dossiers brûlants de la rentrée.

Comme la gauche, avec qui il est majoritaire au Palais-Bourbon, le parti de Jordan Bardella est favorable à une abrogation de la réforme des retraites. Sur le budget, les économies que devra faire l'exécutif semblent difficilement compatibles avec la volonté du RN de ne pas voir les Français *« maltraités »*. D'ici à quelques semaines, le RN rappellera ses *« lignes rouges »*, a lancé Marine Le Pen dimanche devant ses partisans.

Une situation complexe

C'est peu de le dire, Michel Barnier se retrouve dans une situation complexe. La gauche reste vent debout contre sa nomination et milite toujours pour voir sa candidate, Lucie Castets, à Matignon. Comme l'a rappelé Manuel Bompard dimanche, elle entend maintenir, elle aussi, la pression par trois biais – le dépôt immédiat d'une motion de censure, la mobilisation dans la rue et le lancement d'une procédure de destitution contre Emmanuel Macron. Sa première tentative de mobiliser les Français dans la rue samedi s'est soldée par un échec.

Renaissance, le parti présidentiel, affiche une certaine distance. L'accueil a été frais sur l'aile gauche, plus enthousiaste sur l'aile droite, et circonspect dans le ventre mou des 99 députés macronistes. Les prises de position de Michel Barnier pendant la primaire des Républicains pour la présidentielle de 2022 passent mal chez certains députés Ensemble pour la République (EPR, ex-Renaissance). Il n'y aura *« ni volonté de blocage, ni soutien inconditionnel »*, a assuré Gabriel Attal, aujourd'hui patron à 100 % des députés.

Ainsi, la participation de Michel Barnier mardi à la rentrée parlementaire des députés EPR n'était pas actée dimanche en fin de journée. Symboliquement, le message est limpide tant la participation d'un Premier ministre à la rentrée parlementaire du principal groupe sur lequel il devra s'appuyer est un classique. *« Les choses avancent, se construisent petit à petit, et il n'y a rien d'acté à date »*, faisait valoir dimanche l'entourage du Premier ministre. *« Michel Barnier va rencontrer les députés du groupe, mais il cherche le meilleur format avec Gabriel Attal. Cela pourra être une réunion plus tard dans la semaine »*, confirme-t-on dans l'entourage de l'ancien Premier ministre.

En revanche, Michel Barnier peut se féliciter d'avoir reçu un accueil plus chaleureux d'Horizons, le parti d'Edouard Philippe. Son offensive en vue de la présidentielle de 2027 (il s'est déclaré candidat à la surprise générale la semaine dernière) a surpris tout le monde et ne plaide pas pour la cohésion de l'ancienne majorité. Au Modem, l'accueil a aussi été timoré – le parti étant plus favorable à la nomination de Bernard Cazeneuve –, mais François Bayrou a apporté dimanche sur RTL un soutien plus franc à Michel Barnier. *« Je ferai tout ce que je peux pour que ça marche »*, a-t-il déclaré. Finalement, seuls Les Républicains (LR) ne cachent pas leur satisfaction, se retrouvant avec un Premier ministre issu de leurs rangs en ne comptant que 47 députés.

De son côté, Michel Barnier prend ses marques à Matignon – il a effectué son premier déplacement à l'hôpital Necker samedi – et enchaîne les consultations avec les forces du « bloc central » en vue de la constitution du gouvernement. Après avoir vu Gabriel Attal vendredi, il a rencontré les dirigeants de LR, ceux d'Horizons, puis François Bayrou dimanche après-midi. Ni Matignon ni l'Elysée ne se risquent à un pronostic sur la date de l'annonce de l'équipe gouvernementale, qui devrait faire la part belle à la droite et à l'ex-majorité. Le psychodrame de la nomination du Premier ministre est passé par là.

Lire l'éditorial d'Etienne Lefebvre
Page 15

La participation de Michel Barnier (ici à l'hôpital Necker samedi) mardi à la rentrée parlementaire des députés de l'ex-majorité n'était pas actée

Le futur gouvernement lancé dans un contre-la-montre budgétaire

Matignon a demandé un délai à Bruxelles pour l'envoi de sa trajectoire budgétaire d'ici à 2027.

Renaud Honoré

DÉCRYPTAGE

Tic, tac, tic, tac… A peine installé à Matignon, Michel Barnier est lancé dans un contre-la-montre budgétaire. Dans les tout prochains jours, le Premier ministre va devoir arbitrer une suite de décisions importantes sur le prochain projet de loi de finances (PLF) pour 2025, sur lequel une grande partie de son avenir politique va se jouer.

Une première mesure a d'ores et déjà été prise pour desserrer le calendrier infernal qui se dresse devant lui. Le gouvernement a demandé à la Commission européenne, comme « La Tribune Dimanche » l'a écrit, un délai supplémentaire pour l'envoi de sa stratégie budgétaire. Sous le coup d'une procédure pour déficit excessif, Paris avait jusqu'au 20 septembre pour indiquer à Bruxelles comment et à quelle allure il comptait redresser les comptes publics. Mais il était impossible de se lancer dans une telle entreprise, alors que les choix pour le PLF de l'an prochain, qui conditionneront la suite, et même pour les comptes 2024, qui menacent de déraper une nouvelle fois faute de mesures d'économies prises rapidement, n'ont pas été faits.

Est-ce que ce premier retard en appelle un second, cette fois sur le dépôt du budget 2025 ? Celui-ci est normalement attendu au 1er octobre à l'Assemblée nationale, mais les services de l'ancien Premier ministre Gabriel Attal avaient conclu qu'il pouvait être possible de décaler la date de quelques jours, même si cette perspective suscite déjà l'opposition des sénateurs qui ont peur que cela se traduise par un raccourcissement de l'examen du texte par la Haute Assemblée. *« Le sujet du délai européen est sans rapport direct avec le timing interne »* sur le PLF, répond un membre du nouveau pouvoir.

Il n'empêche, cette date du 1er octobre paraît de plus en plus difficile à tenir. Le calendrier initial était de l'envoyer au Haut Conseil des finances publiques (HCFP) d'ici à vendredi, et ce, afin que le texte puisse être dévoilé fin septembre en Conseil des ministres. Cette date ne sera vraisemblablement pas tenue. *« Pour avoir un PLF au 1er octobre, cela reste jouable mais tendu, avec un envoi au HCFP jusqu'au 20 septembre »*, assure un proche du dossier.

Cela laisse donc une dizaine de jours pour bâtir dans l'urgence un texte budgétaire. Le jeu en vaut-il la chandelle ? Le président du HCFP, Pierre Moscovici, appelle lui-même à privilégier les questions de fond sur le respect stricto sensu du calendrier. Dans « Le Parisien » dimanche, il appelle à un *« vrai projet de loi de finances complet et détaillé »*, rejetant l'idée *« d'un squelette, d'une architecture à dépense constante qui ensuite serait amendé »*.

Des premiers indices

Le gouvernement démissionnaire de Gabriel Attal avait élaboré une première base pour le volet dépenses de l'Etat – avec un gel des crédits par rapport à 2024 – afin de faciliter le travail de son successeur. Mais Pierre Moscovici appelle à étoffer la copie, jugeant que « cela ne réduirait pas suffisamment le déficit ». *« Il faut une rupture, en tout cas un point d'inflexion très net »* pour la réduction du déficit l'an prochain, juge celui qui est aussi premier président de la Cour des comptes.

> Aux yeux de Pierre Moscovici, l'objectif d'un retour du déficit sous les 3 % du PIB en 2027 est « caduc ».

Pour autant, la potion ne doit pas être trop amère. Aux yeux de l'ex-commissaire européen, l'objectif d'un retour du déficit sous les 3 % du PIB en 2027 est *« caduc »*, *« devenu peu vraisemblable et pas forcément souhaitable »*. Une note de la direction générale du Trésor cet été montrait qu'il faudrait 110 milliards d'économies en trois ans pour tenir une telle trajectoire. *« C'est brutal, c'est difficilement faisable politiquement, peu acceptable socialement et économiquement guère cohérent »*, a commenté Pierre Moscovici.

Cela fait partie des décisions sur lesquelles sera attendu Michel Barnier. Pour trancher rapidement, il pourra s'appuyer sur Jérôme Fournel, son directeur de cabinet, qui maîtrise le dossier. Et pour cause : celui-ci était jusqu'à la semaine dernière le directeur de cabinet de Bruno Le Maire et a donc participé activement à l'élaboration de la première copie sur la table concernant le volet dépenses de l'Etat.

Il reste à voir maintenant comment Michel Barnier va y apposer sa patte. Des premiers indices sur ses intentions ont été semés ce week-end. Samedi, lors son déplacement au Samu de Paris, il a assuré qu'il y avait *« des économies à faire »* tout en soulignant qu'on pouvait faire *« des progrès dans l'efficacité de la dépense publique »*. Vendredi soir, lors de son passage sur TF1, il s'est dit ouvert à *« une plus grande justice fiscale »*. Est-ce un tournant depuis l'arrivée en 2017 à l'Elysée d'Emmanuel Macron, hostile depuis lors à toute hausse d'impôts ? Dans le camp présidentiel, plusieurs voix se disent persuadées que le levier fiscal est incontournable au vu de l'ampleur du déficit. ■

Macron, Bar c'est qui le bo

Emmanuel Macron souhaite q dure trois ans, tandis que Mar ves dans un an. En le contraig

LE FAIT DU JOUR **POLITIQUE** *de* **Cécile Cornudet**

Qu'ils sont doux les mots du début ! L'article 20, rien que l'article 20 (de la Constitution). Le président préside, le Premier ministre gouverne, répètent Emmanuel Macron et Michel Barnier. *« J'ai perdu, je me réinvente »*, dit le premier ; *« j'ai une grande liberté »*, se réjouit le second (« La Tribune dimanche »). Les têtes de l'exécutif entament plein de bonnes intentions la « coexistence exigeante » dessinée par l'Elysée, les partenaires politiques du Parlement aussi. Les LR envoient des CV : cela fait si longtemps qu'ils sont loin du pouvoir. François Bayrou surmonte sa réserve légendaire pour ce qui vient de LR en assurant qu'il fera *« tout pour que cela marche »* (RTL). Au début de la nouvelle pièce qui se joue, les Français ne veulent pas du chaos : les acteurs se disent prêts à tenir leur rôle. Et pourtant, certains prennent déjà des libertés avec le texte. Est-ce l'Elysée qui a choisi Jérôme Fournel comme directeur de cabinet de Michel Barnier ? Non, *« lui et lui seul »*, dit Matignon. Gabriel Attal, le patron des députés macronistes, prévient que *« rien ne pourra se faire sans nous »*. François Bayrou semble conditionner la présence de ministres Modem à un équilibre droite-centre-gauche au gouvernement.

tions
e

dimanche. *Photo Ludovic Marin/AFP*

nier, Le Pen :
ss ?

ue le gouvernement Barnier
ine Le Pen promet des législati-
nant à dissoudre ?

Or qui de la gauche pourrait accepter la main tendue par Michel Barnier ? Le Nouveau Front populaire aime moins les rôles d'acteurs que de perturbateurs. Sa première manifestation samedi est un raté, mais qu'importe, le résultat gouvernemental est trop loin, estime-t-il, de ce qu'ont voulu les Français le 7 juillet pour qu'il accompagne le mouvement. A fortiori quand on mesure le rôle qu'y a tenu le RN.
La pression va se poursuivre. Depuis une semaine, Marine Le Pen est partout. Elle concède un échange téléphonique avec Emmanuel Macron pour valider le nom de Barnier (*« un pis-aller »*, dit-elle), elle ne cache pas son veto sur Xavier Bertrand (y compris comme simple ministre ? la liste du gouvernement sera instructive), elle prévoit de dicter *« les mesures indispensables »* à prendre, et met *« le futur gouvernement sous surveillance »*.
Emmanuel Macron conteste toute responsabilité dans ce rôle inédit du Rassemblement national. Il la renvoie sur la gauche. *« A chaque fois que le NFP est un bloc, il fait du RN un arbitre »*, dit-il. Dimanche en tout cas, Marine Le Pen a ces mots sur BFM : *« Il est évident que d'ici un an nous aurons de nouvelles élections législatives. »* Macron exclut de dissoudre mais elle peut l'y contraindre en bloquant l'Assemblée, sous-entend-elle. Ni acteur ni perturbateur mais éclairagiste, capable d'interrompre la pièce d'un coup. Le maître tient les horloges, affirmait Emmanuel Macron : Le Pen montre qu'elle a le chrono.
ccornudet@lesechos.fr

Dessin Kim Roselier pour « Les Echos »

Un nouveau Premier ministre attendu au tournant sur la transition écologique

Michel Barnier s'est très peu exprimé récemment sur le sujet, si ce n'est pour signaler la « dette écologique » lors de sa passation de pouvoir avec Gabriel Attal. Le budget 2025 aura valeur de test.

Anne Feitz

Comment Michel Barnier se saisira-t-il de la transition écologique ? Les écologistes ont plutôt mal accueilli sa nomination, jugée *« déplorable sur le plan démocratique »*, selon les termes de leur secrétaire nationale, Marine Tondelier. Pour autant, ses passages aux ministères de l'Environnement, il y a trente ans (de 1993 à 1995), et de l'Agriculture, plus récemment (de 2007 à 2009) n'ont pas laissé que des mauvais souvenirs aux défenseurs de l'environnement.

« Il a fait voter la loi du 2 février sur la protection de l'environnement, qui a consacré des principes généraux (parmi lesquels le principe de précaution) ayant beaucoup contribué au progrès du droit de l'environnement. Il fallait être européen et convaincu de l'enjeu écologique pour défendre ces principes », a commenté sur X l'avocat spécialisé Arnaud Gossement. C'est aussi à lui que l'on doit la Commission nationale du débat public (CNDP), ou le principe « pollueur-payeur ».

Résister aux pressions

L'ONG Génération futures a de son côté rappelé qu'il *« avait su résister aux pressions »* en tant que ministre de l'Agriculture, notamment sur les pesticides, et qu'il avait été le premier à ouvrir le ministère aux associations. Il avait aussi placé l'écologie parmi ses thèmes de prédilection, lors de la campagne des primaires LR en 2021, au risque de se voir moquer par sa famille politique. *« Michel, c'est cui-cui les petits oiseaux »*, ricanaient certains, comme l'a rapporté « Le Monde ».

La question de ses positions actuelles n'en reste pas moins ouverte. *« Il s'est peu exprimé récemment sur la transition écologique, hormis pour critiquer l'éolien »*, s'inquiète Anne Bringault, du réseau Action Climat. Signal toutefois, le nouveau locataire de Matignon a assuré, lors de sa passation de pouvoirs avec Gabriel Attal jeudi dernier, qu'*« on attend d'un Premier ministre qu'il dise la vérité sur la dette financière et la dette écologique »*.

Alors que la planification écologique relève désormais directement de Matignon, Michel Barnier trouvera sur son bureau un énorme travail, réalisé par le secrétariat général de la Planification écologique (SGPE) et entamé en 2022. *Photo Arnaud Hebert/RÉA*

Alors que la planification écologique relève désormais directement de Matignon, Michel Barnier trouvera sur son bureau un énorme travail, réalisé par le secrétariat général de la Planification écologique (SGPE) et entamé en 2022, à l'époque où Emmanuel Macron affirmait *« mon quinquennat sera écologique, ou ne sera pas »*.

Le SGPE a défini des trajectoires de mix énergétique et de décarbonation par secteur, une stratégie pour la biodiversité, un plan pour l'adaptation de la France au réchauffement climatique. Avec, en ligne de mire, le respect de l'objectif européen d'une baisse de 55 % des émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2030, et la neutralité carbone en 2050.

Le processus a toutefois été brutalement suspendu avec la dissolution. *« Est-ce que Michel Barnier se sentira tenu par ce qui a été fait ?* s'interroge Benoît Leguet, directeur de l'Institut de l'économie pour le climat (I4CE). *Les services de l'Etat ont travaillé, ce travail n'a pas vraiment de couleur politique. Il serait dommage de le jeter. »*

Essentiellement technique, le travail du SGPE n'a toutefois de valeur que s'il trouve maintenant un portage politique. Quelle place pour le nucléaire, pour les énergies renouvelables ? Quelles aides et incitations à la rénovation énergétique des bâtiments, le verdissement du parc automobile, la décarbonation de l'industrie lourde ? Le nouveau gouvernement devra se positionner rapidement. En particulier, dès le budget 2025. Alors qu'Elisabeth Borne avait été relativement volontariste, ayant débloqué 7 milliards d'euros de crédits supplémentaires pour la transition écologique dans le budget 2024, Gabriel Attal s'est, lui, montré beaucoup plus attentiste.

Ces crédits ont été amputés de plus de 2 milliards d'euros, à l'occasion du premier plan d'économies budgétaires annoncé en février (de 10 milliards). Et la lettre plafond envoyée il y a quelques jours au ministère de la Transition écologique, au titre du budget 2025 *« réversible »*, prévoit de nouveaux coups de rabots importants. *« On est très inquiets »*, avance Anne Bringault.

La question des financements pluriannuels

« La crise climatique et environnementale n'a pas disparu, insiste de son côté le directeur de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), Sébastien Treyer. *De manière urgente, une première bonne décision serait d'annuler les baisses de crédits du Fonds vert et de l'Ademe découvertes dans les derniers documents budgétaires. »*

La suite sera tout aussi importante. Plusieurs documents programmatiques, nécessaires pour inscrire dans le marbre les trajectoires envisagées, et prêts depuis l'automne, attendent toujours d'être publiés : la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), la stratégie nationale bas carbone (SNBC), le plan national d'adaptation au réchauffement climatique (PNACC), etc.

« Les acteurs économiques, dans les renouvelables ou le nucléaire par exemple, en ont besoin d'urgence, pour engager des investissements et recruter ! De même que les particuliers qui doivent s'endetter pour rénover leur logement », avance Géraud Guibert, président de la Fabrique écologique.

Enfin, derrière les trajectoires, se pose la question des moyens financiers dans la durée. *« Le Trésor et le SGPE ont travaillé à une stratégie pluriannuelle de financement pour la transition : que deviendra-t-elle ? »* s'interroge encore Benoît Leguet. En mai 2023, le rapport Pisani-Mahfouz estimait que la transition nécessiterait 66 milliards d'euros annuels supplémentaires à l'horizon 2030, dont 25 à 34 milliards de dépenses publiques. ■

Laurent Berger, l'option qui a failli s'imposer sur le fil pour Matignon

Dans la toute dernière ligne droite, mercredi, la carte de l'ancien syndicaliste a été ressortie par le PS qui ne voulait pas laisser dire qu'il a favorisé l'accession de la droite au poste de Premier ministre. Mais quand c'est non, c'est non.

Leïla de Comarmond et C. Co.

Nous sommes mercredi soir et Emmanuel Macron est en train de s'arrêter sur le nom de Michel Barnier pour Matignon. Xavier Bertrand vient de passer une heure avec le chef de l'Etat mais comprend que ce dernier s'est laissé convaincre par ceux qui lui disent qu'il serait aussitôt censuré. Olivier Faure, le patron du PS, voit de son côté combien le « tout sauf Cazeneuve » qui a tourné dans ses rangs risque de se retourner contre lui. Il tente une *« solution de la dernière chance »*, comme dit un de ses proches. Il appelle Laurent Berger.

Il sait que l'ex-leader de la CFDT a déjà dit non le jeudi précédent au chef de l'Etat. Mais il tente le tout pour le tout. C'est désormais le « tout sauf la droite ». Au téléphone, il tente de le convaincre. Laurent Berger s'agace : autour de François Hollande aussi, mais également ailleurs dans l'échiquier politique, s'exerce depuis la veille une pression qu'il juge pesante. On va avoir un Premier ministre de droite, il faut bouger, tu peux négocier des garanties, insiste Olivier Faure. Emmanuel Macron peut-il t'appeler ? Du bout des lèvres, Laurent Berger consent.

« Incensurable ! »

Lorsqu'il échange avec Emmanuel Macron ce mercredi à 18 heures, Olivier Faure sort sa carte. Le meilleur serait Berger, il faut réessayer, lui dit-il. La réponse lui paraît plutôt ouverte. *« J'entends, c'est un nom important. Je ne peux pas ne pas explorer cette piste »*, répond le président de la République. Sauf que ce n'est pas lui, mais Alexis Kohler qui décroche le téléphone pour joindre le syndicaliste.

« Il paraît que t'as envie d'être Premier ministre ? » lance-t-il d'emblée à Laurent Berger. Nouveau refus. Et pourquoi pas une mission de « préfiguration » pour Matignon, où tu serais chargé officiellement de rechercher le futur Premier ministre, tente le secrétaire général de l'Elysée. Encore non. Le PS rejette la faute sur l'Elysée : les dés étaient pipés, et le fond et la manière auraient heurté Laurent Berger. En réalité, l'ancien syndicaliste n'a jamais envisagé l'hypothèse. Il n'est demandeur de rien et a déjà dit non deux fois au chef de l'Etat la semaine d'avant…

L'ancien numéro un de la CFDT coche de nombreuses cases.

Il n'est pas obnubilé par 2027, il est estimé à gauche, il est dans la culture du compromis…

A la fin du mois d'août, en effet, Emmanuel Macron réfléchit à chercher son Premier ministre dans la société civile. L'ancien numéro un de la CFDT coche de nombreuses cases. Il n'est pas obnubilé par 2027, il est estimé à gauche, il est dans la culture du compromis… Et il a taclé plus qu'à son tour le chef de l'Etat avec qui c'était à couteaux tirés. *« Incensurable ! »* en déduit-on au PS.

Une proposition disruptive

Et si le président nommait celui qui a mené la fronde contre cette réforme des retraites dont il a fait un marqueur, celui dont le nom a été cité par Raphaël Glucksmann aussitôt après le second tour des élections législatives ? Le choisir, ce serait pourtant se condamner à cohabiter et à lâcher du lest en particulier sur le dossier emblématique de la réforme des retraites, où ils se sont retrouvés face à face. Mais ce serait aussi une belle prise.

Emmanuel Macron l'envisage. L'idée vient de lui. Même dans son aile gauche, ou chez Philippe Grangeon, proche de Nicolas Notat, on n'a pas osé faire une telle proposition disruptive, déclinée par avance en juin par l'ancien syndicaliste. Mais la porte se referme vite. Le mardi 27 août en fin de journée, quand Laurent Berger se rend à l'Elysée à l'invitation du chef de l'Etat, la proposition n'est même pas dans l'air : il l'a tuée dans l'œuf publiquement début juillet et étrille encore Emmanuel Macron dans un long entretien à paraître dans le numéro de septembre de l'hebdomadaire « Le 1 ». Et pourtant, le chef de l'Etat poursuit comme s'il n'avait rien vu.

La discussion dure une bonne heure. Las, l'ancien syndicaliste n'en démord pas. Emmanuel Macron demande à son meilleur ennemi de réfléchir quarante-huit heures. Le jeudi 29 août, la réponse est non. Et elle le restera. ■

« Il faut réfléchir à un nouveau système d'indemnisation des arrêts de travail »

● Thomas Fatôme, le patron de l'Assurance Maladie, s'inquiète de la facture de la couverture des arrêts de travail des salariés du privé par la Sécurité sociale.
● Il dévoile aux « Echos » ses initiatives pour contrer le phénomène.

Propos recueillis par
Etienne Lefebvre
et ***Solenn Poullennec***

THOMAS FATÔME
Directeur général de la Caisse nationale d'assurance-maladie

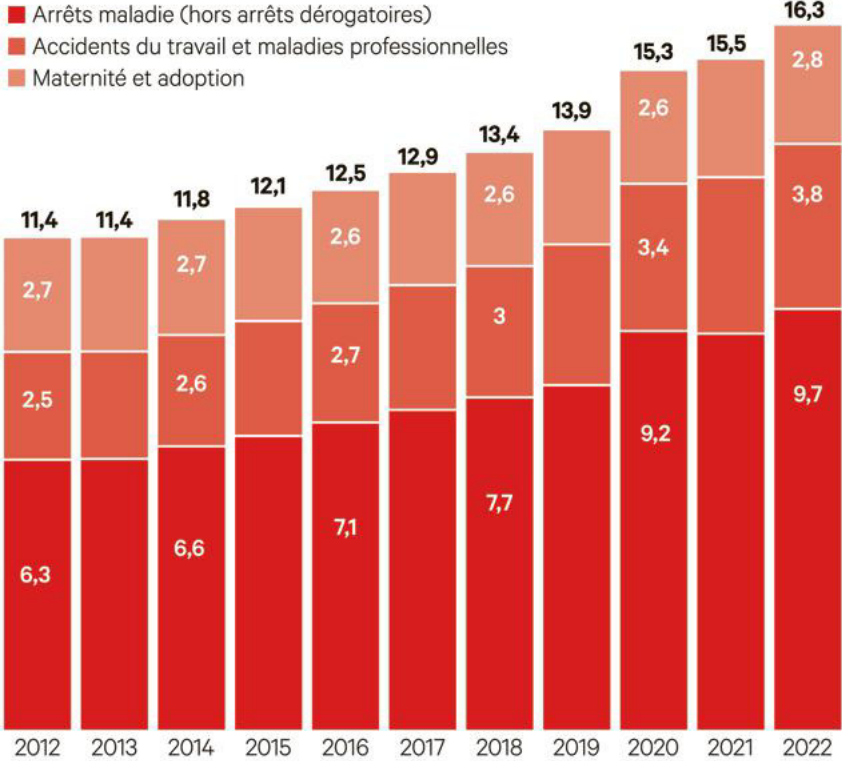
A l'heure où la nouvelle Assemblée nationale s'apprête à des discussions budgétaires ardues, le patron de l'Assurance Maladie prévient, dans un entretien aux « Echos », que le déficit de la Sécurité sociale sera plus important que prévu cette année. Thomas Fatôme presse aussi le gouvernement et le Parlement de s'emparer de la question très sensible de l'indemnisation des arrêts de travail.

Le gouvernement reconnaît que le déficit public 2024 sera plus élevé que prévu. Où en est l'Assurance Maladie ?
Le déficit de la branche maladie sera vraisemblablement plus élevé que les 11,4 milliards d'euros attendus par la commission des comptes de la Sécurité sociale en juin. On risque d'avoir plus de dépenses qu'attendu et un peu moins de recettes du fait de la conjoncture économique. Si bien que le déficit devrait rester à un niveau historiquement très élevé. Cette situation financière est un sujet de préoccupation majeure sur lequel le prochain gouvernement et le Parlement devront se pencher rapidement.

Le débat politique se focalise pourtant surtout sur l'avenir de la réforme des retraites…
C'est vrai mais cela ne doit pas occulter le fait qu'en matière d'assurance-maladie, on doit également assurer la soutenabilité financière de notre système de santé. On a subi le choc du Covid mais aussi de celui de l'inflation. Cela nous a conduits logiquement à augmenter les salaires et les rémunérations des professionnels de santé, c'était nécessaire et cela pèse de manière pérenne sur les dépenses. Les besoins de financement vont continuer structurellement d'augmenter et les déficits perdurer, alors qu'à compter de 2024, il n'y a plus de reprise de dette prévue par la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades). C'est pour cela que le gouvernement et le Parlement auront à se saisir de ce sujet. En attendant, à mon niveau, il s'agit avant tout de s'assurer que les ressources sont bien utilisées et de réagir quand il y a des dépenses plus dynamiques comme celles liées à l'indemnisation des arrêts de travail.

Depuis plusieurs années, l'Assurance Maladie débourse de plus en plus d'argent pour couvrir les assurés en arrêt de travail, qu'en est-il en 2024 ?
L'Assurance Maladie s'est historiquement construite autour de la protection des salariés empêchés de travailler pour cause de maladie, c'est son ADN. Et bien sûr la population active augmente et vieillit, et quand le SMIC et les salaires augmentent avec l'inflation, c'est normal que le coût d'indemnisation des arrêts augmente. Mais cela n'explique pas tout. En 2023, nous avons lancé un plan pour maîtriser ces coûts et nous avons eu de bons résultats. Malheureusement, au premier semestre, le coût d'indemnisation des arrêts de travail est de nouveau en hausse de 8 % sur un an, ce qui est très important. La dynamique est un peu plus forte sur les arrêts longs, mais on a aussi un volume d'arrêts de travail de courte durée qui reste à un niveau très élevé, comparable à ce qu'on a connu pendant le Covid, alors que cela aurait dû se calmer avec la fin de la pandémie.

Que comptez-vous faire ?
Entre septembre et décembre, nous allons renforcer notre action et agir sur plusieurs fronts pour maîtriser le coût des arrêts de travail. Nous allons contacter tous les assurés qui ont un arrêt de plus de dix-huit mois pour faire le point sur leur situation, voir si leur arrêt est justifié, voir s'il y a une reprise d'activité enclenchée et discuter éventuellement de la mise en place d'un mi-temps thérapeutique quand la situation le permet. Les médecins-conseils de l'Assurance Maladie vont par ailleurs contacter 7.000 médecins généralistes qui prescrivent des arrêts de manière importante pour échanger sur leurs pratiques et voir s'il y a un moyen de mieux maîtriser la situation. On est dans une logique d'accompagnement, pas de contrôle et de sanction. Nous allons également renforcer nos actions auprès des entreprises qui présentent des profils d'absentéisme atypiques. Enfin, nous allons amplifier notre lutte contre la fraude, en déployant dès ce mois-ci auprès des médecins de nouveaux certificats d'arrêts de travail plus sécurisés, car nous savons que les formulaires papiers actuels peuvent permettre des fraudes.

Faut-il revoir les conditions d'indemnisation des arrêts comme déjà évoqué ?
Quand on a cette dynamique de dépenses, il faut se poser la question de sa soutenabilité. En 2024, la dépense liée aux arrêts de travail augmente de plus d'1 milliard et est aujourd'hui de l'ordre de 16 milliards d'euros ce qui est considérable. Les facteurs démographiques et économiques n'expliquent pas tout. Le système manque de garde-fous et il serait nécessaire que l'Etat et les partenaires sociaux se remettent autour de la table à ce sujet en impliquant les médecins. L'Assurance Maladie prendra sa part également. Il faut réfléchir à un nouveau système d'indemnisation des arrêts de travail plus soutenable financièrement mais aussi plus juste. Est-il normal qu'aujourd'hui un salarié soit moins bien couvert parce qu'il n'a pas six mois d'ancienneté ? Est-il normal que les jours de carence soient la plupart du temps couverts pour les salariés dans les grandes entreprises mais pas dans les petites ? C'est un sujet sensible mais il y a un enjeu d'équité et d'efficacité : une partie de ces dépenses de l'Assurance Maladie pourraient contribuer à améliorer les droits des assurés, à financer les médicaments, l'innovation médicale et augmenter la rémunération des professionnels de santé.

Les laboratoires de biologie médicale menacent d'une grève et alertent contre des baisses de rémunération qui conduiraient à fermer des sites. Que répondez-vous ?
J'ai eu des échanges avec les syndicats encore cette semaine. Il ne s'agit pas de leur demander des efforts supplémentaires mais simplement d'appliquer l'accord que nous avons signé l'année dernière avec eux, et rien que l'accord. Et au vu de la hausse des volumes d'analyses médicales, les laboratoires sont en capacité d'absorber ces baisses de tarifs. On a déjà connu des appels à la grève en 2022. On nous a expliqué qu'on allait tuer la biologie française avec nos tarifs plus bas, mais le nombre de sites de laboratoires d'analyses en France a considérablement augmenté depuis. L'Assurance Maladie n'est pas dans une logique unilatérale : on a signé un contrat avec les biologistes, personne ne découvre les choses aujourd'hui. On fera le point début 2025 sur les financements prévus pour le secteur, regarder si l'activité ralentit et on pourra en tirer les conséquences.

La nouvelle donne politique a-t-elle stoppé les chantiers de maîtrise des dépenses ?
Nous poursuivons nos objectifs en matière de maîtrise des dépenses cette année. Nous n'avons pas attendu le budget 2025 pour baisser les tarifs des analyses médicales par exemple. Depuis août, nous avons aussi déployé un outil de lutte contre la fraude qui nous a déjà permis de faire remonter des centaines de fausses ordonnances, et nous devrions être en ligne avec nos objectifs en matière de lutte contre la fraude. ■

L'évolution des montants indemnisés par l'Assurance Maladie
En milliards d'euros

Année	Arrêts maladie (hors arrêts dérogatoires)	Accidents du travail et maladies professionnelles	Maternité et adoption	Total
2012	6,3	2,5	2,7	11,4
2013				11,4
2014	6,6	2,6	2,7	11,8
2015				12,1
2016	7,1	2,7	2,6	12,5
2017				12,9
2018	7,7	3	2,6	13,4
2019				13,9
2020	9,2	3,4	2,6	15,3
2021				15,5
2022	9,7	3,8	2,8	16,3

Thomas Fatôme, directeur de la CNAM.

« LES ÉCHOS » / SOURCE : CNAM – PHOTO : GABRIELLE FERRANDI / CHAM

Les pistes pour remettre à plat la prise en charge des maladies chroniques

Un rapport administratif suggère de distinguer les patients qui ont des maladies chroniques nécessitant des traitements très coûteux de ceux qui ont besoin d'un suivi rapproché, mais ne bénéficieraient pas d'une couverture maximale.

La pérennité d'une des clés de voûte du système de santé français serait menacée. Si les personnes souffrant aujourd'hui d'une maladie chronique sont très bien couvertes par la Sécurité sociale pour leurs dépenses de soins, la « *soutenabilité budgétaire* » de ce système n'est « *pas assurée* », alerte un rapport de l'administration publié la semaine dernière. Il plaide pour une « *réforme structurelle* », même si les économies envisagées sur ce sujet sensible ne sont pas colossales.

Près de 20 % de la population française bénéficie à l'heure actuelle du système de couverture renforcé par l'Assurance Maladie prévue pour les personnes souffrant d'une ou de plusieurs « affections de longue durée » (ALD), relève le rapport rédigé par les inspections des finances et des affaires sociales (IGF et Igas). Concrètement, ces victimes de diabète, d'insuffisance respiratoire, de tumeur ou encore de maladie psychiatrique, n'ont pas à régler la part des soins qui reste normalement à la charge des assurés (le ticket modérateur généralement remboursé par les mutuelles).

Compte tenu des systèmes de franchises, forfaits hospitaliers, les soins des malades chroniques ne sont pas couverts à 100 % par la Sécurité sociale mais leur facture est considérablement diminuée. Si ce système remontant à la naissance de la « Sécu » est jugé « *efficace* », l'Igas et l'IGF s'inquiètent. Car avec le vieillissement de la population et le développement des maladies chroniques, le nombre de patients en ALD augmente régulièrement (+2,7 % par an entre 2010 et 2022) ; la facture pour les finances publiques gonfle avec. Déjà en 2021, la couverture spécifique des ALD (l'exonération du ticket modérateur) pesait plus de 12 milliards d'euros (pour 83 milliards de dépenses liées aux ALD).

Alors que les comptes publics s'enfoncent dans le rouge, le précédent exécutif avait demandé à l'administration de dégager des pistes d'économies à réaliser sur le poste de dépenses liées aux ALD, idéalement pour 2025. Les « inspections » ont donc imaginé plusieurs façons de soulager les finances publiques, par exemple en proposant de supprimer des exonérations de paiement, notamment pour la fourniture de paracétamol. Elles temporisent cependant en soulignant que les économies à la clé sont « *limitées sauf à dénaturer le dispositif* » et risquent d'alourdir les charges des assurés, notamment via une hausse des primes demandées par les mutuelles.

Un sujet explosif

Déjà avant la dissolution, la quête d'économies sur la couverture des ALD avait suscité des critiques nourries du côté des oppositions et des associations de patients. En dépit du « trou », toujours plus profond dans les comptes de la Sécurité sociale, il paraît peu probable que le gouvernement de Michel Barnier, dans une situation précaire avec l'absence de majorité à l'Assemblée, cherche à dégager des économies en s'attaquant frontalement à un sujet aussi explosif.

L'Igas et l'IGF estiment cependant qu'une réforme en profondeur est « *nécessaire* ». Outre le coût croissant du dispositif, les inspections avancent que son « *acceptabilité sociale pourrait diminuer* » et qu'il ne met pas assez l'accent sur la prévention en matière de santé. D'où une de leurs propositions, suggérant de prévoir deux niveaux de prises en charge des ALD plutôt qu'un, établi selon le profil des patients.

Les patients les moins sévèrement atteints, qui n'ont pas besoin de soins très coûteux – par exemple les diabétiques sans complications, ni traitement injectable –, devraient généralement s'acquitter d'un ticket modérateur (a priori couvert par leur mutuelle) comme les autres assurés. Ces patients en ALD de « niveau 1 » ne bénéficieraient pas d'une prise en charge maximale de leurs transports sanitaires. En revanche, ils seraient exonérés de ticket modérateur pour un certain nombre « *d'actes préventifs* ». Le niveau supérieur de couverture « de niveau 2 » serait centré sur les formes les plus sévères des pathologies et les traitements « *particulièrement intensifs et coûteux* ».

Avec le vieillissement de la population et le développement des maladies chroniques, le nombre de patients en ALD augmente régulièrement.

L'Igas et l'IGF invitent à la prudence sur l'évaluation du coût de la réforme proposée. Si leurs préconisations étaient suivies et la réforme appliquée sur tous les patients en ALD, plus de 4 millions d'assurés pourraient ne plus bénéficier du niveau maximum de prise en charge et devraient se tourner vers leur mutuelle pour couvrir des soins pris en charge par la Sécu aujourd'hui.

Reste que la couverture de soins spécifiques pour les malades chroniques les moins sévères aurait aussi un coût. Si bien que le gain net pourrait être de l'ordre de 265 millions d'euros par an. Pas de quoi combler le trou de la Sécurité sociale. Même si le nouveau dispositif veut renforcer la prévention et ainsi éviter de nouvelles dépenses.
— S. P.

L'exécutif appelé à modifier les taxes sur l'énergie

FISCALITÉ

La Cour des comptes estime que la fiscalité sur le carburant et l'électricité est trop décorrélée des enjeux climatiques.

Alors que la réforme du marché carbone européen va entraîner une hausse des factures pour les Français, elle invite le gouvernement à se saisir d'urgence du sujet.

Sébastien Dumoulin

Attention, produit inflammable. Dans un avis publié vendredi, la Cour des comptes s'attaque à la fiscalité des produits énergétiques. Les taxes sur le carburant, le gaz et l'électricité sont jugées excessivement complexes, injustes et surtout incohérentes avec les objectifs climatiques que s'est fixés la France. Les magistrats financiers appellent donc l'exécutif à se saisir du sujet, avec discernement pour ne pas relancer un nouveau mouvement des « gilets jaunes », mais sans tarder.

Les enjeux financiers sont considérables. Sur la facture énergétique annuelle moyenne de 3.140 euros par an d'un ménage français, les taxes représentent plus de 40 % du total. C'est une manne pour l'Etat : en 2021, les taxes sur l'énergie lui ont rapporté 60 milliards d'euros, dont 15 milliards de TVA. Toutefois, selon la Cour des comptes, ce volume n'a rien d'anormal et place la France en plein dans la moyenne de l'Union européenne.

Les problèmes de la fiscalité énergétique sont ailleurs. Premièrement, elle est très inéquitablement répartie entre les différents consommateurs – ménages aisés ou pauvres, entreprises de secteurs exonérés ou non... Ensuite, elle est mitée. Différentiel inexpliqué de fiscalité entre le gazole et l'essence ; exonération du kérosène et du fioul maritime ; taxes spécifiques en outre-mer ; réductions sur le gazole pour le transport routier, les agriculteurs, le BTP... En tout, ce sont près de 16 milliards d'euros sur lesquels l'Etat fait une croix chaque année.

Champ de mines politique

Mais le principal souci, relevé par la Cour des comptes, est que cet ensemble hétéroclite ne contribue pas franchement à décarboner la France. La fiscalité de l'énergie *« n'est pas pensée comme un outil de politique énergétique et climatique »*, dénoncent les magistrats. Il y a bien eu quelques tentatives pour verdir la fiscalité des énergies, mais elles restent marginales et peu suivies d'effets. Par exemple, la « taxe carbone » introduite en 2014 a été gelée dès 2019 pour apaiser les « gilets jaunes », et l'an dernier, lorsque le gouvernement a voulu rogner les « niches brunes » comme l'avantage fiscal du GNR (gazole non routier), il a vite reculé devant la colère des agriculteurs.

La Cour appelle donc le gouvernement à faire enfin des taxes sur le gaz, le carburant ou l'électricité un levier pour décarboner la France d'ici 2050. Conscients du champ de mines politique que cela représente, les magistrats insistent sur la nécessité de redoubler d'efforts de communication. Selon eux, l'acceptabilité de toute évolution de ces taxes repose sur trois éléments : l'existence d'alternatives décarbonées à un coût abordable, la prévisibilité des changements et la justice fiscale. Sur ce dernier point, il serait *« justifié »* de faire payer davantage de taxes sur les énergies aux plus aisés, estiment les magistrats – voire, si c'est trop complexe, de réfléchir à *« une imposition exceptionnelle sur les plus hauts revenus et/ou plus hauts patrimoines »* pour compenser.

Ce chantier est urgent, souligne l'avis. Dès 2027, la réforme du marché carbone européen va se traduire par un renchérissement de l'énergie pour les entreprises comme pour les ménages. La hausse des prix pourrait être *« de 11 à 13 % pour le gaz et de 10 à 11 % pour le carburant »*, estime la Cour. Il faut rapidement décider d'atténuer ou non ce choc en jouant sur le niveau des taxes.

Et à moyen terme, l'évolution de la fiscalité énergétique est un enjeu majeur pour les finances publiques. Si la consommation de gaz et de pétrole baisse comme prévu, Bercy estime que les taxes chuteront de 13 milliards d'euros d'ici 2030, et même de 30 milliards d'ici 2050. La transition fiscalo-climatique ne peut plus attendre. ■

16
MILLIARDS D'EUROS
Le montant des niches fiscales sur l'énergie en France.

Nouvelle mise en garde contre la hausse des impôts et taxes affectés

FISCALITÉ

Le Conseil des prélèvements obligatoires invite à faire le ménage.

L'Etat a une fâcheuse tendance à se lier les mains sur le plan fiscal. Année après année, les impôts et taxes collectés par Bercy sont toujours plus dirigés vers des bénéficiaires préalablement définis (collectivités locales, organismes de Sécurité sociale, entreprises de l'audiovisuel public, agences de l'Etat...), au détriment du budget général. Dans une note publiée vendredi, le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO, une émanation de la Cour des comptes) relève qu'entre 2018 et 2022, le montant de ces impôts et taxes affectés a bondi de 24 %. Pris dans leur ensemble, ils représentent désormais 39 % des prélèvements obligatoires (soit 462 milliards d'euros en 2022).

Une prohibition de principe

Cette évolution n'est pas inattendue. Elle est la conséquence logique des décisions prises ces dernières années. Lorsque le gouvernement a baissé voire supprimé certains impôts, taxes ou cotisations, il a généralement compensé les anciens bénéficiaires en leur attribuant une part équivalente de TVA. Les collectivités ont ainsi été dédommagées de la suppression de la taxe d'habitation (20 milliards d'euros), de la baisse de la CVAE (contribution sur la valeur ajoutée des entreprises, 8 milliards) ou de la contribution économique territoriale (3 milliards). La Sécurité sociale a bénéficié d'un transfert similaire pour pallier les baisses de charges sociales (47 milliards). Idem quand l'audiovisuel public a vu disparaître la redevance (3,7 milliards).

Cette solution de facilité fait froncer les sourcils des experts du CPO. Flécher des recettes fiscales vers des bénéficiaires prédéfinis peut certes contribuer à une meilleure acceptation de l'impôt par les contribuables. Mais cela a des inconvénients majeurs : le contrôle démocratique des fonds publics est moindre, les ressources affectées ne peuvent pas être réallouées en fonction des priorités politiques. Des effets d'aubaine voire de rente se créent quand les montants consacrés dépassent les besoins réels du bénéficiaire et, enfin, le système fiscal en général se complexifie et perd en efficience.

> Parfois, la logique des affectations n'est pas évidente.

Pour toutes ces raisons, *« l'affectation fait l'objet d'une prohibition de principe, dont les exceptions sont décidées et encadrées par le Parlement »*, rappelle la note. Ces dernières années, le législateur a d'ailleurs voulu mettre le holà. A partir de 2012, il a posé le principe d'un plafonnement des ressources affectées à certains opérateurs de l'Etat. Lorsque leurs recettes dépassent le seuil fixé, elles sont reversées au budget général. Depuis 2023, tous les bénéficiaires en dehors des collectivités locales et de la Sécurité sociale sont censés être concernés – sauf dérogation.

Mais c'est loin d'être le cas, selon le CPO. En 2024, quelque 15 milliards d'euros d'impôts et taxes sont affectés à de tels organismes sans être plafonnés. C'est notamment le cas de la TVA dévolue aux entreprises de l'audiovisuel public (3,7 milliards), des cotisations des employeurs au fonds national d'aide au logement (FNAL, 2,7 milliards), pour l'effort de construction (2 milliards), etc.

Les experts du CPO appellent à respecter la règle et à justifier toute dérogation. Plus généralement, ils invitent l'exécutif à cesser d'allouer des fractions de TVA à d'autres acteurs que les collectivités ou la Sécurité sociale. Et surtout à faire un grand ménage dans la jungle des impôts et taxes affectés.

Le fléchage d'une même recette vers une multiplicité de collectivités par exemple rend leur système de financement difficilement lisible. Et parfois, la logique des affectations n'est pas évidente. Comment expliquer qu'une partie de la taxe sur les alcools finance, non pas l'assurance maladie, mais l'assurance vieillesse ? Vu le retard pris dans l'élaboration du budget 2025, il n'est pas sûr que le gouvernement Barnier s'y attelle dès maintenant, mais un toilettage s'impose. — **S. Dum.**

en bref

La secrétaire générale de la CFDT plaide « a minima » pour la suspension de la réforme des retraites

RETRAITES *« Si on se dit qu'on rouvre les discussions, a minima on suspend la réforme »* et *« on évite que l'âge continue d'évoluer »* jusqu'à 64 ans, a déclaré sur France Inter Marylise Léon, lors de l'émission « Questions politiques » du dimanche 8 septembre. *« Il faut mettre tous les sujets sur la table »* a-t-elle demandé. Le nouveau Premier ministre, Michel Barnier, a dit vendredi vouloir *« ouvrir le débat »* pour une *« amélioration »* de la réforme controversée sur les retraites sans pour autant *« tout remettre en cause »*.

Trump veut « faire tomber l'inflation »

● Le candidat républicain veut diviser par deux le prix de l'énergie en douze mois, réduire les impôts, mettre en place des taxes douanières tous azimuts.
● Il compte sur une forte croissance pour résoudre les problèmes de l'économie américaine.

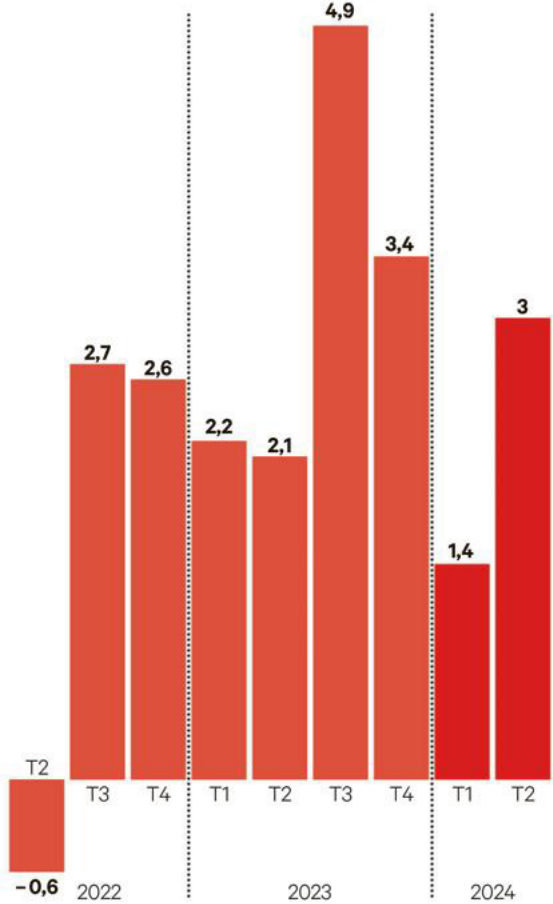
ÉTATS-UNIS

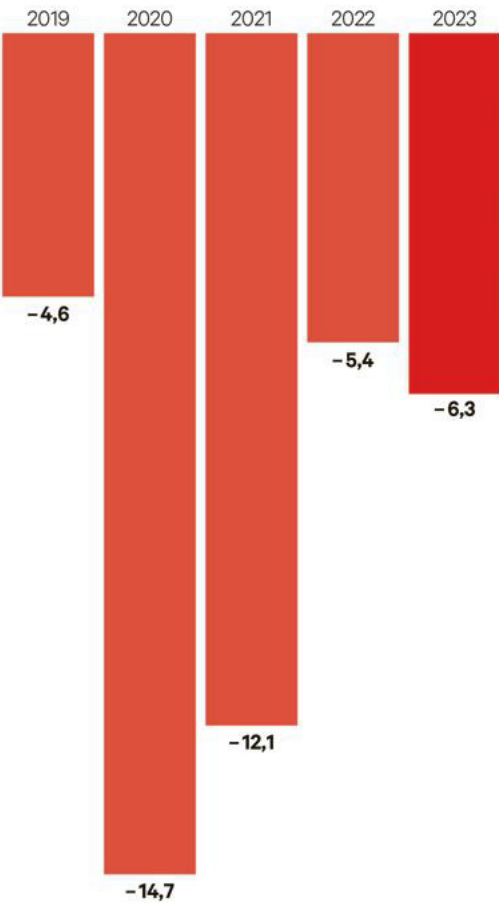
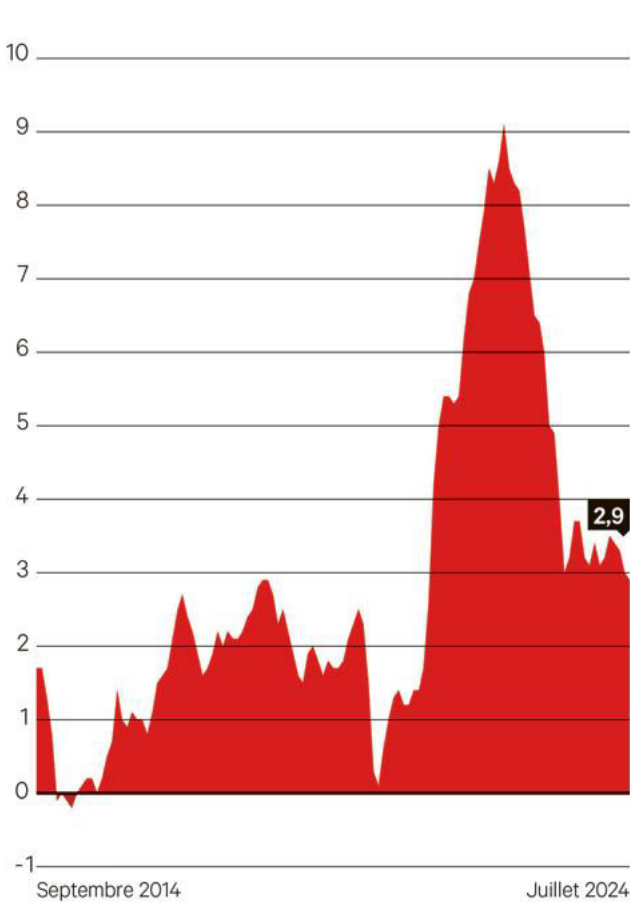
Solveig Godeluck
— Bureau de New York

Donald Trump a enfin intégré le facteur Kamala Harris. Le candidat républicain à la présidentielle de novembre ne cite plus que rarement « *Joe* » ou « *Biden* » dans ses discours, et concentre ses attaques sur sa nouvelle rivale démocrate. Cela s'est vu, jeudi, quand il s'est exprimé face à l'Economic Club de New York sur son programme économique. Ainsi, après un mois de sidération et de rage face au succès de sa nouvelle rivale, le candidat républicain s'est repris. Il a articulé un plan en six volets pour « *rapidement faire tomber l'inflation* ».

C'est la réponse à « l'économie des opportunités » promise par Kamala Harris à la convention démocrate. La candidate a annoncé qu'elle s'attaquerait au problème du coût de la vie au premier jour si elle entrait à la Maison-Blanche, avec diverses mesures pour rendre le logement plus abordable, soutenir financièrement les familles, combattre les prix abusifs au supermarché ou bien favoriser la création d'entreprise. Si l'inflation s'est largement résorbée, le pouvoir d'achat est la préoccupation numéro un des Américains en cette période électorale.

La croissance américaine
Variation trimestrielle du PIB, en % (rythme annualisé)

2022 T2	2022 T3	2022 T4	2023 T1	2023 T2	2023 T3	2023 T4	2024 T1	2024 T2
–0,6	2,7	2,6	2,2	2,1	4,9	3,4	1,4	3

Le déficit budgétaire américain
En % du PIB

2019	2020	2021	2022	2023
–4,6	–14,7	–12,1	–5,4	–6,3

L'inflation
Glissement annuel, en %
Septembre 2014 – Juillet 2024 : 2,9

« LES ÉCHOS » / SOURCES : BEA, CBO, BLOOMBERG

Premier pilier de la stratégie de Donald Trump : pomper plus de pétrole et de gaz aux Etats-Unis afin que le pays soit en situation de « *dominance énergétique* » mondiale. L'administration actuelle, et la vice-présidente Harris en particulier, ont mené une « *guerre contre l'énergie* » en bloquant des projets de pipelines et en laissant fermer des centrales à charbon, a-t-il accusé. « *Je vais immédiatement déclarer une urgence nationale pour accroître massivement l'offre domestique d'énergie* », a-t-il promis, en invoquant les besoins liés à l'intelligence artificielle.

Du pétrole plutôt que des subventions vertes

« *Mon plan divisera au moins par deux les prix de l'énergie dans les douze premiers mois de mon arrivée au pouvoir* », a-t-il déclaré, en faisant miroiter des prix à la pompe de 2 dollars par galon (0,48 euro par litre), contre 3,30 dollars (0,78 euro par litre) actuellement.

Deuxième pilier, « *mettre fin au New Deal vert, que j'appelle la nouvelle arnaque verte* ». Donald Trump n'a pas renoncé à supprimer les subventions de l'Inflation Reduction Act, dont le montant a été évalué à plus de 400 milliards de dollars sur dix ans. Elles sont pourtant plébiscitées par les collectivités territoriales, y compris par des élus républicains, et par les entreprises. Il veut aussi abandonner ce qu'il appelle « *l'obligation du véhicule électrique* », l'objectif de 50 % de ventes de véhicules zéro émission en 2030.

AMERICA 2024

« *Je vais lancer une campagne historique pour libérer notre économie d'une réglementation handicapante* », a annoncé le leader populiste – et c'est le troisième pilier. « *Je m'engage aujourd'hui, pour mon second mandat, à éliminer au minimum dix réglementations existantes pour chaque nouvelle réglementation* », a-t-il avancé. Cela sera « *facile* », s'est-il vanté, et « *au lieu d'attaquer les industries du futur, nous les embrasserons, notamment en faisant de l'Amérique la capitale mondiale du crypto et du bitcoin* ».

Cette promesse a été vivement applaudie par les membres de l'élite de Wall Street rassemblés pour l'écouter. Dernièrement, avec ses fils Eric et Donald Jr, Donald Trump a investi un montant inconnu dans une plateforme décentralisée d'échange de cryptomonnaies nommée World Liberty Financial. Il en fait la promotion sur son compte Truth Social. Sa valeur pourrait exploser s'il arrive aux manettes et libéralise l'accès à ces produits financiers.

Quatrième pilier, la création d'une « *commission de l'efficacité gouvernementale* » chargée de réaliser « *un audit complet des finances et de la performance de l'administration fédérale* » et d'émettre des « *recommandations de réformes drastiques* ». Elon Musk la dirigera. Le milliardaire soutient sa campagne et lui a suggéré la création de ce job sur mesure en direct sur X, lors d'une causerie en public. « *Cette commission va développer un plan d'action pour éliminer totalement la fraude et les indus en six mois. Ça va économiser des milliers de milliards de dollars* », a assuré l'ex-président, avec son aplomb habituel.

Un protectionnisme moins populaire à Wall Street

Si les sources d'économies sont floues, les pertes de recettes sont claires. Le cinquième volet du plan consiste à « *rendre permanentes les baisses d'impôt Trump* », « *et les réduire encore plus* ». Donald Trump a déjà annoncé qu'il supprimerait l'imposition des pourboires, et Kamala Harris a fait de même – « *on va lui envoyer une casquette Maga* », a ironisé l'ex-président. Il veut aussi défiscaliser les pensions de retraite publiques.

Pour les entreprises, l'impôt sur les sociétés baissera de 21 % à 15 % (Kamala Harris veut le porter à 28 %), mais « *uniquement pour les entreprises qui fabriquent leurs produits en Amérique* », une distinction qui paraît difficile à mettre en œuvre.

Le républicain veut également étendre les crédits d'impôts en recherche et développement. Il a aussi accusé sa rivale démocrate de vouloir transformer le pays en « *super-Venezuela* » en imposant les plus-values non réalisées, une mesure qui figurait dans le programme de Joe Biden et sur laquelle elle ne s'est pas prononcée.

> Si les sources d'économies du plan Trump sont floues, les pertes de recettes, elles, sont claires.

Ces baisses d'impôts ont évidemment beaucoup plu au public de l'Economic Club de New York. En revanche, le sixième pilier, celui du protectionnisme, est moins populaire à Wall Street. Donald Trump veut « *faire de nouveau de l'Amérique le superpouvoir manufacturier du monde* » en imposant des taxes douanières tous azimuts sur les importations étrangères. « *Nous avons aidé les autres pays à devenir riches à nos dépens depuis cinquante ans. Nous avons déversé notre argent dans d'autres pays et en échange, nous n'avons rien eu, rien de rien. Nous les protégeons militairement. Nous faisons tant pour eux* », s'est-il plaint.

Avec ces taxes « *très substantielles* » – des taux de 10 %, puis 20 % ont été avancés précédemment –, « *nous serons de nouveau capables de construire des bateaux, des avions, et des équipements militaires* », a-t-il affirmé. De nombreux économistes doutent que le protectionnisme permette d'enrichir les Etats-Unis. Donald Trump croit en tout cas que les recettes douanières et la déréglementation vont ouvrir une ère de croissance sans pareille, qui résoudra tous les problèmes. Interrogé sur ses idées pour réduire le déficit public ou aider les parents à payer les gardes d'enfant, il a répondu que la croissance y pourvoirait. ■

Les taxes ne résorberont pas le déficit commercial américain

Les échanges commerciaux américains sont toujours aussi déséquilibrés malgré les droits de douane imposés par Donald Trump et Joe Biden. Le problème américain est structurel.

Richard Hiault

DÉCRYPTAGE

Au plus haut depuis 2 ans. La balance commerciale américaine est toujours aussi déséquilibrée. En juillet, le déficit s'est établi à 78,8 milliards de dollars, en hausse de plus de 7 % par rapport au même mois de 2023. Sur les sept premiers mois de l'année, le déficit s'élève déjà à 505 milliards de dollars contre 469 pour les sept premiers mois de l'année 2023.

La tendance vers une nouvelle dégradation est de retour. L'instauration de droits de douane sous l'administration Trump et celle décidée par Joe Biden pour tenter de résorber ce déséquilibre n'a guère joué. Pourtant, en cas de réélection, Donald Trump compte bien poursuivre sur la même voie. Il entend mettre en place de droits de douane de 10 % ou 20 % sur toutes les importations des Etats-Unis.

Son opposante, Kamala Harris, est plus ambiguë. Elle critique les taxes de Trump vis-à-vis de la Chine, estimant qu'elles renchérissent le coût des importations et favorisent l'inflation. Néanmoins, dans le camp démocrate, Joe Biden s'est bien gardé de supprimer les droits de douane de son prédécesseur. Il en a même instauré de nouveau, sur les véhicules électriques et les panneaux solaires. Pour l'heure, le protectionnisme américain ne paye pas. « *Tout ce qu'a réussi Donald Trump avec ses taxes est d'avoir réduit fortement la dépendance des Etats-Unis à la Chine. La part de la Chine dans le déficit commercial américain a été diminuée de moitié pour passer de 50 % à la fin des années 2010 à 25 % aujourd'hui* », analyse Julien Marcilly, chef économiste de Global Sovereign Advisory. Ce dernier souligne d'ailleurs que le déficit s'est déporté vers des pays comme le Mexique, le Vietnam ou encore l'Inde.

« *L'amélioration constatée en 2023 vient principalement du fait que les Etats-Unis, exportateurs nets de produits énergétiques depuis plusieurs années, ont bénéficié de cours élevés en raison de la guerre en Ukraine* », ajoute-t-il. « *Mettre des taxes pour protéger de la concurrence étrangère des industries naissantes peut se justifier. Mais elle n'aura pas d'impact majeur sur la balance globale* », explique-t-il.

Agir sur l'épargne

Dans une note de recherche du Peterson Institute for International Economics (PIIE), publiée le mois dernier, l'ancien économiste en chef du FMI, Maurice Obstfeld conteste l'efficacité des tarifs douaniers pour réduire le déficit commercial. « *Les tarifs douaniers et autres barrières commerciales ne peuvent pas affecter le déficit commercial à moins d'agir sur l'épargne ou l'investissement du pays.* » Et à ce jour, l'épargne des Etats-Unis reste faible et ne finance donc pas les investissements de production nécessaires aux besoins de la consommation intérieure. D'où le déficit commercial qui s'accroît puisque les Américains sont obligés d'acheter à l'étranger.

Dans les faits, « *le déficit commercial est relié à bon nombre de facteurs. L'insuffisance de l'épargne interne américaine, la perte de compétitivité des industriels américains, dès avant l'entrée de la Chine dans l'OMC en 2001, et l'attractivité des marchés financiers américains. Quant à l'aggravation du déséquilibre ces dernières années, il est d'abord lié au soutien de la consommation avec des mesures budgétaires très expansionnistes* », explique Sébastien Jean, professeur au CNAM.

Il ajoute que, dans l'histoire récente de la mondialisation, l'intérêt des grandes multinationales américaines n'a pas été aligné avec l'intérêt du pays. « *La politique américaine a ouvert grand la porte à la délocalisation puis à l'optimisation fiscale des grandes entreprises, dont beaucoup ont logé leurs bénéfices à l'étranger. C'est ahurissant.* »

Maurice Obstfeld enfonce le clou, jugeant que démocrates et républicains sont devenus plus hostiles au commerce international au cours de ce millénaire. Ils considèrent les déficits commerciaux comme une cause de la désindustrialisation et les droits de douane ou autres restrictions commerciales comme des antidotes potentiels. « *Les maux que l'on impute au commerce sont en grande partie dus à des échecs purement intérieurs de la politique, qu'aucune restriction commerciale ne peut réparer.* » ■

78,8
MILLIARDS DE DOLLARS
Le déficit commercial américain au mois de juillet.

L'Inde perd du terrain dans le commerce mondial

ASIE DU SUD

Les droits de douane indiens restent très élevés par rapport aux autres pays émergents, ce qui pénalise l'industrie du géant asiatique.

L'Inde aurait intérêt à assouplir sa politique douanière de manière à tirer les fruits du désengagement des industriels en Chine.

Clément Perruche
— Correspondant à New Delhi

Le ratio des exportations indiennes par rapport au PIB a décliné ces dix dernières années, et ce malgré le « *poids économique croissant* » de l'Inde, souligne un récent rapport de la Banque mondiale. « *L'un des facteurs clés de ce déclin est l'augmentation des droits d'importations sur les principaux intrants intermédiaires, qui a conduit à l'augmentation des coûts de production et rendu les producteurs moins compétitifs sur le marché international* », est-il écrit. « *Une résurgence de mesures protectionnistes incluant des barrières tarifaires et non tarifaires limite l'ouverture de l'Inde* », précise le document.

Depuis 2017, le gouvernement de Narendra Modi s'est mis à augmenter – parfois de manière erratique – les taxes douanières, inversant un long processus d'ouverture qui avait débuté avec l'ouverture de l'économie au début des années 1990. Les droits d'importations moyens sont passés de 13,4 % en 2016 à 17,6 % en 2019 puis finalement 18,1 % en 2022.

Désormais, l'Inde a des droits de douane plus élevés que la majorité des économies émergentes comparables. Ces « *barrières tarifaires et non tarifaires affectent de plus en plus la participation de l'Inde dans le commerce international* », pointe le rapport.

La politique de New Delhi peut paraître baroque tant le gouvernement se plaît à souffler le chaud et le froid en matière de politique commerciale. L'Inde ambitionne par exemple de devenir un fabricant majeur de téléphones portables et a mis en place depuis 2016 plusieurs plans de soutien aux industriels qui s'installent dans le pays.

Mais dans le même temps, différents droits de douane pour différents consommables intermédiaires ont été revus à la hausse, ce qui a directement affecté les industriels. Cela « *menace la compétitivité du secteur par rapport à des pays ayant des droits de douane moins élevés, comme la Chine ou le Vietnam* », explique le rapport.

Conséquences négatives sur le marché du travail

La dilution des exportations par rapport au PIB a des conséquences négatives sur le marché du travail. Ainsi, la proportion des emplois directement liés aux exportations a chuté, passant de 9,5 % du total en 2012 à 6,5 % en 2020. C'est pourtant l'un des besoins de l'économie indienne : fournir des millions d'emplois non-qualifiés à une jeunesse qui reste largement désœuvrée.

Le remède ? Diversifier les exportations en « *développant des secteurs à faible valeur ajoutée, comme le textile, la fabrication de chaussures et de produits en cuir, qui ont traditionnellement généré des emplois nombreux, notamment pour les femmes* », explique la Banque mondiale. L'emploi féminin est l'un des grands échecs de l'économie indienne. Seulement 23 % des femmes indiennes ont un travail ou en cherchent un. Le chiffre est bien en deçà des taux d'activités des autres émergents.

Le moment est propice à cette diversification. En Chine, l'activité économique à faible valeur ajoutée a beaucoup reculé avec l'augmentation des salaires. Et l'Inde voudrait prendre le relais de son grand rival.

Mais le géant asiatique est bien en peine pour récupérer les parts de marché perdues par Pékin. « *Le Bangladesh, le Vietnam et même des économies développées comme l'Allemagne et les Pays-Bas, sont les premiers bénéficiaires de la diminution des parts de marché de la Chine* », souligne le rapport.

> « Le Bangladesh [et] le Vietnam […] sont les premiers bénéficiaires de la diminution des parts de marché de la Chine. »
> BANQUE MONDIALE

Ce phénomène se traduit par exemple par un recul de la part de l'Inde dans les exportations mondiales de textile, vêtements, produits en cuir et chaussures. Celle-ci avait pourtant bondi de 0,9 % en 2002 à 4,5 % en 2013 – soit juste avant l'arrivée de Narendra Modi au pouvoir à New Delhi – pour finalement retomber à 3,5 % en 2022.

A titre de comparaison, le Vietnam représentait 5,9 % des exportations mondiales dans ce secteur en 2022, contre 3 % en 2013. Pour le Bangladesh, c'était 5,1 % contre un peu plus de 2 % il y a dix ans.

Là aussi, l'augmentation des droits de douane indiens a joué un rôle majeur dans ce décrochage. Pour l'industrie textile, les tarifs douaniers moyens ont augmenté de 13 points de pourcentage depuis 2017, ce qui a considérablement augmenté les coûts de production pour les industriels du secteur. « *A cause de la hausse des coûts et la baisse de la productivité, la part de l'Inde dans les exportations d'habillement ont décliné* […], *précisément lorsque la Chine était en train de céder des parts de marché à l'export* », note le rapport de la Banque mondiale. ■

Venezuela : Edmundo Gonzalez, le rival de Maduro, se réfugie en Espagne

AMÉRIQUE DU SUD

Il conteste le résultat de la présidentielle.

Guillaume de Calignon

Nouvel épisode dans l'élection présidentielle vénézuélienne. L'ancien candidat de l'opposition, Edmundo Gonzalez Urrutia, a quitté son pays pour rejoindre l'Espagne un peu plus d'un mois après le résultat contesté de ce vote qui a officiellement confirmé Nicolas Maduro à son poste pour un troisième mandat.

« *Edmundo Gonzalez a décollé de Caracas en direction de l'Espagne à bord d'un avion de l'armée de l'air espagnole* », a indiqué sur X le ministre espagnol des Affaires étrangères José Manuel Albares, précisant que Madrid répondait à une demande de l'ex-candidat. L'opposant, âgé de 75 ans, a pu quitter le pays puisqu'il s'est vu délivrer un sauf-conduit par les autorités vénézuéliennes « *dans l'intérêt de la paix et de la tranquillité politique* », ont-elles indiqué. L'Espagne, de son côté, accordera l'asile politique au candidat de l'opposition au Venezuela.

Mandat d'arrêt

La tension ne faisait que monter dans le pays en proie à une grave crise depuis le 28 juillet, date de l'élection. Pour l'opposition vénézuélienne, ce scrutin s'est soldé par une victoire éclatante d'Edmundo Gonzalez. Les amis de ce dernier ont même publié en ligne des décomptes de voix qui, selon eux, montrent qu'il l'a emporté. Des manifestations avaient éclaté à l'annonce des résultats et avaient été durement réprimées par la police vénézuélienne, se soldant par plusieurs dizaines de morts. Dans la foulée, le camp Maduro avait accusé l'opposition d'avoir fomenté ces violences.

La semaine dernière, le président, au pouvoir depuis 2013, est allé plus loin. Le ministère public a lancé un mandat d'arrêt à l'encontre d'Edmundo Gonzalez en lien avec la publication en ligne des résultats, l'accusant notamment d'usurpation de fonctions, de falsification de documents publics et d'association de malfaiteurs. La fuite de l'opposant s'imposait donc. Il était d'ailleurs réfugié depuis quelques jours dans l'ambassade d'Espagne à Caracas, après avoir refusé trois fois de se rendre aux convocations de la justice vénézuélienne.

> Poursuivi par la justice vénézuélienne, Edmundo Gonzalez se verra attribuer un statut de réfugié politique par Madrid.

« *C'est dur de voir celui qui a gagné les élections quitter le pays mais il n'était plus possible de changer démocratiquement le pays à l'intérieur étant donnée la répression* », a réagi Maria Sol Perez Schael, sociologue vénézuélienne. Pour elle, « *le système Maduro ne recule devant rien et il est maintenant difficile de voir ce que la communauté internationale peut faire* », une intervention étant exclue.

Nicolas Maduro est soutenu par la Bolivie, la Chine, Cuba, l'Iran et la Russie. L'Union européenne exige la libération de tous les prisonniers politiques. Les Etats-Unis, de même que cinq Etats latino-américains dont l'Argentine, l'Equateur et l'Uruguay, ont reconnu la victoire de l'opposition. Le président argentin Javier Milei ne mâche pas ses mots contre la dictature chaviste en place au Venezuela. Les relations diplomatiques entre les deux pays sont rompues et, en fin de semaine dernière, les forces de police vénézuéliennes ont pris position autour de la résidence de l'ambassade d'Argentine, gérée et gardée par le Brésil depuis début août. Six responsables de l'opposition y sont réfugiés depuis mars pour échapper à leur arrestation, après l'interdiction faite à la députée Maria Corina Machado de se présenter à l'élection de juillet.

Cette figure de l'opposition, qui vit dans la clandestinité au Venezuela, a exigé sur X des sauf-conduits, jugeant « *absurdes* » les « *accusations présumées* » contre les six cadres de l'opposition, insistant sur « *les conventions internationales sur l'asile diplomatique et l'immunité des missions diplomatiques* ». ■

Les prévisions de croissance des instituts de conjoncture allemands

Variation annuelle du PIB, en %

« LES ÉCHOS » / SOURCE : INSTITUTS DIW, IWH, IFO ET IFW KIEL / PHOTO : AFP

L'Allemagne se dirige vers une croissance zéro en 2024

EUROPE

Après avoir longtemps espéré un rebond, les instituts économiques allemands s'attendent à une stagnation de l'économie en 2024.

Emmanuel Grasland
— Bureau de Berlin

L'espoir d'une reprise rapide de l'économie est en train de s'évanouir outre-Rhin. En l'espace de quelques jours, les grands instituts économiques du pays viennent de revoir à la baisse leurs prévisions pour 2024 et 2025.

Alors qu'ils anticipaient en juin une croissance de 0,3 à 0,4 % en 2024, les instituts Ifo, DIW et IWH tablent désormais sur une stagnation du produit intérieur brut allemand (PIB) cette année. L'institut IfW de Kiel estime même que l'économie allemande pourrait se contracter de 0,1 %, après avoir déjà reculé de 0,3 %, en 2023. Sur 2025, une croissance allant de 0,5 % à 1 % est attendue par les experts. « L'économie allemande est enlisée et patauge dans le marasme », constate Timo Wollmershäuser, directeur des enquêtes conjoncturelles de l'Institut Ifo.

Une production industrielle en recul

Cette mise à jour des prévisions de croissance résulte en grande partie de la faiblesse des investissements. Si les investissements publics, notamment les dépenses militaires, restent élevés, les dépenses d'équipement des entreprises se sont effondrées en raison de la faiblesse de leurs carnets de commandes.

Longtemps fer de lance de l'économie allemande, l'industrie pâtit de coûts de l'énergie élevés et d'un volume de commandes insuffisant. Les stocks accumulés durant le Covid ont tendance à s'épuiser. « La demande de biens industriels allemands reste faible en Allemagne et à l'étranger et le manque de commandes devient de plus en plus problématique », souligne Geraldine Dany-Knedlik, responsable conjoncture chez l'institut DIW.

En juillet, la production industrielle est tombée à son plus bas niveau depuis mai 2020, souligne HSBC dans une note de recherche, avec une baisse particulièrement forte dans l'automobile (-8,1 %). « C'est une douche froide pour tous ceux qui espéraient un rebond rapide », constate Carsten Brzeski, chef économiste chez ING.

L'automobile sous pression

L'automobile notamment est sous pression. Brisant un tabou, Volkswagen vient d'annoncer qu'il avait au moins deux usines de trop en Allemagne, tandis que des géants comme Continental ou ZF ont d'ores et déjà mis en œuvre des restructurations.

La filière est désormais confrontée à une lourde concurrence en Chine et le marché des voitures électriques est en berne en Allemagne, après la suppression du bonus écologique. Sur les huit premiers mois de l'année, les immatriculations ont plongé de 32 %. Pour beaucoup d'experts, la consommation privée devait participer à la relance de l'économie. L'inflation devrait en effet tomber à 2,2 % en 2024 et les augmentations de salaires obtenues par les syndicats dans le secteur public ou l'industrie métallurgique vont nettement améliorer le pouvoir d'achat des ménages.

Las ! Les consommateurs se montrent très prudents après des années 2022 et 2023, où il a fallu se serrer la ceinture. *« Même le championnat d'Europe de football n'a pas réussi à stimuler la consommation privée »*, explique Geraldine Dany-Knedlik. *« Les gains de pouvoir d'achat que nous observons conduisent non pas à une hausse de la consommation, mais à une augmentation de l'épargne, car les gens sont inquiets »*, juge Timo Wollmershäuser.

Selon l'instutut Ifo, le taux d'épargne des Allemands s'élève désormais à 11,3 %, soit un chiffre plus élevé que la moyenne décennale (10,1 %) avant la pandémie de Covid. Selon la Banque de France, le taux d'épargne financière des Français était de 8,5 % au premier trimestre 2024. ■

Un score soviétique pour le président algérien Tebboune

AFRIQUE

Le président sortant emporte l'élection avec 94,65 % des voix mais la participation a été particulièrement faible.

La légitimité démocratique de l'élu est déjà entamée.

Guillaume de Calignon

C'est un score qui a des allures de plébiscite ou qui fleure bon l'Union soviétique. Toujours est-il qu'il s'agit d'une victoire en demi-teinte. Le président algérien sortant, Abdelmadjid Tebboune, a bien été réélu puisqu'il a recueilli 94,65 % des suffrages exprimés lors de l'élection présidentielle qui s'est tenue ce samedi, selon les résultats officiels.

Il était opposé à deux autres candidats, Abdelaali Hassani, chef du principal parti islamiste, le Mouvement de la société pour la paix (MSP), et Youcef Aouchiche, à la tête du Front des forces socialistes (FFS). Mais sa légitimité démocratique paraît déjà très entamée.

20 % des Algériens se sont déplacés pour voter

En effet, *« sur un total de 5,63 millions de votes enregistrés, 5,32 millions ont voté »* pour Tebboune, a déclaré le président de l'autorité électorale, alors que le corps électoral algérien compte 24,5 millions de citoyens. Le taux de participation à cette élection est donc particulièrement faible tandis que l'ouverture des bureaux de vote a été prolongée de trois heures à certains endroits. A peine 20 % des Algériens se seraient donc déplacés pour voter. Ce week-end, l'autorité électorale indiquait pourtant que le taux de participation atteignait 48 %.

D'ailleurs, la direction de campagne du candidat islamiste proche des Frères musulmans a dénoncé dimanche dans un communiqué des *« violations »* dans le déroulé du scrutin avec des *« pressions sur certains responsables de bureaux de vote pour gonfler les résultats »*, notamment le taux de participation. Le communiqué du MSP a qualifié de *« terme bizarre »* le *« taux moyen de participation »* annoncé par l'Anie, l'autorité électorale, faisant la moyenne des relevés des différentes régions.

« La deuxième économie en Afrique »

Le peuple algérien n'a donc pas suivi les recommandations des candidats. Samedi, Abdelaali Hassani avait souhaité une *« participation élevée »* qui *« donne une plus grande crédibilité »* aux élections, tandis que Youcef Aouchiche, dont le parti boycottait toutes les élections depuis 1999, exhortait aussi *« les Algériens à participer en force »* pour sortir *« définitivement du boycott et du désespoir »*.

Les Algériens ne semblent pas croire que ce type de scrutin, où tout paraît joué d'avance, puisse changer grand-chose à leur vie. Abdelmadjid Tebboune bénéficiait de l'appui de quatre formations majeures dont le Front de libération nationale (FLN), l'ex-parti unique, au pouvoir entre 1962 et 2020, et sa victoire faisait donc peu de doute.

> Les Algériens ne semblent pas croire que ce type de scrutin, où tout paraît joué d'avance, puisse changer grand-chose à leur vie.

Et maintenant ? Aidé par la manne du gaz naturel dont l'Algérie est le premier exportateur africain, le président Tebboune a promis de faire de l'Algérie *« la deuxième économie en Afrique »*. Dans une société minée par la corruption, c'est peu probable en cinq ans. Il est probable en revanche qu'il survive politiquement à son déficit d'adhésion populaire mais il lui faudra du tact et une gouvernance rénovée pour moderniser le pays. ■

Le gouvernement grec déploie des mesures sociales par dizaines

EUROPE

Pour sa rentrée politique, le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis a dévoilé 45 mesures ciblant toutes les couches de la population.

Une tentative de remonter sa cote auprès des Grecs.

Basile Dekonink
— Correspondant à Athènes

Cela devient une habitude. Samedi 7 septembre, tout le centre de Thessalonique, la deuxième ville de Grèce, était cadenassé par un important dispositif de sécurité pour la venue du Premier ministre, Kyriakos Mitsotakis. Comme à chacune de ses apparitions publiques récentes, la visite du dirigeant a été perturbée, cette fois par un mouvement social massif à l'appel de syndicats, de collectifs et de formations politiques d'opposition.

Venu tenir son discours de rentrée pour l'ouverture de la 88e foire internationale de Thessalonique – une tradition en Grèce –, Kyriakos Mitsotakis fait face à la colère et la lassitude, pour sa sixième année au pouvoir. L'économie grecque enchaîne les bonnes performances (la croissance s'est établie à 2,3 % au deuxième trimestre) mais nombre de ses concitoyens ne perçoivent toujours aucune amélioration.

Record du nombre d'heures travaillées

Aux prises avec une envolée des prix des loyers et des denrées alimentaires, de nombreux Grecs ont vu leur pouvoir d'achat stagner, voire régresser malgré le rebond de l'économie et la hausse du temps de travail – ils détiennent le record du nombre d'heures travaillées dans l'UE et le gouvernement a instauré en juillet la possibilité de la semaine de six jours sous conditions. Selon Eurostat, la Grèce disposait en 2023 d'un PIB par habitant exprimé en standard de pouvoir d'achat équivalent à 67 % de la moyenne européenne, soit la 26e place des 27 Etats membres – seule la Bulgarie fait pire. Et si certains secteurs (tourisme, BTP, informatique) ont connu une croissance des salaires, le reste peine à suivre . Selon le ministère du Travail, seulement 10 % des salariés du secteur privé gagnent un salaire net mensuel de plus de 1.450 euros.

Le coût de la vie est ainsi devenu l'un des sujets de préoccupation majeurs, au point que le débat médiatique a porté ces derniers jours sur la question de savoir si les Grecs étaient devenus, ou non, les citoyens plus pauvres de l'Union européenne derrière les Bulgares.

Kyriakos Mitsotakis, lui, pâtit de la situation : malmené dans les sondages, son parti n'a engrangé que 28 % des voix aux élections européennes, loin des 41 % de sa réélection en 2023. *« Pour que la croissance soit significative, elle doit se traduire par des emplois encore plus nombreux et mieux rémunérés, par une augmentation du revenu disponible et par une réduction des inégalités »*, avait-il indiqué vendredi à Thessalonique.

Samedi, le dirigeant a dévoilé un vaste éventail de 45 mesures, comprenant des exonérations de taxe (pour les indépendants et les agriculteurs), des augmentations pour un certain nombre de travailleurs publics (médecins, pompiers, policiers, militaires) ou la majoration des allocations familiales et du revenu minimum garanti. Il a également réitéré sa promesse d'atteindre un salaire moyen de 1.500 euros net d'ici à la fin de son mandat, en 2027. Ce qu'aucun économiste ne juge aujourd'hui crédible.

Pour Nikos Vettas, qui dirige le think tank IOBE (la Fondation grecque pour la recherche économique et industrielle), les mesures les plus significatives concernent la réduction des cotisations sociales de 1 % et le lancement d'un programme de 2 milliards pour aider les jeunes couples dans l'acquisition d'un premier bien immobilier. Mais, avec le retour cette année des règles budgétaires européennes, *« la Grèce a une marge de manœuvre limitée et on est très loin d'un grand package fiscal »*, estime l'économiste.

> La question est de savoir si les Grecs sont devenus, ou non, les citoyens les plus pauvres de l'Union européenne derrière les Bulgares.

Tenant de la discipline budgétaire, le gouvernement prévoit d'ailleurs un excédent budgétaire primaire – avant paiement de la charge de la dette – de 2,1 % en 2024, et Kyriakos Mitsotakis avait prévenu qu'il n'arrivait pas à Thessalonique *« avec un sac de dépenses inconsidérées »*. Ces mesures ne sont *« que des miettes de promesses qui se dissiperont avec l'inflation »*, a réagi Dimitris Koutsoubas, le secrétaire général du KKE (parti communiste), présent dans les manifestations à Thessalonique. ■

en bref

Croissance revue à la baisse au deuxième trimestre dans la zone euro

CONJONCTURE La croissance du PIB de la zone euro au deuxième trimestre a été révisée à la baisse. Le PIB n'a progressé que de 0,2 % contre 0,3 % estimé auparavant, selon Eurostat. La consommation a légèrement reculé et les investissements ont aussi baissé. Si l'emploi a lui progressé, la productivité calculée sur le nombre d'heures travaillées, par rapport au même trimestre de l'année précédente, a diminué de 0,2% dans la zone euro.

analyses

Dominique Boll pour « Les Echos »

Volkswagen, « das Problem »

Le géant allemand de l'automobile s'est fait kodakiser. Après avoir triomphé en Chine, il n'a pas su négocier le plus grand virage technologique de l'histoire de son industrie, la voiture électrique.

Jean-Marc Vittori

En 2007, Volkswagen s'était choisi un slogan à la hauteur de ses ambitions : « das Auto ». L'automobile, c'est allemand. Et l'automobile allemande, c'est Volkswagen. Aujourd'hui, Volkswagen, c'est plutôt « das Problem ». Le symbole d'un modèle économique qui fut longtemps extraordinairement efficace, mais qui est aujourd'hui ébranlé jusque dans ses fondements.

Le leader européen de la voiture envisage en effet de fermer une ou deux usines dans son pays, une première alors que des sites automobiles ferment en France ou aux Etats-Unis depuis des décennies. Il prévoit aussi des licenciements secs, à rebours de son passé, où le dialogue social était toujours parvenu à les éviter, au prix parfois de concessions douloureuses (baisses de salaire en 1994).

« Voiture du peuple »

L'entreprise était née sous des auspices douteux. Un mois après son arrivée au pouvoir en 1933, Adolf Hitler demande à Ferdinand Porsche de concevoir et fabriquer une « voiture du peuple » (traduction littérale du mot « volkswagen »). Cinq ans plus tard, les deux hommes se retrouvent à Wolfsburg pour poser la première pierre de l'usine qui doit fabriquer ce modèle, appelé plus tard « Coccinelle » en français. Abandonné au début de la guerre, le projet est relancé après le conflit par un officier britannique. En 1948, le gouvernement allemand en prend le contrôle. L'entreprise deviendra le symbole du redressement économique de l'Allemagne.

Avec ses drôles de formes rondes et son moteur réputé increvable, la Coccinelle sera la voiture la plus vendue de toute l'histoire automobile, avec plus de 20 millions d'exemplaires. Battant à plate couture ses rivales – la 2 CV française de Citroën, la Fiat 500 italienne, la Morris Mini britannique. Elle deviendra même l'héroïne de films Disney.

En se rapprochant de ses compatriotes Auto Union (qui a donné naissance à Audi) puis NSU, dans les années 1960, la firme apprend à maîtriser des technologies (refroidissement du moteur par eau, roues avant motrices) qui lui seront précieuses pour lancer ses nouveaux modèles à succès – la Golf, la Passat, la Polo. Mais c'est dans la mondialisation, qui accélère dans les années 1990, que le groupe s'épanouira.

Les nouvelles élites des pays émergents veulent des Mercedes, des Audi, des BMW. Mais les nouvelles classes moyennes, plus fournies et elles aussi friandes de « Deutsche Qualität », se ruent sur les Volkswagen. Le groupe avait déjà commencé à acquérir des rivaux européens (le tchèque

> Dans les années 1990, les nouvelles élites des pays émergents veulent des Mercedes, des Audi, des BMW.
>
> Mais les nouvelles classes moyennes, elles aussi friandes de « Deutsche Qualität », se ruent sur les Volkswagen.

Skoda, l'Espagnol Seat). Il réduit ensuite ses coûts en s'approvisionnant dans le monde entier, sous la férule du redoutable José Ignacio Lopez. Et il s'impose comme le numéro un en Chine, qui va devenir le plus gros marché mondial.

Mais Volkswagen va ensuite se faire « kodakiser ». Comme le champion américain de la pellicule photo Kodak, il ne parvient pas à prendre le virage technologique le plus important de l'histoire de son industrie, qu'il a pourtant vu venir de loin. Ce virage, c'est la voiture électrique. Ou pour le dire en termes techniques, le changement du mode de propulsion du véhicule, afin de supprimer ses émissions de CO_2, qui contribuent massivement aux changements climatiques.

Rien de nouveau pourtant ici. Les autorités européennes ont imposé les premières limitations d'émission il y a plus de trente ans, en 1992. Mais Volkswagen, comme tous ses rivaux européens, a traîné des pieds et tenté de résister à ces contraintes, en exerçant un lobbying intense à Bruxelles. Le géant allemand a investi plus tôt que d'autres Européens dans la transition énergétique, mais tout de même trop tard face aux normes, et face aux Chinois qui ont pris dix ans d'avance dans l'électrique pour compenser un siècle de retard dans la combustion.

« Dieselgate »

Le premier craquement a eu lieu en 2015, quand une ONG américaine a repéré des trucages dans des moteurs Diesel Volkswagen afin de réduire les émissions de CO_2 lors de tests d'homologation.

Le « dieselgate » a déjà coûté près de 40 milliards d'euros à l'entreprise, alors que le procès vient à peine de commencer. Il a aussi abîmé son image. Le slogan « das Auto » a été enterré. Et cette histoire de normes n'est pas finie. L'an prochain, Volkswagen risque de ne pas être en mesure de respecter un durcissement des plafonds européens d'émissions, ce qui pourrait lui valoir 6 milliards d'euros d'amende.

Le retard dans la voiture électrique a une conséquence autrement dramatique. Le constructeur semble perdre pied en Chine, où il vend le tiers de ses autos. L'an dernier, son rival chinois BYD lui a ravi la première place sur ce marché vital, soutenu par des financements publics généreux et des règles taillées sur mesure. Et la suite s'annonce rugueuse pour le groupe allemand.

Les licenciements de Volkswagen questionnent non seulement le « Standort Deutschland » (l'Allemagne comme site de production industrielle), mais aussi la capacité d'innover dans la transition énergétique, la cogestion, les niveaux de vie. L'alerte concerne toute l'Europe. ■

LA **CHRONIQUE**
de **Pascal Perri**

Les trois plaies de l'économie française

Mieux vaut se préparer dès aujourd'hui à entendre des énormités jusqu'à l'élection de 2027. Les uns vont nous dire qu'ils ont trouvé de quoi financer 250 milliards d'euros de dépenses publiques supplémentaires alors qu'il faut d'urgence alléger le fardeau fiscal, les autres qu'il faut interrompre sans tarder les flux migratoires entrants.

Gauche radicale révolutionnaire et droite nationaliste ont en commun un programme économique délirant dans lequel les dépenses sont certaines mais les recettes hypothétiques. Et puisque tout le monde en France entend parler de souveraineté, voici trois sujets essentiels sur lesquels exercer notre souveraineté française.

❶ L'ASSERVISSEMENT DE LA DETTE

La dette publique française continue d'augmenter, or la dette excessive est un asservissement. On nous dit que la signature de la France est toujours robuste, que sa crédibilité n'est pas entamée. Elle le doit à sa capacité à lever l'impôt. L'opinion serait sans doute curieuse d'apprendre que le Portugal, une petite économie de la zone euro, emprunte désormais dans de meilleures conditions que la France.

> Chacun devrait comprendre que les intérêts de la dette payés par le pays sont perdus pour tout le reste : l'éducation, la santé ou la sécurité intérieure.

A quoi sert cette dette ? Elle abonde un train de vie qui ne correspond pas aux recettes du pays. Elle finance trop souvent des coups de pouce éphémères sans produire d'effets durables dans le temps. Elle donne lieu à des remboursements d'intérêts considérables et croissants. Chacun devrait comprendre que les intérêts payés par le pays sont perdus pour tout le reste : l'éducation, la santé ou la sécurité intérieure. Certes, la dette est perpétuelle, elle roule, mais progressivement elle passe entre les mains d'investisseurs étrangers (53 % selon les chiffres de juin 2024).

❷ SITUATION TRAGIQUE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Autre sujet de souveraineté économique et industrielle : la situation tragique de notre commerce extérieur. Cent soixante-quatre milliards d'euros de déficit en 2022, 100 milliards l'année dernière, et autour de 90 cette année. Il y a vingt-cinq ans, nous étions encore créditeurs sur le reste du monde avec une position extérieure nette positive. La désindustrialisation du pays est passée par là. Nous ne fabriquons plus en France les produits électroménagers, les machines-outils et même les véhicules et les médicaments que les entreprises et les ménages Français achètent.

Sur les nouveaux marchés, comme ceux des panneaux solaires, nos dernières filières de production ont disparu. On peut en dire autant de notre consommation alimentaire courante : volailles, fruits et légumes. Les importations galopent, notre taux de souveraineté alimentaire recule. Dans ces conditions, mener une politique keynésienne de relance par la demande revient à subventionner les produits importés (de faible qualité) et à affaiblir ce qui nous reste en France de filières de production.

❸ UNE PRODUCTIVITÉ QUI BAISSE

Notre salut tiendrait à la productivité si elle augmentait. Ce n'est pas le cas. Elle s'épuise, et quand on se compare à nos voisins européens frappés, eux aussi, par la crise Covid, l'écart se creuse. Le recul de la productivité nous prive de 110 milliards d'euros de PIB chaque année. Quand le taux d'emploi augmente plus vite que la croissance, ce qui a été le cas ces dernières années, la productivité recule.

Les causes sont connues : faiblesse de l'investissement liée à l'accès et au coût du capital, et qualifications défaillantes. Nous avons aujourd'hui deux fois moins de bacheliers scientifiques qu'il y a six ans ! Comme le remarquait Patrick Artus (chronique « Croissance : une question de base », parue dans « Les Echos », du 3 septembre), la croissance américaine est alimentée par le progrès technique ; la nôtre, par la hausse du taux d'emploi (faibles en qualité).

Voilà trois chantiers prioritaires qui devraient guider l'action d'un nouveau gouvernement.

Pascal Perri est économiste et géographe.

analyses

100 millions de touristes en France... et après ?

L'enjeu demain pour notre pays est d'augmenter la qualité de notre offre pour que les touristes y trouvent leur compte et aient envie d'y rester plus longtemps.

LA CHRONIQUE d'Emmanuel Combe

Cent millions de touristes en France en 2024 ? La France, déjà première destination touristique au monde, va sans doute battre son propre record, grâce aux Jeux Olympiques. Si une telle performance quantitative impressionne, il n'en reste pas moins que notre offre touristique dispose encore de marges de progression.

En premier lieu, nous ne sommes pas champions des recettes touristiques : avec 63 milliards d'euros en 2023, nous figurons loin derrière l'Espagne, qui parvient à générer 85 milliards de recettes avec 85 millions de touristes. Cela revient à dire qu'un touriste dépense en moyenne 650 euros en France contre 1.000 euros en Espagne. Ce différentiel provient en grande partie du fait qu'une partie des touristes internationaux transitent par la France mais n'y restent pas très longtemps.

Investir dans la formation

En second lieu, si notre offre touristique a gagné en compétitivité depuis quelques années, notamment grâce au plan Destination France, nous ne figurons pas en tête des classements internationaux. Ainsi, dans le dernier indice du World Economic Forum, la France est en 4e position, derrière les Etats-Unis, l'Espagne et le Japon. En particulier, nous sommes mal classés en termes de compétitivité-prix : nous sommes perçus comme une destination trop chère par rapport à la qualité offerte.

L'enjeu demain pour notre pays est donc moins d'attirer toujours plus de touristes que d'augmenter la qualité de notre offre pour qu'ils y trouvent leur compte et aient envie d'y rester plus longtemps. Petit calcul simple : en faisant l'hypothèse que les touristes étrangers, hors touristes en transit, dépensent demain autant en France qu'ils le font aujourd'hui en Espagne, nous pourrions engranger 28 milliards d'euros de recettes supplémentaires chaque année, soit 280.000 emplois. Cette stratégie de compétitivité par la qualité suppose tout d'abord d'investir davantage dans la formation du personnel : le tourisme est essentiellement une activité de service, dans laquelle l'accueil, le sourire, la disponibilité sont les clés du succès. Nous devons également renforcer l'attractivité de la filière touristique auprès des jeunes.

Enfin, nous devons diversifier notre offre, en misant davantage sur les sites touristiques secondaires : la France ne se résume pas à la Côte d'Azur, à Paris ou la tour Eiffel. Nous possédons une multitude de musées, monuments et festivals isolés, qui pourraient être coordonnés dans de véritables parcours touristiques locaux, associant activités culturelles, commerces, hôtellerie-restauration et transports.

Cette stratégie de compétitivité par la qualité mérite également d'être portée au plan politique, en assumant haut et fort que le tourisme constitue un secteur clé pour la France.

> Nous sommes perçus comme une destination trop chère par rapport à la qualité offerte.

Tout d'abord, le tourisme pèse lourd dans notre économie : il représente 7 % de notre PIB, chiffre à mettre en regard avec les 10 % de notre industrie ; il est à l'origine de 2 millions d'emplois directs et indirects ; il présente un solde excédentaire, à hauteur de 16,5 milliards en 2023. Ensuite, ce portage politique se justifie par le fait que la destination France, en dépit de ses atouts, est de plus en plus concurrencée par d'autres pays. Un exemple suffit à s'en convaincre : l'Arabie saoudite qui mène une politique touristique ambitieuse, est passée dans le classement du World Economic Forum de la 25e place à la 18e place en l'espace de cinq ans.

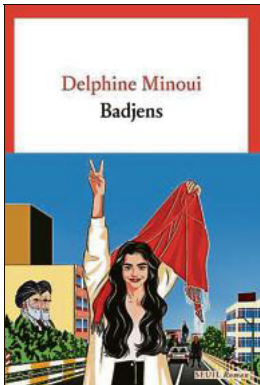
A l'issue des JO, nous allons à l'évidence bénéficier de fortes retombées positives pendant plusieurs années. Pour autant, gardons-nous de considérer cette manne comme une rente naturelle et acquise. Au contraire, surfons sur l'engouement suscité par les JO pour mener une politique touristique tournée vers la qualité plus que la quantité. Ce serait à la fois un bon calcul économique et une source de fierté pour tous les Français.

Emmanuel Combe est professeur des universités à Paris-I-Panthéon-Sorbonne et professeur associé à Skema Business School.

LE LIVRE DU JOUR

Au cœur de la révolte des Iraniennes

LE PROPOS Grand reporter au « Figaro », la journaliste d'origine iranienne Delphine Minoui brosse le portrait romancé d'une adolescente de 16 ans qui incarne toute une génération en révolte contre la condition des femmes dans une République islamique intraitable et inamovible. A la naissance, la fillette avait été appelée Zhara par décision paternelle en hommage à une icône de l'islam mais sa mère préfère la surnommer Badjens (« effrontée » en persan).

L'INTÉRÊT Au-delà de la trajectoire bouleversante de l'héroïne, racontée sous la forme d'un monologue intérieur particulièrement puissant, c'est l'histoire récente d'un pays que décrit avec une profusion de détails la lauréate du prix Albert-Londres, spécialiste de la région depuis 25 ans. On y croise trois générations de femmes, et incidemment d'hommes, dont les parcours illustrent l'évolution d'une société formellement rigide mais où bien des éléments se négocient, « même la religion ». L'ouvrage figure à juste titre dans les 4 finalistes du prix du Roman FNAC 2024, décerné le 24 septembre.

L'EXTRAIT *« J'assiste, surexcitée, à ce que je ne voyais jusqu'ici que derrière mon écran : une manifestation improvisée, révoltée et joyeuse, sans leader, réclamant la fin de la dictature des ayatollahs qui ont ruiné le pays et saccagé nos vies. Soudain, des rafales de coups de feu. - Faites gaffe, ils tirent avec des fusils de chasse ! »*

— Isabelle Lesniak

Badjens
de Delphine Minoui. Editions du Seuil, 150 pages, 18 euros.

Un hôpital pour enfants de Kiev a été détruit en juillet dernier par les bombardements russes. Photo Anatolii Stepanov/AFP

En Ukraine, clarté russe et ambiguïtés occidentales

La brutalité de Vladimir Poutine et l'intensification des bombardements russes sur les villes ukrainiennes devraient pousser les alliés de l'Ukraine à faire preuve d'une totale unité et solidarité face à Moscou.

LE REGARD SUR LE MONDE de Dominique Moïsi

Soixante-dix kilomètres séparent Lviv, la grande ville de l'ouest de l'Ukraine – qui a été à nouveau la cible des attaques russes – de la frontière polonaise. La guerre ne fait pas seulement que s'élargir au territoire russe, avec l'envahisseur envahi à son tour. Elle se rapproche symboliquement de l'Union européenne, et bien sûr de l'Otan.

L'intensification des bombardements russes sur les villes ukrainiennes constitue très probablement la réponse de Moscou à l'humiliation que Kiev lui a fait subir. Le silence de Poutine avait surpris. Les bombardements toujours plus violents sur des villes comme Poltava (plus de cinquante morts et trois cents blessés) et Lviv ont pour objectif de casser le moral retrouvé des Ukrainiens : « Vous avez pris le risque de m'humilier en portant la guerre chez moi : je détruis vos villes et saigne votre population. »

Face à ce processus d'escalade, les alliés de l'Ukraine doivent clarifier et unifier leurs positions. Sait-on vraiment l'objectif qu'ils poursuivent ? Ils ne semblent pas en être tout à fait sûrs eux-mêmes. A commencer par les Etats-Unis qui ont été, jusqu'à présent, le principal soutien de l'Ukraine.

Prévenir la défaite de Kiev et empêcher la victoire de Moscou n'est pas la même chose qu'assurer la victoire de l'Ukraine. Vu d'Europe, on a parfois l'impression que l'objectif principal de l'Amérique est de préparer le terrain à une future négociation qui permettrait d'aboutir à une trêve, sur le modèle de celle intervenue en 1953 à Panmunjeom en Corée. Avec comme objectif principal d'éviter les risques d'affrontement direct avec la Russie.

L'Amérique – et ce quel que soit le résultat des urnes le 5 novembre – n'a-t-elle pas d'autres priorités, internes tout autant qu'externes ? S'agira-t-il, en cas de victoire de Kamala Harris, d'un réalisme éclairé, mettant l'accent sur la nécessité absolue de refaire l'unité de la nation face au défi chinois ? Ou d'adopter une politique plus chaotique d'égoïsme sacré si Donald Trump l'emporte ? Dans les deux cas, la Russie est une forme de distraction.

Il est bien évident que la réflexion est différente du côté européen. Et ce pour des raisons tant géographiques, historiques, qu'économiques et culturelles. Il serait simple de dire que, plus proche un pays est de la Russie, plus grand est son soutien à l'Ukraine. Tel est bien évidemment le cas de la Pologne, des républiques baltes, sans oublier les pays scandinaves. Mais cette notion de proximité géographique est trop schématique.

Comment expliquer alors que les positions de la Grande-Bretagne aient été dès le début de l'agression russe plus fermes et plus claires que celles de l'Allemagne ? La victoire récente aux élections régionales de l'extrême droite en Thuringe et son très bon score en Saxe, sans oublier la poussée significative de l'extrême gauche dans ces deux Länders, ne peut que susciter l'inquiétude.

> La Russie compte sur la compréhension, sinon la bienveillance, d'un monde où la force l'aura emporté sur le droit.

L'est de l'Allemagne regarderait-il la guerre en Ukraine avec la distance, sinon la volonté de « neutralité », dont fait preuve le « Sud global » dans le monde ? Une analogie choquante, mais pas nécessairement inexacte, traduisant les mêmes émotions, faites d'un mélange de ressentiment et d'humiliation. « Vous ne nous avez jamais traité comme des égaux, pourquoi devrais-je adopter vos priorités ? La Russie n'est pas notre ennemie. »

Dans l'Europe du Centre-Est, il y a presque autant de nuances à l'égard de la guerre en Ukraine qu'il existe de pays : avec la Tchéquie, sur la ligne ferme de la Pologne, et la Slovaquie sur celle « ultra-réaliste » de la Hongrie de Victor Orban. « Je suis du côté du seul vainqueur possible : la Russie. » La France semble aujourd'hui trop prise par elle-même, pour actualiser ses positions.

Près de trois ans après le début de l'agression russe, la question centrale demeure la même. Jusqu'où peut-on aller dans le soutien à l'Ukraine, pour éviter à tout prix une victoire de Moscou ? Et ce sans être directement entraînés dans le conflit.

Poutine n'hésite pas à frapper des villes ukrainiennes proches du territoire de l'Union européenne. Et plus généralement encore, des objectifs civils et énergétiques sur tout le territoire de l'Ukraine. Il s'agit pour Poutine de faire plier le peuple ukrainien, qui épuisé, finira par accepter la paix aux conditions de Moscou. Mettre en échec la stratégie russe suppose de permettre à l'Ukraine d'utiliser les armes occidentales dont elle dispose désormais pour frapper en Russie même les bases d'où proviennent les attaques, toujours plus sanglantes.

Ce processus d'escalade contrôlée contient bien sûr des risques. Mais l'alternative – poser des limites à la capacité ukrainienne de se défendre – n'est-elle pas plus dangereuse à terme ? Elle pourrait conduire à un effondrement de l'Ukraine et nous mènerait à la résignation devant la défaite de notre allié. Nous ferions ainsi la démonstration de ce que proclame la Russie de Poutine depuis longtemps : *« L'heure de l'Occident est passée, on ne saurait compter sur sa protection. »* L'alternative serait un engagement direct, de dernière minute, aux côtés de Kiev, avec tous les risques d'escalade incontrôlée qu'un tel scénario comporte.

Le contraste ne saurait être plus grand entre les « variations », au sens quasi musical du terme, des positions occidentales sur l'Ukraine et la clarté brutale de la Russie de Poutine. Une clarté qui traduit la vision du monde de Poutine. Pour lui – il l'a évoqué à plusieurs reprises dans ses prises de position tant publiques que privées – la Russie a vocation à se retrouver dans trente ans au centre d'un monde *« multipolaire et juste »*. Un monde où l'Occident, marginalisé, ne pourra plus prétendre imposer sa volonté.

Tapis rouge à Oulan-Bator, capitale de la Mongolie, qui a reçu avec les honneurs un dirigeant que membre de la CIJ (Cour internationale de justice) elle se devait d'arrêter. Tapis de bombes sur Poltava et Lviv. Ne s'agit-il pas là d'un parfait résumé de la situation actuelle ? La Russie compte sur la compréhension, sinon la bienveillance, d'un monde où la force l'aura emporté sur le droit.

La clarté des intentions de Poutine devrait pousser les alliés de l'Ukraine à faire preuve d'une totale unité et solidarité face à Moscou. Tel n'est pas tout à fait le cas hélas.

Dominique Moïsi est géopolitologue.

opinions

Retrouvez **tous nos graphiques** sur lesechos.fr/infographies

LE POINT DE VUE

de **Vincenzo Vinzi**

Faisons de la France le premier choix des étudiants internationaux

Il est temps de positionner la France comme la destination la plus attractive pour les étudiants internationaux. C'est un enjeu crucial pour notre compétitivité, notre économie et notre influence mondiale. Ces étudiants ne prennent pas la place des Français : ils comblent une pénurie de talents dans nos entreprises, dont 80 % rencontrent des difficultés de recrutement (Manpower Group 2024) et renforcent notre capacité d'innovation, notamment dans les sciences et technologies. Selon l'OCDE, leur taux d'emploi en France est de 75,4 %, supérieur à celui des Français (67,2 %) et des immigrés (73 %).

En 2022-2023, la France accueillait seulement 253.000 étudiants internationaux, contre 370.000 en Allemagne, 600.000 au Royaume-Uni et 900.000 aux Etats-Unis (OCDE, Campus France). Ce retard dans la compétition internationale pour les talents souligne l'urgence d'agir.

Contrairement aux idées reçues, ces étudiants ne sont pas un fardeau économique. Ils génèrent une valeur nette de 1,35 milliard d'euros par an et dépensent près de 5 milliards d'euros annuellement, bien plus que leur coût de 3,7 milliards pour les finances publiques (étude Kantar). De plus, 48 % des étudiants internationaux travaillent durant leurs études, générant chacun en moyenne 13.300 euros en cotisations sociales.

Leur présence est aussi essentielle pour enrichir notre culture, encourager la tolérance et le respect mutuel et développer les compétences de nos étudiants français, qui bénéficient d'une ouverture internationale sans quitter le pays. Ces étudiants deviennent également des ambassadeurs de notre culture et de notre économie. Selon Kantar, 88 % d'entre eux souhaitent travailler avec des entreprises françaises, 94 % recommandent la France pour travailler, 90 % pour étudier et 75 % comme lieu de vie. Attirer et former ces talents est une occasion pour regagner notre statut de nation fertile et de leader intellectuel. Si la France ne simplifie pas leur transition vers le marché du travail, nous risquons de perdre ces talents au profit de pays concurrents comme Dubaï, le Portugal, le Canada ou l'Australie, qui ont démontré qu'il était plus efficace de supprimer les obstacles que de proposer des incitations spécifiques.

> Selon l'OCDE, leur taux d'emploi en France est de 75,4 %, supérieur à celui des Français (67,2 %) et des immigrés (73 %).

Il est encore possible d'améliorer rapidement l'accueil et l'intégration des étudiants internationaux en rendant les procédures administratives plus transparentes, en réduisant les délais de traitement des visas et en allégeant les contraintes administratives. Un service d'accueil dédié, une offre de logements renforcée, un « guichet unique » pour simplifier les démarches et davantage de programmes en anglais sont nécessaires. Intégrons des cours de français langue étrangère (FLE) et des programmes d'intégration culturelle au parcours académique, car la maîtrise du français est clé pour leur insertion professionnelle.

Développons un système de bourses robuste, renforçons les partenariats avec les entreprises françaises pour faciliter l'insertion professionnelle des diplômés internationaux et lançons des campagnes de communication pour promouvoir les succès des alumni internationaux, nos programmes d'excellence, l'exceptionnel rapport qualité-prix des formations et l'accessibilité à un réseau professionnel très étendu et varié. Valorisons l'utilisation de l'anglais comme langue de travail dans la plupart des grandes entreprises françaises et renforçons les partenariats avec les institutions académiques étrangères pour développer encore les doubles diplômes, les échanges et les projets de recherche collaboratifs internationaux.

Saisissons l'opportunité de faire de la France la destination privilégiée des talents mondiaux pour stimuler notre développement économique et amplifier notre rayonnement international !

Vincenzo Vinzi est directeur général de l'Essec et président de la Conférence des directeurs des écoles françaises de management (CDEFM).

LE POINT DE VUE

de **Sarah Guillou**

L'autonomie, la nouvelle naïveté économique

Alors que les événements géopolitiques et économiques des cinq dernières années nous ont fait sortir de la naïveté politique du « doux commerce » qui apaiserait les relations internationales, l'opinion dominante est à présent entrée dans la naïveté économique de l'autonomie de production.

Tous les constats de tensions d'approvisionnement, du paracétamol à l'intelligence artificielle en passant par les semi-conducteurs, se concluent par un nécessaire objectif d'autonomie de production. L'autonomie n'est pourtant pas forcément une force sur le plan économique. Pour au moins trois raisons.

La première est que l'autonomie de production existe de moins en moins au fur et à mesure que le contenu technologique de cette production s'accroît. La fragmentation des processus de production et la dispersion des fournisseurs à travers le monde n'ont pas cessé malgré les injonctions à relocaliser. Même si les chaînes de production peuvent raccourcir ou se diversifier, il est rarement possible de relocaliser l'ensemble. Il suffit qu'un semi-conducteur soit nécessaire dans un produit pour que la production dépende de l'étranger. Et que dire des productions qui solliciteront de l'intelligence artificielle, avec des serveurs, des logiciels, des puces, de l'acier, de l'énergie, etc.

La deuxième raison est que la production qui assemble les forces d'autrui rend plus compétitif et augmente le pouvoir d'achat. L'autonomie n'est pas la meilleure voie vers la puissance économique. Si on peut se méfier du libre-échange, on peut difficilement rejeter le concept de coût d'opportunité à la base de l'avantage comparatif et des gains de productivité. Ces gains naissent de la concentration des ressources sur ce que l'on sait le mieux faire. C'est simpliste, mais c'est la base d'une utilisation efficace et économe des ressources rares. Or, qui peut soutenir que nous ne sommes pas dans un monde de ressources rares dont il faut optimiser la gestion ?

Préférences protectionnistes

Enfin, un marché reste la confrontation d'une offre et d'une demande. Les concurrents sont essentiels à la dynamique d'innovation. Dans les marchés à haute valeur ajoutée, les positions nationales dominantes ont besoin non seulement de clients étrangers mais aussi de concurrents étrangers pour défier leur pouvoir de marché.

Une stratégie d'autonomie comporte le risque de la fermeture des marchés étrangers et conduit à des stratégies de préférences protectionnistes qui amoindrissent la concurrence et empêchent l'exploitation des rendements d'échelle qui permet de réduire les coûts et donc de libérer des moyens pour investir. D'où un cercle vicieux de sous-investissement dans l'amélioration.

Mais le coût politique de la dépendance n'est-il pas supérieur au coût économique de l'autonomie ? Ne faut-il pas éviter à tout prix la dépendance dans des productions fondamentales pour la sécurité, la santé, l'intégrité de nos données ? Sans doute, mais l'autonomie n'est pas la meilleure réponse. Dans les inévitables rapports de force et de négociation, mieux vaut travailler à ce que l'échange ne soit pas inégal ou asymétrique. Et pour cela, il faut travailler sur les ressources (dotations, production, demande, connaissances, institutions, infrastructures) dont on dispose, pour être en mesure de contester le pouvoir productif de celui dont on dépend. Sans oublier, par ailleurs, que ce dernier n'est jamais autonome non plus.

> Les concurrents sont essentiels à la dynamique d'innovation.

Et s'il est défendable d'arbitrer en faveur du gain politique (ou de souveraineté) en acceptant son coût économique, il faut admettre que le choix politique ne sera pas le seul maître de la construction de l'autonomie. La réussite dépendra de ce qu'on parvienne à minimiser le coût économique.

En conclusion, produire en contrôlant l'interdépendance est plus difficile conceptuellement, mais plus puissant en matière de résilience, d'efficacité et de qualité. Gérer l'altérité est plus ambitieux que la nier ou s'en éloigner. Se nourrir de cette altérité et est un moyen de se renforcer et de s'enrichir.

Sarah Guillou est directrice du département de recherche Innovation et concurrence de l'OFCE.

Dessin Maïlys Glaize pour « Les Echos »

art&culture

RENTRÉE LITTÉRAIRE

Kamel Daoud : la douleur silencieuse d'une houri d'Algérie

Marceau Cormerais

ROMAN FRANÇAIS
Houris
de Kamel Daoud. Editions Gallimard, 416 pages, 23 euros.

Aube, l'héroïne d'« Houris », le nouveau roman de Kamel Daoud, est une narratrice paradoxale : *« Comment une femme muette de vingt-six ans peut-elle parler autant, sans reprendre son souffle ? »* Mutilée dans l'enfance par un égorgement ne lui laissant qu'une cicatrice en forme de « sourire » à la gorge, cette orpheline de la décennie noire algérienne (1992-2002) semble n'avoir que son silence pour percer l'omerta d'un pays qui, dans sa « charte pour la paix et la réconciliation nationale », menace d'emprisonner *« quiconque, par ses déclarations, écrits ou tout autre acte, utilise ou instrumentalise les blessures de la tragédie nationale ».*

La parole intérieure d'Aube ? Une mélopée blessée que le mutisme déleste de toutes contraintes. Dans « Houris », nulle reprise de souffle pour interrompre, nul regard torve qui intime de se taire… Mais à qui peut bien s'adresser cette coiffeuse oranaise sans voix qui fume en pantalon face aux fidèles à la sortie de la mosquée ? Enceinte d'un homme disparu, c'est avec l'enfant qu'elle porte qu'Aube noue un dialogue asymétrique : *« Je t'évite de naître pour t'éviter de mourir à chaque instant. Car dans ce pays, on nous aime muettes et nues pour le plaisir des hommes en rut. »*

Donner ou ne pas donner la vie ? Pour Aube, la réponse se trouve aux environs de Relizane, où une vingtaine d'années auparavant des islamistes la laissèrent pour morte après avoir assassiné le reste de sa famille. Sur ce chemin au cœur du pays où *« tout est ordonné pour que tous oublient »*, l'auteur de « Meursault, contre-enquête » déroule une cohorte de personnages illustrant les meurtrissures de la guerre civile ; du libraire blessé que le devoir mémoriel obsède, jusqu'aux femmes emmenées de force dans le maquis pour y épouser des seigneurs de guerre, grandes oubliées des amnisties générales et des campagnes de pacification mémorielle.

Réquisitoire romanesque

Tressé de souvenirs, de digressions et de tirades, le roman de Daoud est mû par une langue dont le lyrisme et les ornements agiront en ligne de démarcation entre ceux qu'« Houris » agacera et ceux que sa proposition littéraire totale emballera. *« Leur Dieu leur conseille de se laver le corps après avoir étreint nos corps interdits à la lumière du jour. Ils appellent ça "la grande ablution", car nous sommes la grande salissure. »*

Critique du pardon oublieux accordé aux « égorgeurs de Dieu », réquisitoire romanesque, ode à une féminité écrasée par les diktats religieux, c'est un pavé au style baroque que Daoud jette dans la mare de l'histoire pour cette rentrée littéraire. ■

Dans « Houris », Kamel Daoud déroule une cohorte de personnages illustrant les meurtrissures de la guerre civile algérienne. *Photo Ludovis Marin/AFP*

Le dernier des Montaigu, à cœur perdu

Adrien Gombeaud

RÉCIT
Cœur
de Thibault de Montaigu. Editions Albin Michel, 336 pages, 21,90 euros.

Un vieillard termine sa vie dans un modeste foyer. De jour en jour, accroché à ce qu'il lui reste de souffle, il s'éloigne de sa splendeur. Cet homme, Emmanuel Tassin de Montaigu, est le père de l'auteur.

Un jour, avec l'autorité du patriarche, il confie sa chevalière à son fils et lui demande d'écrire un livre sur un obscur ancêtre. Capitaine des hussards, Louis de Montaigu aurait engagé, en 1914, la dernière charge de cavalerie de l'histoire des guerres de France, avant de mourir au champ d'honneur. Thibault de Montaigu se lance dans cette quête familiale et nous invite à l'accompagner dans sa plongée vers le siècle dernier. Lui-même s'interroge : pourquoi ce livre ? Et il apparaît au fil des chapitres que « Cœur » n'est pas un récit instructif sur un fait oublié de la Grande Guerre, mais une confession touchante sur la paternité, l'héritage et ce qu'il reste de l'aristocratie, au temps des particules atomisées.

Plus le texte progresse, plus la santé d'Emmanuel de Montaigu décline. Et l'on comprend qu'avec son père, l'auteur s'apprête à enterrer une certaine conception de la vie. Emmanuel restera peut-être le dernier des Montaigu à avoir vécu comme un seigneur, en flambant une fortune évaporée depuis longtemps. Car l'homme a traversé l'existence, comme en cabriolet, cheveux au vent, slalomant de projets foireux en maîtresses, ou autres amis mieux lotis que lui. Et en remontant son arbre généalogique, Thibault de Montaigu décrit comment les châteaux sont devenus des pavillons ordinaires… où l'on a soin, tout de même, de creuser une cheminée assez gigantesque pour y glisser une plaque noircie aux armoiries de la famille.

Monde en miettes

Dans ce portrait d'un monde en miettes, « Cœur » refuse toute ironie. Au contraire, l'auteur de « La grâce » (2020) observe avec tendresse ces gens qui espèrent, dans la mort, atteindre la grandeur, sans doute rêvée, dont la vie les a privés. Tel ce vieil aristo qui irait *« retrouver dans les profondeurs de cette terre, des échos et des parfums d'un âge d'or dont il garde la nostalgie sans jamais l'avoir connu ».*

Au-delà de sa famille, Montaigu interroge aussi le poids du passé et la charge qui maintient chacun dans l'étau de l'enfance, à *« l'âge où les adultes nous paraissent des géants dont on se promet un jour d'atteindre la taille pour découvrir, devenus adultes à notre tour que les géants n'existent pas. Mais leur souvenir demeure et nous empoisonne le cœur ».* ■

sciences

Une exposition pour découvrir la préhistoire en s'amusant avec Jul

LA CHRONIQUE
d'Antoine Balzeau

Un challenge aussi original qu'intéressant m'a été proposé aux prémices de l'été. Je n'ai pas pu résister à ce projet un peu fou et pas vraiment réaliste alors que le musée de l'Homme fermait ses portes pour deux mois, pour le public mais aussi aux chercheurs. Car en effet, le lieu est devenu le plateau temporaire de France Télévisions. La vue de Paris dont vous profitiez lors des émissions des JO est celle de la terrasse se trouvant juste au-dessus de mon bureau ! J'ai de la chance, n'est-ce pas ? Ainsi, pendant que vous partagiez un bout de mon quotidien, la vue inégalable sur Paris que nous avons du sommet du musée, j'ai emporté des devoirs pour mon travail à distance. Il a été décidé de présenter pour la rentrée une expo autour de Silex and the City, le monde décalé inventé par le génialissime Jul (non pas son homonyme rappeur, mais l'auteur et dessinateur de BD). Une merveille d'humour et d'actualité projetés dans un temps que je connais un peu, la préhistoire. Après 9 tomes et une série télé, le long-métrage et un dixième album sortent ces jours-ci. Ne manquait donc que l'expo ! Mais comment pourrions-nous confronter ce bijou au sérieux d'une galerie de l'illustre Muséum ? Tout cela en un temps terriblement compté, puisque seulement quelques semaines nous étaient allouées pour avoir de bonnes idées et tout créer.

Chirurgie néandertalienne

Ma première rencontre avec Jul m'a apporté la réponse, la seule solution convenable était de s'amuser et de livrer une exposition inattendue. Nous avons choisi de dialoguer autour des planches de la BD. De développer un échange autour de la diversité des espèces humaines, l'invention de nouveaux outils, ce qui ferait de nous des humains, les migrations, l'écologie… Des thèmes de prédilection pour Jul, comme pour le musée de l'Homme. Il s'agissait d'une occasion unique d'aborder avec légèreté des messages forts, importants. La réussite indiscutable est qu'en effet, nous nous sommes bien amusés. Le résultat est une exposition qui ouvre ses portes le 11 septembre, dans laquelle on apprend notamment que les néandertaliens étaient d'excellents ébénistes et d'audacieux chirurgiens, que nous partageons 50 % de notre code génétique avec la banane, que les pigeons sont des dinosaures et que les Homo sapiens du temps des silex étaient bien plus grands que nous. Entre autres faits, parfois peu sérieux, souvent importants, mais toujours distrayants. Car c'est cela l'univers et le talent de Jul, traiter de sujets importants par la rigolade. C'est par ce biais que l'on peut montrer, par exemple, que les changements climatiques que nous vivons n'ont rien à voir avec les modifications naturelles qui étaient imperceptibles, car multimillénaires, durant la préhistoire. Tout en déambulant entre les personnages délirants que Jul n'a pu s'empêcher de griffonner sur les murs quand nous avions le dos tourné. Sans aucun doute, que vous soyez fan de la BD ou pas, cette expo vous étonnera.

Antoine Balzeau est chercheur au CNRS et au Muséum national d'histoire naturelle.

SUR LE **WEB**

Le téléphone portable n'augmenterait pas le risque de cancer du cerveau
L'exposition, même prolongée, n'a aucune incidence sur le développement du cancer du cerveau, selon des experts mandatés par l'OMS.
A lire sur lesechos.fr/idees-debats/sciences-prospective

Newsletter sciences & prospective
Médecine, biologie, climatologie, espace, archéologie… Chaque samedi, un concentré d'expertise pour mieux comprendre le monde.
Abonnement gratuit sur lesechos.fr/newsletters

Dessin Maïlys Glaize pour « Les Echos »

SPATIAL // Le cap des 10.000 satellites actifs orbitant autour de la Terre a été franchi au début de l'été. La surveillance de l'espace proche devient plus que jamais une nécessité. Mais les moyens européens restent faibles…

Environnement orbital : une situation hors de contrôle ?

Yann Verdo

Si vous avez levé le nez vers la voûte étoilée cet été au moment des Perséides, dans l'espoir de faire un vœu, il est probable que vous ayez vu passer plus de satellites que d'étoiles filantes. Cette situation peut paraître anecdotique, au regard des nombreux défis que l'humanité a collectivement à relever ici même, sur le plancher des vaches ; mais il n'en est rien. *« L'évolution de l'environnement orbital est aujourd'hui hors de contrôle. »* Cette affirmation aussi inquiétante que tranchée émane d'un homme qui connaît bien la question : le général de division aérienne Michel Friedling est devenu, en septembre 2019, le premier Commandant de l'espace de la France, fonction qu'il a exercée jusqu'en 2022 avant de créer, avec le scientifique Juan Carlos Dolado Pérez – autre expert mondialement reconnu de la surveillance de l'espace extra-atmosphérique –, la société Look Up Space.

Lorsque Michel Friedling a pris ses fonctions à la tête du Commandement de l'espace (CDE), autour de 2.000 satellites actifs orbitaient au-dessus de nos têtes ; ce chiffre représentait déjà un doublement par rapport à 2010. Mais la courbe a vu sa pente s'accentuer vertigineusement ces cinq dernières années, et le cap des 10.000 satellites actifs a été franchi juste avant l'été. Ce quintuplement donne la le de la tendance actuelle : *« toutes les études convergent pour dire que l'espace extra-atmosphérique comptera entre 40.000 et 50.000 satellites actifs d'ici à la fin de la décennie »*, rappelle le cofondateur de Look Up Space.

Le grand responsable de cette hyperinflation satellitaire est connu : ce sont les méga-constellations de plusieurs milliers de satellites en orbite basse chargées de fournir un accès Internet haut débit partout sur le globe. Sur les 10.019 satellites recensés par Look Up Space le 19 juin dernier – dont la grande majorité (9.254) évoluaient en orbite basse, c'est-à-dire entre 400 et 1.200 kilomètres de la Terre –, 6.646, soit les deux tiers, appartenaient à Starlink, la constellation de SpaceX. Lequel continue de faire grossir sa flottille à raison d'une moyenne de deux tirs par semaine, et de 20 à 50 satellites lâchés à chaque tir. Encore SpaceX n'est-il pas le seul à vouloir encombrer le ciel au nom de la liberté de naviguer sur le Web : Amazon a Kuiper, les Chinois GW…

A savoir

- Grâce à des modèles statistiques, on estime à **1 million** le nombre de débris spatiaux d'au moins 1 cm, et à **150 millions** celui de débris d'au moins 1 mm.
- Le 10 février 2009, le satellite militaire russe **Kosmos-2251**, désactivé depuis 1995, a percuté au-dessus de la Sibérie, à 789 km d'altitude, le satellite de communication américain **Iridium-33**, encore opérationnel.
A elle seule, cette collision a créé 2.300 débris de plus de 10 cm et un nombre incalculable de plus petits.
- Pour tous les spécialistes, la question n'est plus de savoir si un nouvel accident de l'ampleur de celui de 2009 se produira à l'avenir, mais quand. Les algorithmes de Look Up Space détectent chaque jour entre **50 et 100 risques de collision** avec une probabilité supérieure à 1 sur 100.000.

Fragmentations en série

Le résultat est assez semblable à la pagaille qui se crée chaque été aux abords des péages de l'A7 : un embouteillage géant… et force coups de klaxon. *« Sur les six premiers mois de l'année, les satellites Starlink ont dû à eux seuls réaliser 75.000 manœuvres d'évitement. Ce nombre double tous les six mois ; il atteindra 1 million de manœuvres par semestre à la fin de la décennie »*, indique l'ex-CDE. Si tant de pas de côté sont nécessaires, c'est que les satellites actifs ne représentent que la partie émergée de l'iceberg spatial. Depuis Spoutnik 1 en 1957, le vide sidéral est devenu un vide parsemé de myriades de débris, plus ou moins gros, plus ou moins ravageurs. Rappelons qu'un débris d'un centimètre, à la vitesse où il fuse autour de la Terre, dégage la même énergie qu'une automobile lancée à 130 km/h ; pour un débris de 10 cm, c'est l'équivalent de 240 kg de TNT. Les blindages ne suffisent pas à encaisser de tels chocs. Les océans de la Planète bleue sont pollués par un « 7e continent » de déchets plastiques ; son orbite basse l'est par un immense nuage annulaire de morceaux de métal, ayant jadis appartenu à des satellites ou des fusées.

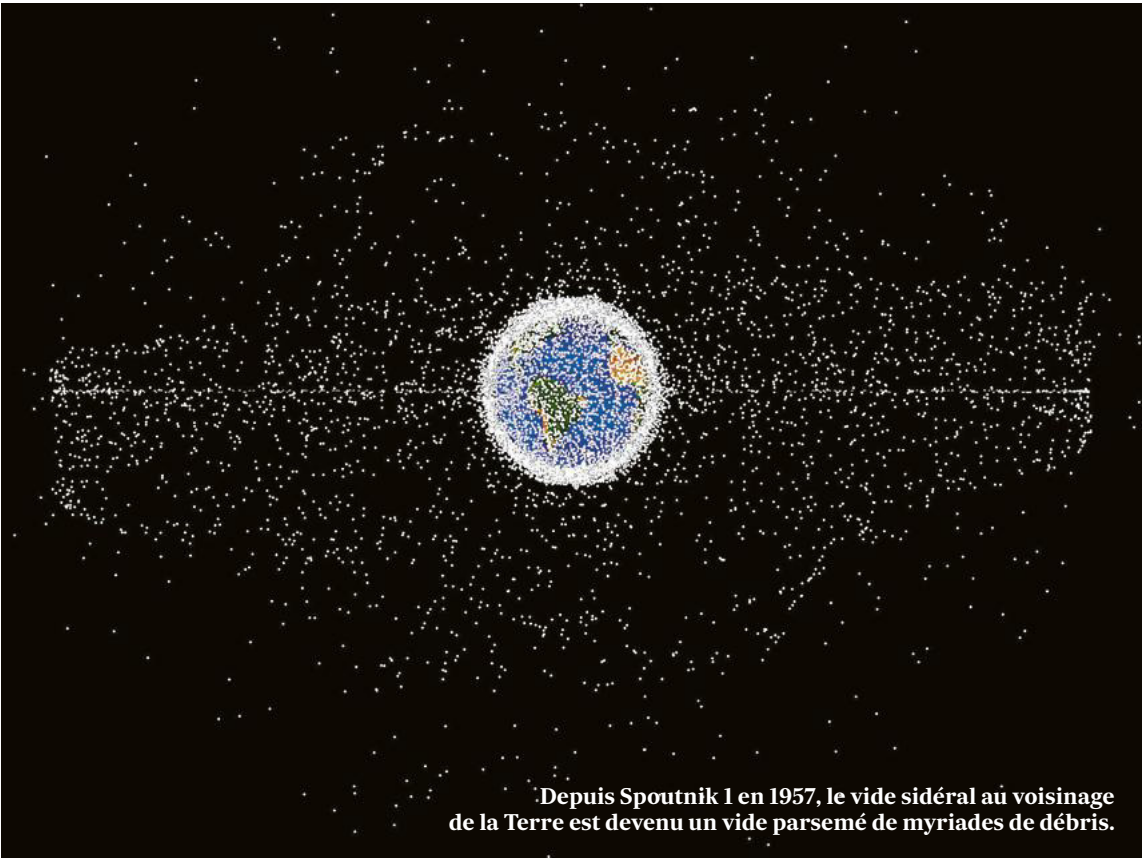
> Les satellites actifs ne représentent que la partie émergée de l'iceberg spatial.

Le caractère hors de contrôle de l'évolution de l'environnement orbital provient en bonne partie des « fragmentations » qui se produisent lorsqu'une explosion ou une collision provoque la désagrégation d'un objet orbital, créant à chaque fois une nouvelle kyrielle de débris. Les spécialistes estiment que ce type d'événement se serait déjà répété plus de 630 fois depuis 1957, engendrant près de 40.000 débris de plus de 10 cm. Le phénomène s'auto-entretenant et se renforçant à la manière d'une boule de neige, le nombre de débris continuerait à croître quand bien même plus aucune fusée ne décollerait de la Terre ; pour ceux de plus de 10 cm, l'Agence spatiale européenne prévoit un doublement dans les vingt-cinq prochaines années.

L'insuffisance de moyens de l'Europe

Le tableau étant brossé, on comprendra mieux la nécessité et l'urgence qu'il y a pour chaque pays ou chaque région du monde à se doter d'un efficace système de surveillance et de suivi de tous ces satellites ou bouts de satellites – le Space Surveillance and Tracking (SST), dans le jargon du milieu. Cela nécessite de déployer sur toute la surface du globe un réseau de capteurs de différente nature – il peut s'agir de télescopes (capteurs optiques), de systèmes de radiofréquence détectant les signaux électromagnétiques émis par les satellites actifs, ou encore de radars. Washington a le sien (le Space Surveillance Network) ; Pékin, qui ne veut certainement pas dépendre de l'Oncle Sam pour un dossier aussi sensible, n'est sans doute pas en reste, même si la transparence n'est pas le maître mot en la matière côté chinois. Et nous, l'Europe ?

La triste vérité est que les moyens européens demeurent à ce jour notoirement faibles : sans les données américaines (celles du catalogue public Space Track établi par le 18e Space Defense Squadron de l'US Space Force), les spécialistes en orbitographie du Vieux Continent – tels, en France, ceux du CNES –, chargés de déterminer les orbites et de calculer les risques de collision, seraient quasiment aveugles. L'Europe dispose bien de quelques moyens en propre, d'ailleurs situés pour la plupart en France (le radar GRAVES du ministère des Armées, les télescopes Tarot du CNRS…), mais ils sont insuffisants et ne permettent au mieux que d'enrichir et compléter les données américaines.

C'est d'ailleurs ce très gênant trou dans notre raquette qui a déterminé Michel Friedling et son associé Juan Carlos Dolado Pérez à créer Look Up Space. La start-up ambitionne de mettre à profit la vaste palette de latitudes et de longitudes que nous offre la France d'outre-mer pour doter notre pays, et l'Europe avec lui, d'un solide réseau de radars (lire ci-contre). Un effort considérable pour une entreprise de cette taille : l'investissement total devrait avoisiner 150 millions d'euros. Mais la « durabilité » spatiale est à ce prix. ■

Depuis Spoutnik 1 en 1957, le vide sidéral au voisinage de la Terre est devenu un vide parsemé de myriades de débris. *Nasa*

Look Up Space, le choix du radar

Plutôt que les télescopes, qui ne peuvent suivre les objets (satellites actifs ou débris) que si certaines conditions météorologiques et d'éclairement sont réunies, ou que les radiofréquences, qui ne détectent que les satellites actifs, Look Up Space a opté pour la technologie radar. Un premier, implanté dans la Lozère, sera opérationnel dès l'an prochain ; les travaux d'infrastructure ont démarré en juin. Modulaire, il montera en puissance courant 2025. Mais, pour être efficace, le système de surveillance de Look Up Space doit s'appuyer sur un réseau de capteurs, positionnés à différentes latitudes et longitudes. L'une des grandes faiblesses de GRAVES, le radar du ministère français des Armées consacré à cette tâche, outre qu'il ne détecte que les gros objets de plus de 80 cm, est qu'il est isolé, ne fournissant des informations sur un objet que lorsque ce dernier traverse son champ. C'est pourquoi le plan de la société est bien d'exploiter la multitude de « prises de vues » que nous offrent nos DROM-COM : d'ici à 2030, d'autres radars modulaires du même type seront déployés en Polynésie (l'archipel en recevra deux en 2026-2027), en Nouvelle-Calédonie, à Mayotte (ou La Réunion), en Guyane et à Saint-Pierre-et-Miquelon. Naturellement, il faudra que l'intendance suive. Et l'intendance, ici, c'est l'informatique et les algorithmes, chaque radar produisant un énorme volume de données qu'il conviendra de fondre avec celles venues d'autres sources (les données américaines, notamment). La plateforme numérique Synapse a été créée dans ce but. Look Up Space a bénéficié de l'aide des pouvoirs publics, via le plan France 2030, pour mener à bien cet important projet, véritable enjeu de souveraineté nationale à l'heure du « new space ».

enquête

Les 60 jours qui ont mené à Michel Barnier

POLITIQUE // Qui aurait imaginé l'Emmanuel Macron de 2017, faisant la « Révolution » contre « l'ancien monde », choisir sept ans plus tard Michel Barnier pour Matignon ? Personne, à commencer par lui. Voici l'histoire secrète des soixante jours qui ont changé le cours du macronisme.

Cécile Cornudet, Isabelle Ficek et Grégoire Poussielgue

● 7 JUILLET
Tout le monde a perdu

Le président a le pouvoir, le président a le devoir, d'appeler le Nouveau Front populaire à gouverner. » Il est 20 h 05, les résultats des législatives viennent à peine de tomber, Jean-Luc Mélenchon est déjà à la télévision, mine triomphante. On a gagné, clame-t-il, même si le Nouveau Front populaire, certes en tête, est loin de la majorité (193 députés) ; ce sera « *le programme, rien que le programme, mais tout le programme* », poursuit-il. C'est le « *gag de 20 heures* », commente le ministre Christophe Béchu, mais le gag fait rire jaune : il fige d'emblée le jeu. Tout le monde a perdu, rétorque Emmanuel Macron, qui décide de prendre du temps, d'appeler les partis à se parler, et à travailler ensemble. « *Vous l'avez fait sur les désistements face au RN, vous pouvez le faire pour trouver une majorité* », lance-t-il. Chou blanc. Commence le « *théâtre d'ombres* » de l'été, selon Olivier Dussopt.

Une coalition oui, mais on fait comment ? Une chose est sûre, disent les amis d'Emmanuel Macron, le président ne peut être à la manœuvre. Soit. Alors, qui se mouille ? Personne. Sauf François Bayrou, bien sûr, qui a une idée très précise de qui, c'est-à-dire lui, pourrait faire l'affaire à Matignon. « *Si tu n'étais pas aussi proche de moi, tu serais le profil idéal à ce moment spécifique* », le gratifie Emmanuel Macron. L'amour-propre a besoin de ces consolations. Les autres en tout cas, Gabriel Attal, Edouard Philippe, Stéphane Séjourné, Sébastien Lecornu se font d'abord oublier. De même que Gérald Darmanin, « Monsieur Dissolveur ». « *Il y a plus de candidats à être chefs d'opposition que chefs de majorité* », se désole Richard Ferrand.

C'est le moment où tout le monde rêve de coalition, mais ne sait par quel bout amorcer le mouvement. Nommer un médiateur pour trouver une majorité, comme cela se pratique dans les pays du Nord ? Nommer un Premier ministre, quitte à ce qu'il tombe vite ? Tout est considéré. Emmanuel Macron envisage même de nommer un Premier ministre de gauche (Olivier Faure ?) pour démontrer qu'il tomberait sur une censure. Il renonce vite. « *Le Parlement n'est pas un jeu de quilles.* » De mauvaises décisions peuvent très vite se prendre, redoute-t-il aussi. Aux partis de prendre l'initiative, en déduit-il, et faire la preuve qu'ils ont une majorité.

L'espoir naît d'abord à droite. Nicolas Sarkozy, favorable de longue date à une alliance de son parti avec Emmanuel Macron, multiplie les appels à Laurent Wauquiez. Porte fermée. Pas envie de s'abîmer avant 2027. Pas envie, non plus, de s'aligner sur un rival potentiel qu'il méprise de surcroît. Car Xavier Bertrand, lui, ne cesse d'appeler à un « *gouvernement d'urgence nationale* », dirigé par une personnalité issue de LR. Si le président des Hauts-de-France, héraut du combat face à Marine Le Pen, repousse à ce stade toute question de personne, voilà qui sonne comme une offre de service. « *Quand même, Laurent Wauquiez pourrait se rappeler que dans bien des cas, on n'a pas mis de candidat contre LR* », glisse l'Elysée. Les jours passent, les macronistes s'inquiètent. « *Il faudrait commencer par reconnaître qu'on a perdu* », grince Clément Beaune. Bruno Le Maire dit la même chose. A gauche, le théâtre bat son plein. Sur l'avant-scène, c'est la foire aux noms ; dans les coulisses, la foire aux tensions, entre le PS et LFI notamment. Après avoir très fortement pensé à lui, Olivier Faure fait des listes, et les propose aux partenaires. Claire Hédon, la Défenseure des droits, ou encore Marylise Léon, la secrétaire générale de la CFDT sont approchées et déclinent. LFI barre les noms, Les Verts « *ne disent rien, pour mieux sortir leur carte Duflot à la fin* », note Mélenchon. Les jours passent, une tentative Huguette Bello soufflée par les communistes ? « *Matignon, c'est pas un job d'été* », balaie la Macronie. LFI ne supporte plus que le PS répète que ce ne peut être Mélenchon. Le PS commence à comprendre que Mélenchon sabote le processus. « *Les engueulades de la gauche nous sauvent* », note Marc Fesneau.

Elles atteignent un paroxysme quelques jours plus tard. Un autre nom, proposé cette fois par le PS, tombe sur l'autel des désaccords avec LFI. Laurence Tubiana, l'ex-négociatrice des accords de Paris, jette l'éponge. « *La gauche, quelle nullité !* » s'emporte un François Ruffin qui a rompu avec LFI. « *Ça fait deux semaines qu'on n'est même pas foutus de donner un nom pour Matignon. Mais ils aiment perdre, c'est le choix de la défaite, ils veulent pas gagner, ils veulent pas gouverner.* » Le NFP semble au bord de la rupture. Il se presse pourtant pour concocter une petite surprise à Emmanuel Macron.

● 18 JUILLET
Premier rendez-vous torride à l'Assemblée

Puisque rien ne bouge, tablons sur l'élection à la présidence de l'Assemblée nationale : il faut faire la démonstration que la gauche n'a pas la majorité, fixe Emmanuel Macron. La mésentente persistante avec Yaël Braun-Pivet est oubliée. C'est la mieux placée, il faut que cela soit elle. Gabriel Attal, qui vient de mener une campagne éclair, « *à la hussarde* », grincent ses détracteurs, pour prendre la présidence du groupe, sollicite discrètement d'autres noms. Au Modem notamment. Ce serait tellement bien s'il était le seul macroniste important dans l'Assemblée ! Peine perdue. « *Je ne serai pas l'arbitre de leurs turpitudes* », tranche François Bayrou.

Michel Barnier, 73 ans, a succédé jeudi à Gabriel Attal, 35 ans, à Matignon. Un nouveau Premier ministre choisi par Emmanuel Macron sans enthousiasme.
Photos Blondet Eliot/Abaca ; Dylan Martinez/Pool/AFP ; Abaca.

Pour éviter que la gauche n'emporte le perchoir, Gabriel Attal engage une négociation avec Laurent Wauquiez, le patron des députés LR, bien décidé à servir au passage la droite dans les autres postes à responsabilité. « *Il tient les deals mais est dur en affaires* », observe Marc Fesneau. Le deal en tout cas fonctionne : le communiste André Chassaigne est battu, Yaël Braun-Pivet l'emporte. La droite a montré qu'elle pouvait discuter. C'est le premier bougé depuis le 7 juillet. « *Après cette élection, Macron est convaincu qu'il y a une alternative au NFP* », note un parlementaire de poids. Mais la victoire de Yaël Braun-Pivet laisse un goût très amer dans les oppositions. « *C'est une alliance contre nature entre Renaissance et LR*, grince un député RN. *Ceux qui ont perdu aux élections sont ceux qui gagnent à l'Assemblée.* »

● 23 JUILLET
Bref retour de la lumière et du son

« *Alléluia!* » s'exclame Jean-Luc Mélenchon. Dans la énième liste de noms proposée par Olivier Faure figure Lucie Castets. « *On la connaît, on pense qu'elle a le calibre, elle a un tempérament à la Manon Aubry* », se réjouit-il. L'annonce est faite une heure avant l'intervention d'Emmanuel Macron à la télévision. Flottement évident… même si dans le camp présidentiel, on feint le calme des vieilles troupes. « *Lucie qui ?* » balaie le chef de l'Etat. Pour la première fois depuis le 7 juillet, il s'exprime face aux Français pour sonner la « *trêve politique* ». « *Le sujet, ce n'est pas un nom, c'est quelle majorité* » ; « *Travaillez ensemble !* » dit-il. Le pacte législatif que propose alors LR, assorti d'un éventuel « *soutien sans participation* », est vu comme un embryon de dialogue à l'Elysée. « *C'est la pelote de laine dans laquelle il faut mettre aussi des fils roses et des fils verts* », glisse un conseiller.

● 26 JUILLET
Trêve olympique, quelle trêve ?

Ce sont les JO, motus, les politiques disparaissent des écrans, et pourtant, cela s'agite en coulisses. Lucie Castets annule ses vacances et occupe les rares espaces médiatiques restants. Elle finira par tenter des contacts en dehors de son camp et assure, sur France Culture, que le seul refus essuyé a été celui de Gabriel Attal. Lui, frustré de son inéluctable départ de Matignon, des « *fourmis dans les jambes* », dixit un proche, travaille aussi à un pacte d'action et écrit aux autres groupes. « *Tout le monde écrit à tout le monde des lettres que personne ne lit et auxquelles personne ne répond* », s'agace François Bayrou.

Deux hommes sont en campagne sans le dire, se préparent et consultent : Bernard Cazeneuve et Xavier Bertrand. Dans un lieu tenu secret, ce dernier s'entretient plusieurs fois avec Emmanuel Macron. Ils se découvrent, c'est la romance de l'été. Au fond, c'est celui dont il avait le plus envie, qui était le mieux préparé, confiera le président à un proche. Alexis Kohler lui non plus ne lâche pas l'affaire. Il rêve d'un non-politique, très allant sur Jean-Dominique Senard, notamment, qui refuse. Depuis juillet, il s'entretient avec Michel Barnier, qui rassure les milieux d'affaires. Aux Rencontres économiques d'Aix, début juillet, Bruno Le Maire lui aussi le contacte pour échanger sur la situation. C'est le moment où le répertoire s'effeuille et où des dizaines de noms sont envisagés, Jean Castex, le Toulousain Jean-Luc Moudenc, l'insubmersible Jean-Louis Borloo, Thierry Breton, et même Franck Leroy, le maire d'Epernay.

● FIN DES JO,
ou comment gérer le cas Castets

Emmanuel Macron conçoit les consultations qui doivent faire la démonstration que Lucie Castets serait censurée sitôt nommée. La « non-censurabilité » du candidat devient le critère numéro 1 pour choisir le PM. Et tant pis si cela donne au RN le rôle de faiseur de rois dont il n'osait rêver. A ce petit jeu, Bernard Cazeneuve est un peu mieux placé que Xavier Bertrand, mais Macron freine sur cette gauche qui pourrait en partie détricoter son action, les retraites en premier lieu.

Et d'ailleurs, il continue de chercher. Le 27 août, il sollicite même Laurent Berger, l'opposant numéro 1 à sa réforme des retraites. « *Un cheminement personnel* », dit un familier du Palais. « *Il avait là un interlocuteur, certes un opposant sévère, sans doute le plus sévère, mais il n'était pas un politique.* » Refus de Laurent Berger, sans surprise.

Dimanche 1er septembre, l'hypothèse Thierry Beaudet, patron du Conseil économique, social et environnemental (Cese), émerge, aussitôt balayée par les ténors. « *On aurait dit que je ne voulais pas lâcher la main* », concède le président. Ce sera donc un politique.

● 5 SEPTEMBRE
La fin rock'n'roll

Pendant deux jours, le cœur balance. Bernard Cazeneuve ? Le PS refuse de lui donner le quitus assurant sa « non-censurabilité ». Xavier Bertrand ? Mardi soir, le président lui dit que ce sera lui et demande à Gabriel Attal de préparer la passation de pouvoir. Mercredi matin, Xavier Bertrand sent l'hésitation. A midi, Alexis Kohler convainc le président qu'il serait censuré. A 16 heures, rendez-vous Macron-Bertrand pourtant, pour préparer le programme, mais la tête déjà ailleurs. A 18 heures, Olivier Faure lance la nouvelle offensive Laurent Berger. Surtout, ne pas laisser prospérer l'idée qu'il aurait favorisé l'accession de la droite au pouvoir en bloquant Cazeneuve.

Il faut regarder, concède Emmanuel Macron, qui demande à Alexis Kohler de l'appeler. Nouveau raté. A 21 heures, Emmanuel Macron reçoit la dernière carte sortie par son secrétaire général : Michel Barnier. Sans enthousiasme mais c'est ainsi : il n'est plus en situation de prendre des risques. Fin de l'histoire. Ou plutôt début. « *Passer de Laurent Berger à Michel Barnier, c'est quand même rock'n'roll* », souffle un familier du pouvoir. Avec Barnier, ce serait plus facile ? « *Il se trompe* », avance le même au vu de la passation de pouvoir avec Gabriel Attal. « *La passation, c'est la revanche de l'ancien monde sur le nouveau*, dit un ministre sortant. *Le vieux a mis trois taloches au gamin.* » ■

LES ECHOS

« Souvenirs de vacances » par Sabrina Chess pour « Les Echos »

L'ÉDITORIAL DES « ÉCHOS »

Michel Barnier : un retour salutaire au réel

Le retour sur terre est brutal. Mobilisé par la composition de son gouvernement, qu'il promet rassembleur, Michel Barnier doit se pencher sans attendre sur la préparation du budget. Un exercice qui s'annonce infernal, tant les contraintes de temps, d'équilibre politique et surtout de dégradation des comptes vont peser sur les épaules du nouveau Premier ministre. Ce dernier s'est dit conscient de l'urgence à agir, en s'engageant à tenir un discours de vérité aux Français sur la dette. Il est temps, après une campagne des élections législatives complètement hors-sol qui aura fait l'impasse sur cette question pourtant incontournable. Les deux mois de tergiversation présidentielle qui ont suivi n'auront pas permis de revenir à la réalité, entre parenthèse olympique et campagne du Nouveau Front populaire pour imposer sa candidate à Matignon avec un programme de gouvernement irresponsable sur le plan économique et budgétaire.

Par **Etienne Lefebvre**

> Sur les retraites, Michel Barnier a écarté le scénario d'un retour en arrière.

Les alertes des ex-ministres de Bercy n'auront guère été entendues pendant cette trêve estivale. Elles le seront évidemment bien davantage par la solide équipe en cours de constitution à Matignon autour de Michel Barnier (avec Jérôme Fournel à la tête du cabinet, après avoir travaillé aux côtés de Bruno Le Maire). Premier signal de ce retour au réel : le message du Premier ministre sur les retraites. En termes diplomatiques, il a écarté le scénario d'un retour en arrière sur le passage aux 64 ans. Prêt à « *améliorer la réforme* » pour les plus fragiles, mais dans le respect des équilibres budgétaires. Or d'équilibre, il n'y a pas. Surtout, il serait totalement déraisonnable de dépenser encore davantage pour le système de retraites, dont le poids en France est nettement supérieur à la moyenne européenne, quand les besoins de financement sont considérables ailleurs (pour la dette écologique notamment). Du côté de la Sécurité sociale, les députés devraient s'intéresser davantage au financement de l'Assurance maladie, structurellement dans le rouge. Malheureusement, les prochaines semaines à l'Assemblée risquent d'être à nouveau marquées par une bataille rangée sur l'abrogation de la réforme des retraites.

Dans ce contexte, Michel Barnier va devoir trancher rapidement sur l'avenir d'une autre réforme, celle de l'indemnisation du chômage. Comme sur les retraites, il serait peu judicieux de se passer d'une mesure censée économiser plus de 3 milliards d'euros l'année prochaine. Fort du bon accueil fait à sa nomination, le Premier ministre ne devra pas dévier de son réalisme revendiqué.

Lire nos informations
Pages 2, 3, 14 et 31

DERNIÈRE **HEURE**

Un employé municipal tué à Grenoble

FAIT DIVERS – Un agent municipal employé à la propreté a été tué par balles, dimanche matin à Grenoble, alors qu'il tentait d'arrêter l'auteur, ivre, d'un accident de la circulation qui prenait la fuite. L'employé municipal, qui avait, selon la presse, 49 ans et était père de deux enfants, est décédé des suites de ses blessures dans la journée, a annoncé le procureur de Grenoble, Eric Vaillant. Le parquet a saisi de l'enquête les policiers du Service local de police judiciaire (SLPJ) de Grenoble.

Un audit pointe l'état des collèges de Seine-Saint-Denis

ÉDUCATION – Non-respect des procédures, travaux de maintenance non réalisés... Des manquements concernant des collèges de Seine-Saint-Denis (Ile-de-France) ont été relevés dans un audit externe consulté par l'AFP. Le département a été obligé de durcir le contrôle de ses établissements et a révoqué un de ses agents, alors que l'année scolaire écoulée a été marquée par un mouvement social réclamant des moyens pour l'école en Seine-Saint-Denis, territoire le plus pauvre de France métropolitaine.

Trois morts en Cisjordanie

ISRAËL – Trois gardes de sécurité israéliens ont été tués dimanche lorsqu'un chauffeur de camion a ouvert le feu sur un point de passage entre la Cisjordanie, territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967, et la Jordanie, a indiqué l'armée israélienne. L'attaque s'est produite au point de passage d'Allenby, utilisé pour les voyageurs et les marchandises. Des milliers de personnes y transitent chaque jour. Ce passage est en territoire palestinien mais Israël le contrôle.

L'armée russe progresse en Ukraine

GUERRE – La Russie a affirmé dimanche que ses forces progressaient dans l'est de l'Ukraine, Kiev faisant état d'attaques aériennes meurtrières et exhortant l'Occident à l'autoriser à mener davantage de frappes en représailles à l'intérieur du territoire russe. Moscou a intensifié ses attaques aériennes ces dernières semaines. Une nouvelle frappe aérienne russe a tué dimanche deux personnes à Soumy. En même temps, l'armée russe tente de repousser une importante offensive ukrainienne dans la région russe de Koursk.

LA PHOTO **DU JOUR**

Mahmud Hams / AFP

LE PHOTOJOURNALISTE PALESTINIEN MAHMUD HAMS A REMPORTÉ LE VISA D'OR NEWS, décerné, samedi 7 septembre, lors du festival Visa pour l'image à Perpignan. Ayant grandi à Gaza, Mahmud Hams a témoigné en vingt-trois ans de photojournalisme des nombreux conflits de la région. Il indique à l'AFP que celui en cours est sans précédent. Nombre de ses collègues ont été blessés ou tués, et lui-même a perdu des proches. Hams a tout de même choisi de continuer son travail malgré les difficultés extrêmes. Sur cette photographie prise le 14 décembre 2023, des Palestiniens se rendent sur les décombres de bâtiments détruits à la suite d'un bombardement israélien à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza.

LA **MÉTÉO**

AUJOURD'HUI
Lille 17 · Amiens 17 · Rouen 17 · Caen 17 · Brest 16 · Reims 18 · Metz 19 · Strasbourg 20 · Nancy 18 · Paris 19 · Troyes 18 · Rennes 18 · Orleans 20 · Tours 20 · Nantes 20 · Dijon 19 · Belfort 16 · Bourges 20 · Poitiers 21 · Limoges 20 · Clermont-Ferrand 21 · Lyon 22 · Brive 21 · Grenoble 18 · Bordeaux 22 · Avignon 25 · Nice 26 · Marseille 26 · Montpellier 25 · Toulouse 22 · Bayonne 21 · Perpignan 26 · Bastia 26 · Ajaccio 25

MARDI 11/17 · 12/17 · 12/18 · 9/18 · 14/20 · 18/25
MERCREDI 11/14 · 12/13 · 12/15 · 14/15 · 15/18 · 16/24
JEUDI 7/14 · 7/12 · 9/14 · 7/14 · 10/16 · 14/19

AILLEURS	CE JOUR	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI
AMSTERDAM	14/20	15/17	11/13	9/14	9/16
ATHÈNES	21/29	23/27	21/27	21/29	21/30
BERLIN	17/21	15/19	13/16	9/14	8/14
BRUXELLES	15/18	12/17	10/14	7/14	8/16
DUBAI	28/38	28/38	28/39	28/42	28/39
FRANCFORT	15/20	14/19	12/14	7/14	6/14
HONGKONG	26/29	25/32	25/33	26/33	26/32
ISTANBUL	21/27	21/27	21/29	21/28	21/30
LONDRES	14/17	13/18	8/13	6/14	6/15
MADRID	13/28	15/29	16/28	16/25	10/23
MILAN	18/27	18/27	16/23	17/19	11/18
MOSCOU	11/27	12/27	16/25	16/26	17/27
NEW YORK	14/24	17/26	17/26	17/26	18/27
RIO DE JANEIRO	19/32	18/33	21/34	20/35	20/34
SAN FRANCISCO	13/24	13/20	13/24	12/23	12/25
SHANGHAI	26/33	26/33	27/31	27/32	27/33
SINGAPOUR	26/29	25/29	26/30	26/29	26/31
SYDNEY	15/23	11/23	10/21	10/25	14/16
TOKYO	25/31	25/32	26/34	26/33	26/33
TORONTO	12/19	12/22	14/25	15/26	16/27
ZURICH	14/17	12/18	11/15	6/10	5/10

Les Echos
Entreprises & Marchés

CAC 40	7.352,3 points	-1,0719 %
DOW JONES	40.406,24 points	-0,8576 %
EURO/DOLLAR	1,1074 $	-0,3074 %
ONCE D'OR	2.506,15 $	-0,1355 %
PÉTROLE (BRENT)	71,11 $	-2,4019 %

Lundi 9 septembre 2024
www.lesechos.fr

DEVISES | EUR/GBP 0,8443 | EUR/JPY 157,798 | EUR/CHF 0,9344 | GBP/USD 1,3116 | USD/JPY 142,491 | USD/CHF 0,8437 **TAUX** | €STER 3,662 | EURIBOR 3 MOIS 3,47 | OAT 10 ANS 2,8625 | T-BONDS 10 ANS 3,7422

Atos : l'Etat et les fonds en désaccord sur le prix des systèmes de défense

INFORMATIQUE

Anne Drif

Discordes au sommet dans le sauvetage d'Atos. A peine les créanciers ont-ils été accueillis comme la providence cet été, que des nouvelles dissensions apparaissent. Cette fois à haut niveau, avec l'Etat, selon nos informations : le chèque de 700 millions d'euros proposé par Bercy pour mettre la main sur les systèmes utiles à la dissuasion nucléaire, aux commandements des armées et aux services de renseignement n'est pas assez élevé, accusent les hedge funds qui s'apprêtent à prendre le contrôle du groupe de 99.000 salariés avec les autres créanciers.

« La phase est assez critique », reconnaît une partie au dossier. *« Chez les créanciers, on veut un juste prix de marché, une vraie valeur. Pour l'instant, les pouvoirs publics n'arrivent pas à convaincre. On entend le point de vue de l'Etat visant à protéger les actifs souverains, mais cela ne peut pas se faire à n'importe quelle valeur*, considère un proche des discussions. *Derrière, il y a des intérêts privés qui veulent se faire une bonne affaire sur le dos des prêteurs. »* Une position sur laquelle le groupe Atos, qui n'a pas voulu commenter comme les autres parties prenantes, serait assez aligné.

L'Etat a offert 700 millions d'euros pour sanctuariser les actifs souverains d'Atos. *Photo Pierre-Philippe Marcou/AFP*

Pas de prix, pas de vente

« Les créanciers sont plus gourmands, ils ont une vue supérieure sur la valeur. Mais la récente révision du plan d'affaires d'Atos n'est pas de nature à relever le prix articulé par l'Etat », rétorque-t-on. A Bercy, personne n'a voulu réagir. L'Agence des participations de l'Etat s'était dite prête à l'origine à offrir jusqu'à 1 milliard d'euros de valeur d'entreprise à Atos. Mais la division Big Data & sécurité (BDS) où sont logés les actifs souverains a aussi vu ses perspectives financières révisées à la baisse.

Au centre de la discorde ? Les supercalculateurs employés pour la dissuasion nucléaire, les systèmes utiles au commandement du programme Scorpion de l'armée de terre, à la navigation des forces navales et à la sécurisation des réseaux de communication à bord du nouveau Rafale F4, ainsi que les systèmes d'écoutes d'Avantix. Et pour couronner l'ensemble, la cybersécurité qui sert les services de renseignement. Un pôle qui mobilise 4.000 personnes et génère plus de 900 millions d'euros de chiffre d'affaires. De la part des futurs actionnaires d'Atos, ce n'est pas qu'une posture de négociation, même si leur *« préférence est de céder au bon prix »*, font-ils savoir. *« Si un prix d'acquisition sur les actifs sensibles de BDS reflétant une pleine valeur de marché et en ligne avec l'intérêt de la société n'est pas trouvé, Atos mettra fin au processus de vente avec l'Etat et gardera les actifs sensibles »*, stipule l'accord du 30 juin qu'ils ont signé avec la société. Or l'horloge tourne. Le même accord prévoit que l'Etat paie 150 millions d'euros en avance de son prix, et à nouveau 150 millions d'euros au plus tard au 30 septembre. Dans le même temps, la dernière révision des objectifs d'Atos accroît la pression sur le groupe et ses créanciers, qui ont investi 1,6 milliard, en décalant les perspectives de récupérer leur mise. La vente doit aller en priorité au remboursement de la dette. En face, le vide gouvernemental laissé par la dissolution n'a fait qu'ajouter aux crispations. ■

Les très petites entreprises les plus touchées par les défaillances

CONJONCTURE Sur les 63.000 défaillances d'entreprises enregistrées pendant les douze derniers mois par la Banque de France, plus de 61.000 procédures concernent des microentreprises et des très petites entreprises. Mais les PME plus installées peuvent aussi être exposées à des difficultés. Désarmées, la moitié de ces structures ne connaissent pas les dispositifs de soutien mis en place pour pallier leurs difficultés comme la renégociation des dettes fiscales et sociales ou encore les procédures de conciliation. // PAGE 27

La Banque centrale européenne s'apprête à baisser à nouveau ses taux

INSTITUTIONS FINANCIÈRES La Banque centrale européenne devrait réduire une nouvelle fois le loyer de l'argent jeudi. Cette baisse supplémentaire a été annoncée par les membres les plus modérés du Conseil des gouverneurs. La semaine prochaine, la Réserve fédérale lui emboîtera a priori le pas, procédant à sa première baisse de taux depuis 2020. Si le principe est acquis, des doutes subsistent sur l'ampleur du recul des taux directeurs. Les chiffres de l'emploi américain de vendredi n'ont pas permis de tirer de conclusions nettes. // PAGE 30

JP Morgan enquête après une faille de sécurité révélée sur TikTok

BANQUE

Edouard Lederer

JP Morgan mène l'enquête. La première banque américaine va se pencher sur des milliers d'incidents liés à de probables fraudes au chèque sur son réseau domestique Chase, rendues possibles après la révélation d'une faille de sécurité sur TikTok. Et sans doute transmettre ses conclusions à la police.

L'affaire, révélée par le « Wall Street Journal », est simple sur le papier. Des utilisateurs du réseau social ont partagé des vidéos signalant un problème de sécurité chez Chase, permettant de déposer des chèques de gros montant, et de retirer ensuite la somme en cash à un distributeur.

Habituellement, après le dépôt d'un chèque, Chase permet de retirer seulement une partie des fonds, avant que l'opération de chèque ne soit finalisée. Une erreur technique a permis à des clients de retirer immédiatement l'intégralité de la somme. Des vidéos vues par des dizaines de millions d'utilisateurs ont ainsi fleuri sur TikTok, qui a réagi en ralentissant leur promotion, ou en ajoutant un message d'avertissement.

« De la fraude pure et simple »

La faille, qui a duré quelques jours, a été colmatée, poursuit le quotidien. La banque ignore l'étendue des pertes, mais estime que des milliers de personnes sont impliquées. *« Indépendamment de ce que vous voyez en ligne, déposer un chèque frauduleux et retirer ensuite les fonds, c'est de la fraude pure et simple »*, a jouté un porte-parole. Sur X (l'ancien Twitter), d'autres utilisateurs ont expliqué qu'ils seraient prêts à rédiger de faux chèques pour leurs amis, en échange de cadeaux…

Car à la source de cette arnaque, il fallait bien des chèques frauduleux : certains se sont rédigés des chèques à eux-mêmes et ont retiré ensuite des fonds qu'ils n'avaient pas, ou encaissé des chèques émis par d'autres. La banque a d'ores et déjà gelé certains comptes, et prévoit de partager avec les autorités des images de vidéosurveillance, rapporte encore le quotidien américain. ■

LES ENTREPRISES CITÉES

Plongeon général de la production de vin en 2024

VIN

Marie-Josée Cougard

Ce sera pire que prévu. Annoncée en forte baisse cet été, la récolte de vin devrait être encore plus faible qu'attendu par les services statistiques du ministère de l'Agriculture. Au lieu de la fourchette initiale se situant entre 40 et 43 millions d'hectolitres, les vignerons devront se contenter d'une production de 39,3 millions d'hectolitres en baisse de 18 % par rapport à l'an dernier, selon les dernières prévisions. C'est 11 % de moins que la moyenne quinquennale. Trop de pluie, de la grêle, un manque de soleil… le raisin a cumulé les agressions météorologiques. L'humidité aggravée par une chaleur avare a fait prospérer la moisissure et empêché les grains de gonfler.

Aucune région n'a été épargnée à vrai dire. *« Le potentiel de production a chuté dans presque tous les bassins viticoles »*, indique le ministère de l'Agriculture. Les baisses sont, dans certains cas, vertigineuses à –71 %, comme dans le Jura, où l'on produit le vin d'Arbois mais aussi le vin jaune. En Charente, terre de cognac, la récolte est attendue en recul de 35 %. Dans le Val de Loire, qui produit un très grand nombre d'appellations dont le muscadet et le sancerre, le ministère estime la diminution des volumes à –35 %. En Bourgogne et dans le Beaujolais, la production devrait être inférieure de 25 %. Le chablis a subi des ravages en deux orages successifs au mois de mars, qui avaient affecté 1.000 hectares sur 5.000.

« Dans certains cas, tout était perdu, dans d'autres la moitié », selon Damien Leclerc, directeur général de la Chablisienne. La Champagne n'a pas plus que les autres vignobles échappé aux conditions météorologiques exécrables. La récolte devrait baisser de 16 %.

Pluie et maladies

En Alsace et dans le Sud-Est, les prévisions sont respectivement de –13 % et –12 %. Le rosé de Provence a subi les effets du gel dans le Var et dans la Drôme. La vallée du Rhône, la Savoie et le Languedoc Roussillon (–4 %) sont aussi affectés. Même la Corse semble devoir se préparer à une moindre récolte estimée en recul de 5 %, bien que les pluies récentes aient un peu corrigé les effets de la sécheresse.

Seul le Sud-Ouest devrait enregistrer une récolte en légère hausse (+1 %), malgré de fortes pluies avant l'été sur Bergerac, Gaillac et Cahors. Dans le Bordelais, où on ne dispose pas de chiffres, on prévoit une production inférieure à celle de 2023 déjà petite.

Presque partout, les pluies incessantes ont favorisé la propagation de maladies dans les vignobles et provoqué un phénomène de coulure, une chute des fleurs et des jeunes baies due aux conditions humides et fraîches pendant la floraison. Les vignerons ont été contraints plus que d'habitude de recourir aux traitements pesticides contre le mildiou, le black-rot et autres maladies.

Ces estimations interviennent en pleine crise de déconsommation du vin rouge, alors que les vignerons ont dû se résoudre à arracher leurs vignes sans espoir de replantation pour faire face à la crise. Les ventes de vin ont chuté de 5 % dans les linéaires sur les sept premiers mois par apport à la même période en 2023. ■

Après des Jeux Olympiques et Paralympiques réussis, Paris rêve de perpétuer la flamme

● Avec la fin des Paralympiques, Paris tourne la page d'un événement hors norme qui a su relever les défis.
● Anne Hidalgo comme Emmanuel Macron espèrent prolonger cette « parenthèse enchantée ».

ÉVÉNEMENT

Marion Kindermans

Clap de fin, cette fois définitif, pour les Jeux de Paris. Dimanche soir, la cérémonie de clôture des Paralympiques au Stade de France, prévue pour rendre hommage aux 4.400 para-athlètes dans une ambiance festive et électro, devait tourner la page d'un événement hors norme, attendu depuis un siècle en France. La passation du drapeau à la maire de Los Angeles, ville hôte des prochains Jeux, en 2028, devait marquer la fin d'une séquence estivale qui a vu les Français vibrer à l'unisson devant les exploits sportifs du monde entier.

Si les Jeux Paralympiques ont au départ suscité quelques inquiétudes quant à leur capacité à rallumer la flamme plus de quinze jours après une séquence olympique réussie, ils ont gagné eux aussi leur pari. *« Nous avons vécu des Jeux fous, exceptionnels, pour nos premiers paralympiques en France »*, s'est réjoui Tony Estanguet, à l'occasion d'un premier bilan dimanche.

Le *« match retour »* de septembre, comme l'a qualifié le président de Paris 2024, a rempli les enceintes sportives. Plus d'un million de personnes se sont réunies dans les 70 zones de célébrations en France. A l'instar des JO (malgré les couacs du démarrage causé par des sabotages sur les trains fin juillet), le défi pesant sur les transports a été relevé à la rentrée. Et l'accessibilité, malgré des efforts à prolonger, notamment dans le métro, a fait des avancées dans l'espace public.

Palmarès

Mieux, la sécurité, qui donnait des sueurs froides aux organisateurs, n'a plus été un sujet au fil des jours. Et les sites iconiques, de la Tour Eiffel au château de Versailles en passant par le Grand Palais, ont été mis en valeur comme jamais, ouvrant la voie à plusieurs projets pour conserver les symboles olympiques phares (vasque, anneaux et agitos, statues de femmes historiques surgies de l'eau pendant la cérémonie d'ouverture des Jeux, fin juillet).

Il est bien sûr trop tôt pour tirer des bilans chiffrés mais, de l'avis de tous, ces Jeux de Paris, qui avaient suscité tant de scepticisme et même de « bashing » au long des sept ans de préparation, s'achèvent avec le sentiment du travail accompli. Plus de 12 millions de billets ont été vendus, battant le record détenu par Londres. Côté performance sportive, les athlètes paralympiques ont fait mieux qu'à Tokyo en 2021 (54 médailles), avec 75 médailles dont 19 d'or, plaçant la France de justesse dans le Top 8 espéré. Ils prolongent ainsi les exploits réalisés aux JO, la récolte s'élevant à 64 médailles, dont 16 en or, hissant l'Hexagone à la cinquième place au palmarès – l'objectif affiché avant la compétition.

Parade sur les Champs-Elysées

Pour l'Etat comme pour la Ville de Paris, il s'agit désormais de ne pas laisser retomber le soufflé, alors que la France est empêtrée dans une situation politique toujours incertaine. Qualifiant cette séquence *« d'été inoubliable »*, portée par *« la joie, la liberté, l'humanisme »*, Anne Hidalgo a souhaité, vendredi, *« que cet esprit-là ne meure pas »*, pour ne pas *« reprendre le cours de nos vies et de nos passions tristes »*. Tournant le dos à la formule souvent utilisée de *« parenthèse enchantée »*, la maire de la capitale, qui espère bien profiter politiquement de cette vague, a martelé que *« non, les Jeux ne sont pas une parenthèse »*.

Du côté de l'exécutif, au lendemain de la nomination du Premier ministre, le LR Michel Barnier, on espère aussi prolonger cette magie. Emmanuel Macron avait annoncé avant même la fin des Jeux Olympiques, le 9 août, la tenue d'une parade des athlètes olympiques et paralympiques sur les Champs Elysées le samedi 14 septembre. Non sans espoir, là encore, d'en récolter quelques fruits sur le plan politique. ■

Logements, sport, Seine : le riche héritage espéré des Jeux

Le Village olympique transformé en quartier, des emplois pérennisés, la pratique du sport encouragée… Ce qui a été entrepris pour les Jeux Olympiques et Paralympiques va bénéficier aux habitants.

M. K., Alexandre Rousset et Muryel Jacque

Des sites reconvertis en quartiers de ville

1 De nombreuses infrastructures ont été construites à une échelle inédite. 64 ouvrages, dont les principaux érigés en Seine-Saint-Denis et destinés à servir aux habitants une fois la page JO tournée : le Village olympique à Saint-Denis, ce site de 300.000 m² d'immeubles, le Village des médias à Dugny, le centre aquatique olympique mais aussi des ponts, des passerelles et d'autres aménagements (enfouissement des lignes électriques, rénovation des berges, pistes cyclables, etc.). Quelque 4,4 milliards d'euros, dont 1,7 milliard d'argent public, ont été investis. Dans les semaines qui viennent, les deux Villages vont entrer en phase de « réversibilité », muter en quartiers de ville pour Saint-Denis et Dugny, donnant naissance, d'ici à la fin de 2025, à 4.000 logements (dont 50 % de logements sociaux), commerces et bureaux. Le département héritera aussi des 18 piscines qui ont été construites ou rénovées. L'obsession de Paris 2024 était d'éviter les éléphants blancs, ces infrastructures inutiles et laissées à l'abandon une fois les Jeux finis. Paris devrait échapper à cette malédiction olympique. La seule construction dans Paris, l'Arena de la porte de la Chapelle, servira, elle, de salle multisport et de concerts.

180.000 emplois à pérenniser

2 L'énorme machine des JOP a mobilisé plus de 180.000 emplois. Des compétences nécessaires à la fois pour les chantiers, qui ont fait travailler 30.000 personnes, et l'organisation de l'événement (89.300 personnes), dans des secteurs aussi divers que la restauration, la gestion des déchets ou l'événementiel. Pour le tourisme, 61.800 salariés ont été sur le pont. Le défi du recrutement a été de taille, en particulier pour des métiers déjà en tension, comme la restauration et la sécurité. Pour éviter le fiasco de la sécurité à Londres en 2012, qui avait surenchéri les coûts, Paris 2024 avait multiplié les marchés auprès de 120 entreprises pour s'assurer d'un vivier de 22.000 agents. Un casse-tête jusqu'à la dernière minute pour les recruter et les former (68 millions d'euros ont été investis par l'Etat). L'enjeu consiste à les pérenniser. La Région Ile-de-France a annoncé ce lundi la mise en place d'une plateforme « Mon emploi en Ile-de-France après les Jeux » réalisée en partenariat avec France Travail. Les employeurs de la région, grandes entreprises, club ETI, Medef, CPME et CCI y publieront leurs offres.

Un patrimoine enrichi

3 C'était une promesse de la candidature : avec 95 % de sites olympiques temporaires ou déjà existants, peu de bâtiments ont été construits. Mais des monuments de la capitale ont eu l'occasion de briller lors des compétitions. Notamment le Grand Palais qui a accueilli l'escrime ou les jardins du château de Versailles où se tenaient les épreuves d'équitation, offrant des images somptueuses. Si bien que certains sites pourraient être tentés d'accueillir ce genre d'événements à l'avenir.

Mais ce qui déchaîne les passions, c'est l'avenir des symboles de ces Jeux. La vasque en forme de montgolfière a attiré près de 15.000 spectateurs chaque soir à son envol. Son maintien fait l'unanimité, mais pose des questions. La structure n'a pas été conçue pour être permanente, et le jardin des Tuileries n'est pas un site idéal. Le parc de La Villette est étudié comme plan B. Emmanuel Macron a demandé une enquête de faisabilité. Concernant les anneaux olympiques sur la Tour Eiffel, Anne Hidalgo a indiqué avoir obtenu l'accord du CIO pour les conserver et les maintenir jusqu'en 2028, date des JO de Los Angeles. Les virgules symboles des Paralympiques, seraient, elles aussi, conservées sur les Champs-Elysées.

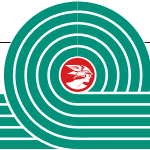
Une « nation de sportifs »

4 Si la France a obtenu de beaux résultats, les autorités souhaitent que ces Jeux ne soient pas un « one shot ». *« Quand Emmanuel Macron nous a dit qu'il fallait viser le Top 5 aux JO, il a bien précisé que c'était un objectif qui devait s'inscrire dans la durée. L'objectif était aussi de "passer d'une nation de champions à une nation de sportifs" »*, avait affirmé aux « Echos » la ministre des Sports démissionnaire Amélie Oudéa-Castéra. Il a été demandé aux fédérations sportives de se tenir prêtes alors que le nombre de licenciés devrait augmenter *« de 10 % à 15 % »*, soit jusqu'à 2,5 millions de personnes supplémentaires, dans les clubs de l'Hexagone. Le coup de projecteur sur certains sports, comme la natation, avec l'effet Léon Marchand, ou le tennis de table, avec les frères Lebrun, devraient pousser en ce sens. Le milieu scolaire a également été mobilisé, l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques ayant permis de promouvoir le programme « 30 minutes d'activité physique quotidienne », généralisé à la rentrée 2022. 700 collèges ont participé au mouvement en donnant la possibilité à leurs élèves d'ajouter deux heures de sport supplémentaires par semaine aux traditionnels cours d'EPS.

La promesse écologique

5 Polluer deux fois moins que les Jeux de Londres ou de Rio : c'était un des défis fixés par les organisateurs dès la candidature. Le tout avec un « budget carbone » à ne pas dépasser. Des efforts massifs ont été faits pour limiter l'impact environnemental : sur la construction grâce à l'utilisation d'infrastructures existantes, sur l'énergie avec le raccordement des sites au réseau, ou encore sur l'hébergement et le numérique. En juin, un premier bilan a fait dire au Cojop qu'il était dans les clous. Pour tenir les objectifs, reste une inconnue : les déplacements des spectateurs. Alors que 3,1 millions de billets ont été achetés à l'étranger, combien de visiteurs sont venus en avion, et d'où ? Paris 2024 ne fera les comptes qu'après les Paralympiques. D'autres interrogations ont émergé pendant les Jeux. Les objectifs de baisse du plastique à usage unique ont-ils été tenus ? Une partie du dispositif, notamment les boissons servies dans des écocups, n'a pas échappé aux critiques. Paris 2024 a promis de *« compenser »* toutes les émissions qui n'auront pu être évitées.

Se baigner dans la Seine

6 *« Dès l'an prochain, la baignade dans la Seine deviendra un incontournable de l'été parisien ! »* a claironné la maire de Paris, Anne Hidalgo. La Seine (et la Marne) « baignable » s'impose peut-être comme l'héritage le plus emblématique des JOP, même si le temps pluvieux a parfois nécessité de reculer le déroulement des épreuves. Il aura fallu des années d'efforts et un « plan baignade » à 1,4 milliard d'euros pour réduire suffisamment les rejets polluants : des stations d'épuration et une gestion des flux modernisée, des milliers de raccordements au tout-à-l'égout… *« Sans l'organisation des Jeux, on aurait sans doute mis dix ou quinze ans de plus pour arriver au même objectif »*, soulignait aux « Echos », avant les Jeux, Pierre Rabadan, adjoint de la maire de Paris chargé du sport, des JOP et de la Seine. ■

Paris a fait rêver le monde entier avec des épreuves sportives en pleine ville et une cérémonie d'ouverture éblouissante. La barre des 12 millions de billets vendus a été franchie entre les Jeux Olympiques et Paralympiques, dont 2,5 millions pour « les para » selon les derniers chiffres.
Photos Lionel Bonnaventure/Pool/AFP ; Christophe Delattre/AFP ; Damien Myer/AFP ; David Goldman/Pool/AFP ; KMSP via AFP

Après Paris, Los Angeles rêve de JO « sans voitures » en 2028

La Cité des Anges se prépare à accueillir les Jeux Olympiques pour la troisième fois de son histoire. Elle compte s'appuyer sur ses infrastructures sportives existantes pour minimiser les coûts.

Bastien Bouchaud
— Bureau de New York

Le compte à rebours est lancé pour Los Angeles. Avec la cérémonie de clôture des Paralympiques dimanche, la Ville Lumière a passé le relais à la Cité des Anges. La ville hôte des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2028 a la lourde tâche de succéder à Paris, qui a fait rêver le monde entier avec des épreuves sportives en pleine ville et une cérémonie d'ouverture organisée sur la Seine.

Le défi est immense, mais la grande métropole du sud de la Californie n'en est pas à son premier rodéo. Elle s'apprête à accueillir les JO pour la troisième fois après 1932 et 1984. Avec une ambition folle pour cette ville qui s'est construite avec et pour l'automobile : des Jeux Olympiques « sans voitures ». « *C'est un exploit pour Los Angeles, car nous avons toujours été amoureux de nos voitures, mais nous travaillons déjà à la construction d'un Los Angeles plus vert* », s'est félicitée la maire de la ville, Karen Bass, lors d'un déplacement à Paris durant les jeux.

L'exploit de 1984

La métropole américaine espère par ailleurs renouveler l'exploit de 1984, l'une des rares éditions des Jeux où la ville hôte a réalisé des profits – 233 millions de dollars à l'époque, selon les organisateurs. L'ancien maire de Los Angeles, Eric Garcetti, qui avait porté la candidature de la ville, évoquait un objectif de 1 milliard de dollars de bénéfices. Pas question donc de construire de nouveaux stades, d'autant que la ville en est déjà bien pourvue.

La priorité est donnée à l'existant pour les équipements sportifs. Le comité d'organisation, LA28, chargé notamment des cérémonies, espère financer son budget de 6,9 milliards de dollars grâce aux recettes de la billetterie, aux droits télé et aux entreprises partenaires. En cas de dérapage, toutefois, c'est la ville de Los Angeles et l'Etat de Californie qui devront régler la note.

Le Memorial Coliseum, qui avait déjà servi d'écrin aux cérémonies d'ouverture en 1932 et en 1984, sera à nouveau de la partie, tout comme le Rose Bowl Stadium à Pasadena. La ville s'appuiera également sur les enceintes les plus modernes, à l'image du stade SoFi, inauguré en 2020 et qui héberge les équipes de football américain de la ville, les Chargers et les Rams. Ou l'Intuit Dome, tout juste inauguré et financé par le milliardaire Steve Ballmer, ancien patron de Microsoft, pour accueillir son équipe de basket, les LA Clippers. Un projet pharaonique à plus de 2 milliards de dollars.

90 heures de bouchons

Pour le softball et le slalom en canoë, les épreuves ont été délocalisées à Oklahoma City, à 1.800 kilomètres de Los Angeles, faute d'équipements adéquats dans les environs. Pas de quartier pour les athlètes non plus. La ville a choisi de faire l'impasse sur la construction d'un Village olympique ; ils seront hébergés dans les dortoirs de l'université UCLA.

Mais pour les transports en commun, essentiels pour parvenir à tenir l'objectif de Jeux « sans voitures », tout reste à faire ou presque. Certes, Los Angeles a déjà entamé sa mue, mais elle est loin d'être achevée. La ville compte aujourd'hui plusieurs lignes de métro et de tramway, alors qu'elle en était complètement dépourvue en 1984. Mais la régularité du service est souvent critiquée et le système ne s'est toujours pas remis du choc du Covid, avec un trafic encore inférieur à son niveau de 2019. Les habitants de la métropole préfèrent toujours leur voiture, quand bien même ils perdent près de 90 heures dans les embouteillages chaque année en moyenne, selon le cabinet d'études Inrix.

Avec l'échéance de 2028 en vue, les Jeux ont toutefois permis de débloquer et d'accélérer de grands projets d'infrastructures à travers la métropole. L'aéroport de Los Angeles est en train de faire peau neuve. Outre la rénovation de ses terminaux, ce projet pharaonique de 14 milliards de dollars prévoit la construction d'une navette automatique reliant les terminaux au réseau de transport en commun.

Emprunter 3.000 autobus

La ville vient de débloquer 54 millions pour engager un projet de remise à neuf du centre de conventions de la ville, où se tiendront notamment les épreuves d'escrime et de judo. Une nouvelle ligne de tramway a été inaugurée en 2022 et l'extension de la ligne D du métro jusqu'au campus de l'université UCLA devrait être achevée à temps pour assurer le transport des athlètes durant la compétition.

Pour mettre toutes ses chances de son côté, Los Angeles compte emprunter près de 3.000 autobus à travers les Etats-Unis pour renforcer ses lignes de bus durant les Jeux. Coût pour la collectivité : 1 à 2 milliards de dollars, selon l'agence de transport locale. Los Angeles devrait également s'inspirer des mesures administratives mises en place à Paris pour limiter le trafic routier. « *La particularité des Jeux Olympiques est que, pendant ces 17 jours, il est possible de résoudre de nombreux problèmes en fixant des règles exceptionnelles pour la circulation, les supporters et les commerces, ce qui n'est pas le cas lors d'une journée normale à Los Angeles* », a expliqué le patron du comité d'organisation, le magnat du marketing sportif Casey Wasserman.

A l'image de Paris, des voies de circulation dédiées sont envisagées, les livraisons pourraient être limitées en journée et les sociétés seront fortement incitées à faciliter le télétravail pour leurs employés. Karen Bass a elle-même prévenu : « *Nous avons appris beaucoup de choses ici* [à Paris] *et nous allons essayer de les reproduire* ». ■

Elle a dit

« Nous avons appris beaucoup de choses ici [à Paris] et nous allons essayer de les reproduire. »
KAREN BASS
Maire de Los Angeles

Andrew Caballero-Reynolds/AFP

La RATP et la SNCF tirent les leçons d'un été exemplaire dans les transports

Fini les retards, les escalators en panne... Durant les JO, métro, réseau transilien et RER ont fonctionné comme jamais et ont offert des services de qualité. Pour continuer sur cette lancée, le défi est de taille.

Denis Fainsilber

C'est une statistique historique. En août, en termes de régularité sur son réseau de métro, la RATP a dépassé en moyenne les 100 % d'offre de trains aux heures de pointe (du 1er au 25 du mois), selon nos informations. Soit le volume commandé à l'avance par l'autorité organisatrice des transports Ile-de-France Mobilités (IDFM), lui-même largement supérieur à un mois d'été normal. A la grande surprise des Parisiens n'ayant pas déserté la capitale ou ayant préféré télétravailler, jamais le métro n'a fonctionné de la sorte en saison estivale. Quant au réseau Transilien-RER, lui aussi très sollicité, il a enregistré pendant les J0 une ponctualité moyenne de 94,5 %, avec des pics de 98 % certains jours.

En cette période post-olympique, le mot héritage est déjà mis à toutes les sauces. Mais dans les transports publics, le sujet saute aux yeux : après ces records dans la ponctualité des réseaux, comment conserver les bonnes pratiques chez les opérateurs ? Un sujet très complexe, car la qualité de service dans les transports publics englobe un large nombre de sujets : effectifs de conducteurs ou d'agents de station, maintenance des rames effectuée par anticipation, propreté du réseau, information des voyageurs, et jusqu'au bon état de fonctionnement des escalators...

250 millions d'euros déboursés en plus

Pour obtenir un tel résultat et pouvoir « *sursolliciter* » le réseau pendant deux grosses quinzaines, il a déjà fallu mettre les moyens : 250 millions d'euros déboursés « *en extra* » par IDFM, financés par la hausse du ticket à 4 euros pour les visiteurs. Une enveloppe épuisée au 8 septembre, alors qu'IDFM injecte déjà 5 milliards par an pour faire tourner la machine RATP. Ces 250 millions étaient même un chiffre conservateur, n'incluant pas les « primes JO » versées aux agents de la SNCF et de la RATP, ni les embauches accrues dès 2023 ou le déploiement de forces de l'ordre dans les transports. L'exceptionnel n'a donc qu'un temps : les « gilets violets » déployés dans les stations de métro ou RER (en majorité des saisonniers, enfants des salariés de la RATP ou des jeunes intérimaires hors statut) ne seront pas reconduits, la signalétique spéciale JO sera retirée, et les fréquences du métro retrouvent leur rythme classique dès cette semaine. Mais pour le reste des opérations, « *nous avons demandé à conserver des acquis* », dit-on chez IDFM, dans des domaines aussi divers que l'information voyageurs, la propreté ou la maintenance du matériel. Les réflexions sont déjà lancées pour rédiger le nouveau contrat qui va lier IDFM et la RATP pour cinq ans à compter de janvier prochain, mais le test grandeur nature des JO tombe à point nommé pour évoquer les sujets concrets.

Le système d'affichage de l'affluence train par train, qui permet de mieux répartir les voyageurs dans les rames longues, va se généraliser sur le réseau Transilien. La synchronisation entre les deux opérateurs publics, permettant de choisir des alternatives pour de gros pics de demande, par exemple vers le Stade de France, sera amplifiée à l'avenir. Quant à la nouvelle « *brigade régionale des transports* » de 50 agents de sécurité privée, elle sera maintenue et doublée, en complément des 3.000 agents de sécurité RATP ou SNCF. Sur un plan plus structurel, les Jeux ont permis de livrer en temps et en heure des extensions de lignes (ligne 14 du métro, Eole vers l'ouest, tramway T3), mettant la pression sur les équipes et évitant les habituels dérapages des livraisons.

Côté syndical, les négociations sur les acquis des Jeux n'ont pas débuté avec la direction, mais certains se méfient d'un effet « *poudre aux yeux* ». « *L'autorité organisatrice va devenir de plus en plus exigeante sur la qualité de service mais va réduire les moyens financiers* », redoute Vincent Gautheron, délégué central adjoint de la CGT-RATP. *Il risque d'y avoir encore moins de présence sur le réseau, par exemple en favorisant la vidéosurveillance, pour réduire les coûts de production, la grosse partie étant liée à la masse salariale. Quant aux conducteurs embauchés, c'était surtout au titre des extensions de lignes et de départs en retraite des collègues.* »

A la SNCF aussi, on espère transformer l'essai. « *Il faut pérenniser les emplois et les organisations de travail solides afin de maintenir cette qualité de service tout au long de l'année. Cela implique la présence suffisante de cheminots dans les gares aux guichets et sur les quais* », anticipe l'UNSA Ferroviaire. ■

Comment les batteries se font une place dans les avions d'Airbus

AÉRONAUTIQUE

Faute de concept adapté aux exigences de l'aéronautique, les batteries restent l'un des principaux verrous sur la voie de l'hybridation électrique et de l'aviation décarbonée.

Mais Airbus a déjà bien clarifié sa feuille de route, en y mettant les moyens.

Bruno Trévidic

L'aviation et l'automobile ont au moins un enjeu technologique en commun : les batteries. Si les avions de ligne 100 % électrique ne sont pas pour demain, la propulsion hybride, associant un moteur thermique à des moteurs électriques alimentés par des batteries, semble la piste la plus prometteuse pour des avions régionaux à faible émission de CO_2. Les batteries sont aussi le point de passage obligé des aéronefs interurbains et même des futurs hélicoptères.

Mais plus encore que pour l'automobile, les batteries restent la principale limitation technologique à l'électrification de l'aviation, du fait de leur puissance limitée et de leur poids. A titre d'exemple, 150 tonnes de batteries actuelles seraient nécessaires pour faire décoller un Airbus A320 de 150 passagers, dont la masse maximale au décollage est de 68 tonnes. A cela s'ajoute un risque d'explosion ou d'incendie, en cas d'emballement thermique.

La batterie n'est pas un composant aéronautique

« *Les batteries font partie des briques technologiques nécessaires pour aller vers la neutralité carbone, mais en l'état actuel, la batterie n'est pas un composant aéronautique*, souligne Karim Mokaddem, directeur de la stratégie hybride et électrique du groupe Airbus. *Contrairement à l'automobile, on ne peut pas compenser l'effet négatif de la masse de la batterie sur la consommation en récupérant de l'énergie au freinage. On ne peut pas non plus s'arrêter sur la bande d'arrêt d'urgence en cas d'emballement thermique. Le point de dimensionnement est donc plus difficile à trouver.* »

Face à ce double défi de la densité énergétique et de la sécurité posé par les batteries, Airbus s'est mis très tôt au travail. Le premier projet d'avion à propulsion électrique, l'E-fan, remonte à 2011. Le projet a été stoppé en 2017, quand il est apparu clairement qu'une propulsion 100 % électrique pour le transport aérien n'était pas réaliste. Mais depuis, le groupe a clarifié sa feuille de route, en faisant le tri entre le possible et le rêve. Si une propulsion électrique reste hors de portée, même pour le plus petit des Airbus, plusieurs cas d'usage, qui intéressent aussi bien l'avionneur que sa division Defence and Space et Airbus Helicopters, ont été identifiés.

Parmi les pistes explorées, c'est l'hélicoptère qui offrirait le plus de possibilités à l'électrification. « *Nous avons démontré l'intérêt d'embarquer des batteries* [couplées à un moteur électrique d'appoint dans nos hélicoptères, NDLR], *soit pour atterrir en sécurité en cas de défaillance du moteur thermique, soit pour réduire la consommation à certaines phases de vol à travers l'hybridation*, explique Karim Mokaddem. *On peut atteindre jusqu'à 15 % de réduction de la consommation de carburant.* »

Mais l'avion n'a pas été oublié, avec la campagne d'essais, de juin 2023 à l'été 2024, d'un petit avion à propulsion hybride « distribuée », l'Ecopulse, développé avec Daher et Safran, qui associe six petits moteurs électriques Safran placés le long des ailes à un moteur thermique. « *Ce premier démonstrateur nous a permis de mieux comprendre les problèmes posés par l'utilisation et la certification de batteries telles qu'elles existent aujourd'hui, mais utilisées à une tension beaucoup plus forte, de 800 volts. Soit près de huit fois le niveau de tension des avions actuels*, précise Karim Mokaddem. *Nous sommes parvenus à un consensus sur ce niveau de 800 volts, qui répondrait aux besoins des petits avions et des hélicoptères.* »

Les gros avions peuvent en bénéficier également

Quant aux gros avions, s'ils ne voleront pas de sitôt à l'électricité, les études ont permis de dégager quelques pistes intéressantes. « *Nous avons revu notre approche, en étudiant le dimensionnement de batteries pour des besoins non propulsifs, comme l'air conditionné. Mais aussi pour aider le moteur thermique pendant les phases de transition durant lesquelles son efficacité n'est pas optimisée*, poursuit le directeur d'Airbus. *Nous avons travaillé le sujet avec nos motoristes pour aboutir à une zone de design qui permettrait de réduire la consommation d'un A320 d'environ 5 %.* »

Tous ces cas d'usage nécessitent toutefois d'atteindre les spécifications techniques requises pour les batteries. Airbus n'a pas vocation à fabriquer des batteries, mais il a néanmoins constitué une équipe d'une cinquantaine d'ingénieurs, au sein d'Airbus Defence and Space, qui fait office de « centre de référence » pour l'ensemble du groupe. A eux d'étudier et de tester des batteries susceptibles d'équiper, demain, des satellites, des hélicoptères, des taxis volants ou des avions Airbus.

Julien Bergery est l'un d'eux. Avec le renfort de partenaires extérieurs, comme l'entreprise d'ingénierie Protolabs, lui et ses collègues conçoivent des prototypes de batteries hautes performances, susceptibles de répondre aux exigences de l'aéronautique. « *Nous étudions les concepts et nous vérifions sur pièce, en réalisant des prototypes que nous testons nous-mêmes*, explique-t-il. *Cela peut aller d'une structure interne allégée offrant de meilleures capacités de gestion thermique, à des batteries "tout solide" dont nous testons la résistance en conditions extrêmes jusqu'à les faire péter.* »

Mais pour l'heure, la solution miracle se fait encore désirer. « *Il n'existe pas de solution de batterie sur étagère certifiée pour l'aéronautique*, souligne Julien Bergery. *La première difficulté est de sécuriser les cellules lithium ion contre l'emballement thermique. Aujourd'hui, on en est encore réduit à devoir placer les batteries lithium-ion dans de lourds sarcophages pour éviter la propagation de l'incendie. Ce qui ajoute au problème de masse posé par les batteries.* »

Les promesses incertaines des batteries solides

L'autre voie explorée par les équipes d'Airbus est celle des batteries solides, dites de nouvelle génération, qui présentent le grand avantage de ne pas contenir de produit d'électrolyse inflammable, ce qui élimine théoriquement le risque d'incendie. Mais là encore, la solution miracle n'existe pas encore. « *Outre les contraintes de fabrication, ces batteries posent des problèmes de durabilité*, explique l'ingénieur d'Airbus Defence and Space. *De plus, cette technologie reste très évolutive.* »

Seule certitude : la solution viendra de l'industrie automobile, la seule à pouvoir offrir les débouchés industriels, et justifier les investissements nécessaires, au lancement d'une nouvelle génération de batteries. Malgré l'importance de l'enjeu, l'aéronautique restera toujours un client de second rang pour les fabricants de batteries.

D'où l'intérêt du partenariat signé en 2022 entre Airbus et Renault sur les batteries solides. « *Nous échangeons régulièrement avec eux*, assure Julien Bergery. *L'automobile reste la référence en matière de batteries et ils ont toujours des choses à nous apprendre, notamment en matière d'industrialisation. Mais nous regardons également ce que font les autres, comme Tesla.* »

En revanche, aucun partenariat n'a encore été noué avec un fabricant de batteries ou de cellules, l'une des raisons invoquées étant que les principaux acteurs du secteur sont aujourd'hui chinois. Ce qui limite les possibilités de coopération sur des sujets aussi sensibles stratégiquement que les futurs programmes aéronautiques.

La menace chinoise se précise

Un désavantage qui n'est pas sans inquiéter les avionneurs occidentaux, soucieux de ne pas connaître le même sort que leurs homologues de l'automobile, débordés par les voitures électriques chinoises. Non sans raison. Car du côté de la Chine, les choses avancent aussi. En juillet 2023, l'avionneur Comac, dont le C919 concurrence déjà les Airbus A320 et les Boeing 737 en Chine, avait annoncé la création d'une coentreprise avec le fabricant de batterie chinois CATL, qui fournit Tesla, et l'université de Shanghai, pour donner naissance à un premier avion électrique made in China.

Un an plus tard, en juillet dernier, CATL annonçait le premier vol d'un démonstrateur dont on ne sait pas grand-chose, sinon qu'il pèserait 4 tonnes, soit le poids d'un TBM, et qu'il serait doté de batteries haute densité de 500 Wh par kg. Le fabricant de batterie et Comac promettent de dévoiler un avion de huit tonnes, soit la masse d'un petit avion régional, d'ici trois à quatre ans. Le défi à l'Occident est clairement lancé. ■

Dévoilé au dernier Salon de Bourget, l'Ecopulse de Daher, Safran et Airbus a permis de tester l'utilisation de batteries à très haute tension pour de la propulsion hybride. *Photo Gilles Rolle/Sipa*

150
TONNES
de batteries actuelles seraient nécessaires pour faire décoller un Airbus A320 de 150 passagers, dont la masse maximale au décollage est de 68 tonnes...

BMW veut lancer une voiture à hydrogène en série en 2028

AUTOMOBILE

Le constructeur bavarois veut être le premier à proposer une voiture fonctionnant avec une pile à combustible sur le marché du haut de gamme.

Thibaut Madelin
— Correspondant à Berlin

BMW concrétise ses projets dans la voiture à hydrogène. Le constructeur automobile bavarois a annoncé, jeudi dernier, le lancement en 2028 de sa première voiture électrique à pile à combustible de série. « *Il s'agit d'un jalon important dans l'histoire de l'automobile : le tout premier véhicule électrique de série doté d'une pile à combustible proposé par un constructeur international haut de gamme* », a déclaré le patron de BMW, Oliver Zipse.

Depuis l'an dernier, le groupe allemand possède un modèle, la BMW iX5 Hydrogen, qui circule comme véhicule test dans plusieurs pays. Cette dernière étape est censée projeter la nouvelle technologie à l'échelle industrielle. « *Ce sera une production de taille sérieuse, nous ne parlons pas de pilote* », a précisé Michael Rath, vice-président de la division Véhicules à hydrogène chez BMW, lors d'une conférence de presse en ligne. Le constructeur bavarois n'a toutefois précisé ni les volumes, ni les prix ou l'investissement qu'il entend consacrer au projet, alors que la voiture à hydrogène peine à convaincre le public.

Il veut d'abord observer le développement des infrastructures d'avitaillement – un gros frein à l'achat pour les clients, ainsi que le prix des véhicules – pour identifier les marchés prioritaires.

Le constructeur va renforcer pour cela sa coopération avec Toyota.

Ce lancement reposera en partie sur une coopération renforcée entre BMW et Toyota, qui ont annoncé jeudi vouloir mettre en commun leur capacité d'innovation et leur expertise technologique pour développer une nouvelle génération de systèmes de propulsion électriques alimentés par une technologie de pile à combustible hydrogène.

Partenariat de longue date

Les deux groupes travaillent ensemble depuis une décennie sur le sujet, le constructeur japonais étant un pionnier de la technologie avec son modèle Toyota Mirai, lancé en 2014 au Japon, puis aux Etats-Unis.

Depuis, Toyota a investi des milliards de dollars dans la pile à combustible, dont le marché reste confidentiel. En resserrant les liens avec BMW, il peut partager la facture du développement. « *Notre partenariat de longue date a confirmé que BMW et Toyota partagent la même passion pour les voitures, croient en "l'ouverture technologique" et en une approche "à plusieurs voies" vers la neutralité carbone* », a déclaré Koji Sato, président et membre du conseil. En revanche, le leader mondial de l'automobile n'a pas annoncé de lancement d'un nouveau modèle basé sur leur coopération. ■

L'ESA imprime une première pièce de métal à bord de l'ISS

SPATIAL

Cette petite réalisation de 10 cm à peine, produite grâce à une imprimante 3D conçue par une entreprise française, représente une avancée majeure pour le secteur spatial.

Sarah Dumeau et Benjamin Houry

Et si on pouvait fabriquer les pièces manquantes à la réparation d'un vaisseau spatial… directement depuis l'espace ? C'est ce qu'a commencé à faire cet été l'Agence spatiale européenne (ESA) en produisant pour la première fois une pièce de métal à l'aide d'une imprimante 3D depuis l'ISS.

« *C'est un grand bond en avant pour le domaine de la fabrication dans l'espace* », se réjouit Advenit Makaya, ingénieur en fabrication avancée à l'ESA. C'est l'entreprise française AddUp qui a conçu l'imprimante à l'origine de ce petit exploit. « *Ça s'est très bien passé, il n'y a eu aucun problème dans la fabrication* », se félicite Julien Marcilly, le PDG de l'équipementier fondé par le groupe d'ingénierie industrielle Fives et Michelin. L'ESA confirme que les réalisations sont « *conformes à ce que l'on attendait* ».

« Optimiser la logistique »

Si l'impression 3D en métal depuis l'espace en est encore à ses balbutiements, elle pourrait, à terme, représenter une avancée majeure pour le secteur spatial. « *Si on envisage des missions de longue durée, comme sur Mars, on ne peut pas fournir un ravitaillement depuis la Terre. Donc, avoir la possibilité de fabriquer des pièces de rechange ou des équipements à la demande, cela augmente la durabilité des missions longue durée* », explique Advenit Makaya.

L'étape suivante serait de construire des équipements de satellite depuis l'espace. Dans les fusées qui placent ces appareils en orbite, impossible en effet d'embarquer les modèles les plus volumineux. « *Si on les fabrique directement dans l'espace, on peut en concevoir de plus grands, ce qui aurait une application directe en termes de télécommunication et de science* », poursuit l'ingénieur de l'ESA. A terme, cette technologie pourrait aussi permettre « *d'optimiser la logistique* » pour des séjours en orbite basse, comme dans l'ISS, en permettant aux astronautes de fabriquer sur place certains équipements, ce qui leur éviterait de s'encombrer avec de nombreuses fournitures présentes dans la station « au cas où ».

Pour l'instant, la réalisation de six petites pièces de métal de 10 centimètres, pesant environ 200 grammes, a nécessité… trois semaines de travail. La machine, pilotée à distance depuis la Terre, a eu besoin d'une intervention manuelle presque constante pour guider l'impression. L'appareil étant particulièrement bruyant, il ne peut pas tourner plus de 3 h 30 par jour dans l'ISS. Le point de fusion du métal se situant aux alentours de 1.400 °C, l'imprimante a été placée dans une boîte complètement scellée pour éviter tout risque lié à un excès de chaleur ou un dégagement de fumée.

La société AddUp, spécialiste de l'impression 3D, a dû adapter sa technologie pour que ses machines résistent aux conditions spatiales. La fabrication de l'imprimante a été chapotée par Airbus Defence and Space et financée par l'ESA. « *D'habitude, nos imprimantes fonctionnent avec de la poudre de métal mais cela n'était pas possible avec l'apesanteur, donc on a utilisé du fil* » d'acier inoxydable, explique Julien Marcilly. « *L'un des plus gros défis a été de faire une machine qui supporte les conditions et les chocs liés au lancement de la fusée* », précise le PDG d'AddUp.

Au total, l'ESA prévoit d'imprimer quatre échantillons tests d'ici à la fin de l'année. Ensuite, l'agence analysera les pièces ainsi obtenues et identifiera les points d'amélioration. Quand cette technologie sera-t-elle pleinement opérationnelle ? « *Si on y met l'effort, dans les dix prochaines années, peut-être même plus tôt* », assure Advenit Makaya. ■

L'astronaute américaine Jeanette Epps récupère le premier échantillon conçu par une imprimante 3D métallique dans la Station spatiale internationale. *Photo ESA/Nasa*

Le laboratoire Servier renonce pour l'heure à la vente de Biogaran

PHARMACIE

Le groupe pharmaceutique français a indiqué, vendredi, avoir mis « fin aux discussions » avec les investisseurs intéressés par sa filiale de médicaments génériques.

Enrique Moreira (avec AFP)

Les salariés du laboratoire Servier peuvent souffler. Le groupe pharmaceutique français a indiqué, vendredi, renoncer à ce stade à la vente de sa filiale Biogaran. La cession de cette branche suscitait l'inquiétude des employés. Ils craignaient cet été un rachat par un spécialiste indien des médicaments génériques entraînant des grosses pertes d'emplois.

Et ce malgré l'opposition, en avril dernier, du gouvernement Attal, qui avait promis d'imposer à tout investisseur non européen non désiré des conditions assez drastiques pour être bloquantes. Seulement, depuis, ce gouvernement a démissionné, rouvrant la voie à une possible cession à un spécialiste étranger.

Même s'il reconnaît avoir « *reçu des marques d'intérêt de la part d'investisseurs internationaux pour Biogaran* », le laboratoire français Servier explique avoir « *décidé mettre fin aux discussions avec les acteurs concernés* », confirmant une information publiée par « L'Usine Nouvelle ».

Incertitudes politiques

La raison ? Ces échanges ne répondaient « *pas à l'ensemble des critères* » que le groupe s'était fixés, selon un courrier interne adressé aux salariés, dont l'AFP a obtenu copie. Servier estime par ailleurs que « *la création de valeur proposée* » ne lui apparaissait « *pas bénéfique pour l'entreprise et ses collaborateurs, le tissu industriel français et européen et, bien sûr, pour les patients et toutes les pharmacies et partenaires* ».

« *De plus, les incertitudes politiques et réglementaires ont pesé sur ces marques d'intérêt* », écrit le président de Servier, Olivier Laureau, dans ce courrier. Mais Servier ne jette pas définitivement l'éponge. « *Nous pourrons initier de nouvelles revues stratégiques à l'avenir comme nous le faisons régulièrement pour évaluer le potentiel de nos activités* », souligne-t-il.

A Bercy, la nouvelle a été reçue avec satisfaction. « *Je salue la très sage décision de Servier de renoncer à la vente de Biogaran qui fait notamment suite à nos mises en garde sur les conditions potentielles d'un rachat* », se félicite Roland Lescure, le ministre délégué à l'Industrie en partance pour l'Assemblée nationale. Bercy incite par ailleurs Servier à ne pas « *prolonger la stratégie de revente à l'étranger* » de Biogaran, et à abandonner le projet pour de bon.

Lignes rouges

Selon une source proche du dossier, les candidats au rachat ont été reçus au ministère avant le dépôt des offres, où ils se sont vus présenter des conditions « *drastiques* » et les « *lignes rouges* » permises par la procédure de contrôle des investissements étrangers.

Les candidats au rachat du champion français des génériques ont remis mi-juin leurs offres à Servier. Depuis, la maison mère ne s'était pas encore prononcée entre le fonds d'investissement britannique BC Partners, associé à Bpifrance, qui avait les faveurs du gouvernement, ou un des deux génériqueurs indiens en lice, Torrent Pharmaceuticals et Aurobindo. La solution indienne paraissait la mieux placée car, mi-juillet, « Les Echos » avaient pointé que BC Partners restait sans nouvelles depuis un mois de Servier. Lequel était toujours, semblait-il à l'époque, en discussion avec un des candidats indiens.

Depuis les rumeurs de cession, qui ont circulé dès fin 2023, Servier n'avait pas officiellement communiqué ses intentions vis-à-vis de sa filiale Biogaran. Lancée en 1996, détenue à 100 % par le groupe pharmaceutique français, elle est devenue depuis la plus grosse marque de génériques en France.

Le génériqueur, qui compte 240 salariés, réalise actuellement la moitié de sa production dans l'Hexagone, via sa quarantaine de sous-traitants. Il y écoule 320 millions de boîtes par an. ■

Puig essuie son premier revers depuis son entrée à la Bourse de Barcelone le 3 mai. *Photo Igor Golovniov/SOPA Images/Sipa*

Les parfums Paco Rabanne, Nina Ricci et Jean Paul Gaultier malmenés en Bourse

LUXE

Les titres du groupe de beauté catalan Puig plongent de plus de 12 % après la présentation de résultats semestriels décevants.

Cécile Thibaud
— Correspondante à Madrid

Le premier examen en Bourse est rude pour Puig. Le titre du groupe de parfums et cosmétiques catalan a plongé de plus de 12 % vendredi, après l'annonce de résultats jugés insuffisants par les marchés. La compagnie, propriétaire des marques Paco Rabanne, Nina Ricci ou Jean Paul Gaultier, essuie son premier revers depuis son entrée à la Bourse de Barcelone le 3 mai.

Cette douche froide a lieu à la suite de la publication des comptes du premier semestre 2024, qui font état d'une chute de 26,6 % de ses bénéfices, à 154 millions d'euros, contre 209 millions sur la même période en 2023, avec un bénéfice brut d'exploitation (Ebitda) qui plonge de 33,5 % à 189 millions.

Des frais exceptionnels

Le parfumeur tente d'amortir le choc en signalant que les chiffres publiés incluent les frais exceptionnels de restructuration et d'entrée en Bourse, évalués à 120 millions, avec la prime extraordinaire versée pour l'occasion aux salariés.

En excluant ces lignes de dépenses, les bénéfices s'élèveraient à 238 millions, soit une hausse de près de 5 % par rapport à la même période de l'année antérieure, et l'Ebitda se situerait à 410 millions, soit 7,4 % de mieux sur les douze derniers mois, argumente le groupe. Les ventes atteignent 2,2 milliards d'euros, en progression de 9,6 %, *« avec un rythme de croissance supérieur à celle du secteur de beauté premium »*.

Le groupe vante également l'avancée rapide du secteur des crèmes de soin et cosmétiques avec les marques Uriage et Dr. Barbara Sturm notamment, et note la montée en puissance de la marque Jean Paul Gaultier.

Fluctuations saisonnières

Lors de la présentation des résultats aux actionnaires, le PDG du groupe, Marc Puig, a fait valoir qu'il s'agit d'un premier semestre *« solide »*, grâce aux décisions stratégiques de la maison, en insistant sur les fluctuations saisonnières de l'activité de la maison. *« Ce résultat est dans la lignée de nos attentes sur la période »*, a-t-il insisté.

En dépit de ces arguments, le verdict des marchés est sans pitié pour le groupe familial Puig, qui a fait ses premiers pas en Bourse. La compagnie, née à Barcelone en 1914, n'est pas habituée à encaisser de tels revers. La famille a en effet piloté le groupe, seule et à sa guise durant plus de cent ans, avant de faire le choix ce printemps d'ouvrir son capital aux marchés, afin de faciliter la croissance de l'activité ainsi que le passage de relais entre les générations.

Il s'agissait, selon le président de la compagnie, Marc Puig, petit-fils du fondateur, de profiter du *« meilleur des deux mondes »* en préservant les valeurs de cette maison familiale, tout en professionnalisant sa gestion. Il savait qu'il allait s'exposer à l'examen trimestriel des marchés, mais il ne s'attendait sans doute pas à essuyer, si vite, un premier scrutin aussi sévère. ■

Le japonais 7-Eleven refuse d'être racheté pour 39 milliards de dollars par Couche-Tard

COMMERCE

Le géant nippon a rejeté, vendredi, l'offre du Canadien.

Il estime celle-ci « opportuniste », mal calibrée et risquée sur le plan réglementaire.

Yann Rousseau
— Correspondant à Tokyo

La direction de 7-Eleven a contacté jeudi soir dernier Alain Bouchard, le président et fondateur du groupe canadien Couche-Tard, pour l'informer à l'avance qu'elle allait formellement refuser son offre de rachat pour 39 milliards de dollars de l'ensemble du géant japonais de la distribution.

Vendredi matin, le groupe nippon, coté à Tokyo sous le nom de Seven & i Holdings, explique, dans un long courrier adressé au Canadien mais partagé avec la presse, que sa proposition de prise de contrôle a été jugée *« opportuniste »* et qu'elle *« sous-évalue grossièrement le parcours autonome et les possibilités de développement supplémentaires »* de 7-Eleven. *« La proposition n'est pas dans le meilleur intérêt des actionnaires de 7 & i et des autres parties prenantes »*, martèle le distributeur japonais.

Son conseil d'administration avait dû former, dans l'urgence à la mi-août, un « comité spécial », composé de plusieurs directeurs indépendants, japonais et étrangers, pour étudier l'offre surprise de reprise communiquée par l'ambitieux Couche-Tard.

17.000 magasins du groupe Couche-Tard dans le monde

Le groupe canadien – qui est né en 1980 au Québec autour d'une seule boutique mais opère aujourd'hui 17.000 magasins dans 31 pays, dont les enseignes de la marque Circle K – se proposait d'acquérir, en espèces, la totalité des titres en circulation de Seven & i pour un montant de 14,86 dollars par action. Une fusion-acquisition qui aurait atteint le montant de 39 milliards de dollars (35 milliards d'euros) et aurait permis de faire émerger un géant mondial de la distribution de proximité.

Ensemble, les deux entreprises auraient notamment dominé plusieurs marchés nord-américains et asiatiques, où ces petites boutiques ouvertes 24 heures sur 24 connaissent une croissance forte, à la différence des supermarchés. Selon les derniers calculs de la firme Grand View Research, ces commerces de proximité ont généré, en 2022 dans le monde, un chiffre d'affaires de 2.200 milliards de dollars. Ce montant pourrait atteindre, selon les analystes, les 3.100 milliards à l'horizon 2028.

> Ces épiceries connues sous le nom de « dépanneurs » au Québec ou de « konbini » au Japon, offrent, jour et nuit, plus de 2.000 produits différents à des prix très bon marché.

Ces épiceries connues sous le nom de « dépanneurs » au Québec ou de « konbini » au Japon, offrent, jour et nuit, plus de 2.000 produits différents à des prix très bon marché. A Tokyo, on peut y faire ses courses de base, s'offrir un café chaud à 1 euro ou un plat de soba frais à 4 euros, payer sa facture d'électricité, retirer un colis, acheter une chemise blanche pour un rendez-vous de dernière minute, imprimer ses photos de vacances ou encore réserver un billet pour le match de baseball du dimanche. Dans de nombreuses campagnes dépeuplées, ces magasins sont souvent le dernier lieu de socialisation et presque l'ultime bastion de service public.

Dans sa lettre de refus de l'offre de Couche-Tard, la direction de Seven & i Holdings pointe d'ailleurs le poids culturel crucial des magasins 7-Eleven dans le quotidien des Japonais. Sur les 55.000 konbinis ouverts dans l'archipel, 21.300 sont opérés par 7-Eleven. Le groupe japonais en contrôle par ailleurs 50.000 autres en Chine, en Thaïlande, au Vietnam, en Australie, aux Etats-Unis ou encore au Mexique.

La méfiance de Tokyo

Dans son offre de rachat, Couche-Tard avait pris soin de tenter de rassurer la direction de 7-Eleven en expliquant que sa proposition se voulait amicale et qu'elle ne visait surtout pas à bouleverser le modèle économique et social des magasins japonais mais plutôt à aider à diffuser cette expérience exceptionnelle aux boutiques du reste du monde. Ce message n'avait toutefois pas été entendu à Tokyo, où la plupart des analystes, qui n'ont jamais cru à une validation de la proposition canadienne, pointaient la probable réticence du gouvernement japonais à un rachat des enseignes nippones.

Dans sa lettre de refus, Seven & i remarque que l'offre canadienne *« ne tient d'ailleurs pas compte de préoccupations très réelles en matière de réglementation »* au Japon mais également sur d'autres marchés, et notamment aux Etats-Unis. Une fusion des deux entités outre-Atlantique aurait pu braquer les autorités de la concurrence qui surveillent le respect de la réglementation contre les monopoles. *« Nous ne pensons pas que la proposition que vous avez présentée constitue une base nous permettant d'engager des discussions de fond sur une transaction potentielle »*, conclut sèchement la direction du groupe japonais, qui va désormais se préparer à une éventuelle opération plus hostile de son concurrent canadien. ■

Solaire, éolien : Voltalia réfléchit à sortir de la Bourse

ÉNERGIE

Victime du désamour des investisseurs pour les valeurs renouvelables, la pépite de la famille Mulliez n'écarte pas une sortie de la cote.

Sharon Wajsbrot
avec Philippe Bertrand

Après Neoen, la pépite dédiée à l'énergie renouvelable de l'Association familiale Mulliez, Voltalia, va-t-il à son tour quitter la cote ? *« La question se pose, pour nous, comme pour d'autres »*, a reconnu son directeur général, Sébastien Clerc, lors de la présentation de ses comptes semestriels, jeudi.

Introduit en Bourse en 2014, ce spécialiste français des fermes éoliennes et solaires pâtit – à l'instar de ses concurrents – du désamour des investisseurs pour les valeurs renouvelables, plombées par la hausse des taux d'intérêt et le reflux des prix de l'énergie. S'ajoute à ce contexte peu porteur un événement inédit qui a pénalisé spécifiquement Voltalia au premier semestre : la coupure inopinée de certains réseaux électriques au Brésil chargés d'évacuer l'électricité produite par les centrales du français. Au total, cet événement pourrait lui coûter 40 millions d'excédent brut d'exploitation cette année.

> Ces derniers mois, la quasi-totalité des pure players des énergies vertes européens ont tourné le dos à la Bourse.
>
> Et sont passés dans l'escarcelle des géants du capital-investissement.

1 milliard de capitalisation

Dans ce contexte, le titre Voltalia a fondu de 47,71 % en Bourse cette année et sa capitalisation boursière est tombée à 1 milliard d'euros. A 8,22 euros, son cours se rapproche désormais de son prix d'introduction il y a dix ans… Ceci pour un groupe qui affiche 75 millions d'euros d'excédent brut d'exploitation ce semestre, un chiffre d'affaires de 285 millions d'euros, en croissance de 28 %, un portefeuille de projet en développement de 17 GW et 2,452 GW de capacités en opération. En ce début d'année, les comptes du groupe sont toutefois toujours dans le rouge, avec une perte nette de 15,7 millions.

A ce stade, *« aucune décision de retrait de la cotation n'est prise et aucun processus n'a été activé »*, indique une source proche de Voltalia. Mais son actionnaire principal, la famille Mulliez – qui détient toujours 71,3 % du capital de la société –, évalue toutes ses options.

Ces derniers mois, la quasi-totalité des pure players des énergies vertes européens ont tourné le dos à la Bourse et sont passés dans l'escarcelle des géants du capital-investissement, Neoen chez Brookfield, l'allemand Encavis et le portugais Greenvolt chez KKR ou le grec Terna Energy chez Masdar. ■

Plus cher, le lait C'est qui le patron ?! se vend toujours plus

● Le lait vendu sous la marque C'est qui le patron ?! est plus cher que les autres et pourtant, dix ans après son lancement, les ventes ne cessent d'augmenter.
● Producteurs, entreprises et distributeurs se disent satisfaits. Un cas d'école.

AGROALIMENTAIRE

Marie-Josée Cougard

C'est qui le patron ?!... Lancée en pleine crise du lait en 2014 par Nicolas Chabanne pour sauver les éleveurs grâce au soutien des consommateurs, la marque de « *lait qui rémunère son producteur au juste prix* » continue de prospérer, défiant inflation et baisse de pouvoir d'achat. Les volumes de vente augmentent chaque année malgré des prix supérieurs au reste du marché. En dix ans, la commercialisation de ce lait à cette marque est passée de 10 millions de litres à 75 millions de litres, explique Emmanuel Vasseneix, le patron de LSDH (Laiterie Saint-Denis-de-l'Hôtel), seule entreprise à vendre la marque, qui représente 20 % du lait qu'elle met en marché.

Et tout cela alors que les autres catégories de lait, moins chères, souffrent d'une déconsommation régulière que rien ne semble pouvoir enrayer. Les ventes de briques de lait ont chuté de 8,5 % en volume entre 2019 et 2023, selon les données de Circana et de l'interprofession (CNIEL). Même les Marques de distributeurs (MDD), qui se vendent entre 1,05 euro et 1,20 euro quand le lait estampillé C'est qui le patron ?! est à 1,27 euro le litre. L'écart n'est sans doute pas majeur, mais, dans d'autres secteurs de l'alimentation, il est amplement suffisant pour détourner le consommateur. Encore plus depuis la vague d'inflation qui a suivi la guerre en Ukraine, où quelques centimes suffisent à délaisser un produit au profit d'un article moins cher.

Impliquer le consommateur

Dans un contexte, où les industriels se battent chaque année sur des centimes avec les distributeurs, la marque C'est qui le patron ?! tient du cas d'école. Comment expliquer que perdure son succès ? Sans doute faut-il remonter aux raisons pour lesquelles cette marque a vu le jour.

L'idée de Nicolas Chabanne il y a dix ans, lorsqu'il l'a créée, était d'impliquer profondément le consommateur en lui donnant la possibilité de définir les conditions auxquelles il était prêt à payer plus cher un produit aussi basique qu'une brique de lait. Avec pour objectif le sauvetage de nombreux producteurs menacés de disparition. Un questionnaire très détaillé avait abouti à l'élaboration d'« *un cahier des charges extrêmement exigeant* », selon Emmanuel Vasseneix, dont le respect garantissait au producteur de percevoir un prix qui couvre son coût de revient et lui offre une marge. Ce mode de fonctionnement a perduré. A ce jour, les producteurs perçoivent 54 centimes du litre de lait en 2024, quand les autres sont payés 48 centimes.

Les éleveurs « les mieux payés »

LSDH, qui ne fait pas plus de marge sur ce lait, se dit satisfait. Les enseignes et les consommateurs aussi. Pour les éleveurs, le secret de cette réussite commerciale est « *dans la transparence. Les prix se discutent à trois. Chaque partie est au courant de tout. On sait exactement quelle part va nous revenir* », explique Jérôme Chapon, éleveur dans la Manche et président de l'association des 650 producteurs qui livrent leur lait à LSDH pour C'est qui le patron ?!. « *D'autres producteurs souhaitent nous rejoindre. Nous avons réussi à dupliquer notre modèle de fonctionnement chez groupe Novandie* [Mamie Nova], *ainsi que dans la restauration.* »

Les éleveurs se félicitent de « *faire partie de ceux qui sont les mieux payés en France* ». Ils ont repris goût à leur travail. « *Ils gagnent leur vie. Ils ne sont plus obnubilés par les factures en fin de mois. Ils prennent le temps de retravailler l'alimentation de leurs animaux. Ils replantent des haies, ils embellissent leur exploitation* », explique Emmanuel Vasseneix.

Le système n'en est pas moins très contraignant. « *Un commissaire aux comptes vérifie chaque mois que les prix du lait facturés au consommateur résultent bien du prix perçu par le producteur. Les contrôles sont multiples, y compris de la part de la DGCCRF, qui n'a jamais rien eu à redire* », ajoute Emmanuel Vasseneix.

Le système C'est qui le patron ?! a été élargi à quelques autres productions, comme les œufs et le jus de pomme, où il fonctionne bien. Il a aussi eu ses échecs. Comme sur le beaujolais. Et de l'avis de toutes les parties il n'est pas toujours transposable. « *Comment définir un coût de production lorsque de multiples ingrédients entrent en jeu, ou que l'entreprise a des produits à l'export, des premiers prix, des MDD, des marques nationales et fabrique du fromage, du lait et des yaourts ?* » interroge Emmanuel Vasseneix.

Malgré son succès, la marque C'est qui le patron ?! ne porte que sur un faible volume (75 millions de litres) par rapport à la masse de 2 milliards de litres de lait commercialisée en France. ■

La marque C'est qui le patron ?! a été lancée en pleine crise du lait en 2014 pour sauver les éleveurs grâce au soutien des consommateurs. *Photo Hans Lucas via AFP*

Les coopératives laitières réclament une hausse des prix pour se décarboner

Les coopératives demanderont une revalorisation en 2025 dans les négociations commerciales. Une nécessité, selon elles, pour financer les investissements dans les élevages, estimés à plus de 3 milliards.

Dominique Chapuis

Le prix du lait doit augmenter en 2025. C'est ce que réclament les coopératives laitières comme Sodiaal, Laïta ou Eurial, qui assurent plus de la moitié de la collecte en France pour un chiffre d'affaires de 12,2 milliards d'euros.

Car pour ces structures et leurs 52.000 producteurs, il n'est pas question de réduire les cheptels pour assurer la transition écologique. Un rapport de la Cour des comptes, applaudi notamment par les écologistes, préconisait l'an dernier de baisser le nombre de vaches afin de limiter l'impact de l'élevage sur le climat. Inadmissible pour les éleveurs, alors que la France reste le 2e producteur européen de lait après l'Allemagne, malgré le recul des troupeaux, faute de repreneurs.

« *Il y a d'autres solutions pour décarboner nos fermes, mais il va falloir que tout le monde mette la main à la poche* », souligne Pascal Le Brun, éleveur dans le Calvados et président de la Coopération Laitière. Les coopératives attendent un soutien financier des pouvoirs publics, même si les caisses sont vides, et du consommateur, qui « *est aussi un citoyen* », insiste le responsable.

48 % des élevages se sont déjà engagés dans la décarbonation, une démarche lancée il y a une dizaine d'années. « *Entre 2016 et 2021, nous avons baissé de 6,4 % les émissions équivalent CO_2 par litre de lait dans nos exploitations, et de 11 % sur les sites de transformation*, précise Christophe Millaud, agriculteur en Loire-Atlantique et spécialiste du dossier. *Des progrès réalisés grâce à l'installation de pompages électriques ou de chaudières biomasses dans les laiteries.* »

Mais la note s'annonce salée : il faudra 900 millions d'euros d'ici à 2030 pour atteindre une baisse de 35 %. La somme s'envole à plus de 3 milliards au-delà de 80 % de réduction. Or depuis deux ans, le prix du lait versé aux éleveurs est en baisse, à 461 euros les 1.000 litres l'an dernier, toutes qualités confondues.

48 %
DES ÉLEVAGES se sont déjà engagés dans la décarbonation.

Les négociations commerciales avec les distributeurs, qui débutent en décembre pour fixer les prix en rayon en 2025, s'annoncent donc rudes. D'autant que si l'inflation ralentit, les tarifs de l'alimentation continuent de progresser. « *Pour nos coopératives et nos producteurs, il faudrait aller chercher entre 2 % à 4 % de hausse de prix auprès des acteurs du commerce et de la distribution* », estime Pascal Le Brun.

La consommation résiste

Jusque-là, les produits laitiers font partie des rares catégories qui résistent dans le panier des consommateurs. Mais comme pour le reste de l'alimentaire, les achats se sont reportés sur l'offre de l'entrée de gamme, avec pour effet un prix moyen en recul. Le bio, lui, continue sa descente aux enfers, avec une consommation retombée au niveau de 2018. Les effets de la refonte du Nutri-Score, abandonné par Danone sur ses yaourts à boire et bientôt ses boissons végétales (soja, amande, riz…), devraient être limités, espère la filière. Elle essaie depuis plus d'un an de se faire entendre auprès du ministère de la Santé, qui reste sourd. Le nouvel algorithme a déclassé le lait, désormais considéré comme un aliment, ce qui a fait passer les notes de B à D ou E. Résultat, aujourd'hui « *un Coca-Cola 0 % est mieux noté qu'un litre de lait* », indique-t-on à la Coopération Laitière.

Pour cette rentrée, la Coopération Laitière est surtout inquiète des effets des crises sanitaires sur la production laitière. Si la collecte de lait sur un an (de juin 2023 à juin 2024) a progressé de 2,6 %, la fin d'année devrait se traduire par une baisse de la production. Certains troupeaux touchés par les épidémies (fièvre catarrhale ovine, maladie hémorragique épizootique) ont vu leurs volumes de lait fondre de 5 % à 25 %.

Autre ombre au tableau : la situation est tendue à l'exportation, alors que 4 litres de lait sur 10 sont vendus à l'étranger. La Chine a lancé une enquête sur les subventions européennes accordées au secteur. Or la France est le 5e fournisseur en produits laitiers du pays, mais le second pour le beurre et la crème. Les entreprises exportatrices ont jusqu'au 10 septembre pour s'enregistrer auprès des autorités chinoises, afin de répondre aux questions. En attendant la fin de l'enquête, la Chine pourrait leur appliquer un taux temporaire de taxes à l'import. ■

Grand Palais Immersif : Chargeurs s'offre son premier musée français

CULTURE

Le groupe français spécialisé dans les activités de niches industrielles et de services est désormais l'actionnaire majoritaire du Grand Palais Immersif.

Enrique Moreira

Nul n'est prophète en son pays. Cela n'empêche pas de vouloir le devenir. Encore méconnu en France, le tricolore Chargeurs Museum Studio (CMS) ne devrait plus l'être pour très longtemps. Ce pôle du groupe Chargeurs, une ETI possédant une large panoplie d'activités de niches industrielles et de services, est récemment devenu l'actionnaire majoritaire du Grand Palais Immersif, avec 52 % du capital.

Créé en 2022 par le GrandPalaisRmn, au travers d'un partenariat avec la Banque des territoires dans le cadre de France 2030 et Vinci Immobilier, ce musée accolé à l'Opéra Bastille dans le 12e arrondissement de Paris propose un nouveau type d'expérience culture. Mélangeant art et technologie, il organise des expositions immersives à l'instar de sa toute dernière, qui s'est close début juillet, intitulée « Loading. L'art urbain à l'ère numérique ».

« *C'est durant cette exposition que nous avons réalisé l'acquisition* », se souvient Michaël Fribourg, le PDG de Chargeurs. Sur les hauts murs de béton brut de ce bâtiment, destiné initialement à devenir une deuxième salle de concert de l'Opéra voisin, les visiteurs ont pu voir s'afficher d'immenses photos de street-art, apparaissant sous différents angles, un documentaire sur le lien entre art urbain et réseaux sociaux, des graffitis se dessinant d'eux-mêmes sur les murs, mais aussi s'y essayer dans un coin dédié de l'exposition…

Certaines des expositions du Grand Palais Immersif s'exportent déjà. Mais c'est pour « *accélérer son développement à l'international* » en exploitant son catalogue d'exposition que GrandPalaisRmn s'est rapproché de Chargeurs Museum Studio. « *Notre filiale est reconnue à l'international, avec des bureaux déjà installés aux Etats-Unis, dans le Golfe ou encore en Asie* », des destinations qui souhaitent des expositions à la française, note Michaël Fribourg.

En effet, en l'espace de quelques années, par croissance externe, le groupe tricolore est devenu un prestataire majeur des musées dans le monde. Michaël Fribourg cite notamment le tout nouveau centre éducatif Gilder du Musée américain d'histoire naturelle de New York, ou encore celui de l'air et de l'espace de Washington. Le musée Van Gogh à Amsterdam et le musée Ferrari à Maranello (Italie) font partie des clients de CMS. « *Museum Studio devrait réaliser un chiffre d'affaires de 150 millions d'euros en 2024*, prévoit le PDG de Chargeurs. *Nous avons également engrangé 300 millions d'euros de commande.* »

Le groupe français entend aussi apporter au Grand Palais Immersif les idées de ses studios créatifs pour imaginer de nouvelles expositions, dont un se situe à Paris. Ce n'est donc pas vraiment la première incursion de Chargeurs dans le milieu culturel français, mais il s'agit de son premier partenariat public-privé.

Une deuxième acquisition

« *C'est le premier lieu culturel que nous allons opérer en France* », ajoute Michaël Fribourg. Le choix d'investir dans ce musée ne s'est pas fait par hasard. « *Le modèle de Museum Studio est de s'engager sur de grands projets avec des grandes exigences culturelles et scientifiques* », insiste le dirigeant. Il fallait donc un lieu à la hauteur des ambitions et de la réputation internationale du groupe.

Ce conglomérat, coté en Bourse depuis un siècle et demi, choisit toujours précisément ses cibles. Outre le Grand Palais Immersif, il s'est également offert Cilander, une société suisse spécialisée dans les textiles très pointus notamment pour l'armée. L'entreprise, dont la production est estampillée made in Switzerland, intégrera la branche textiles techniques de Chargeurs.

Ces nombreuses acquisitions s'appuient sur des résultats semestriels solides. Chargeurs affiche une croissance organique de 11 %, pour un chiffre d'affaires à 374 millions d'euros. « *L'ensemble de nos métiers a généré 54 millions d'euros de cash* », assure Michaël Fribourg. Mieux encore, l'ensemble des secteurs d'activité du groupe ressortent en croissance. ■